

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14221]

**5 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les articles 3 et 5, l'article 9, modifié par le décret du 10 mai 2012, et l'article 19, modifié en dernier lieu par le décret du 10 mai 2012;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, modifié par le décret du 3 février 2005, l'article 17, modifié en dernier lieu par le décret du 21 juin 2012, et l'article 83, modifié par le décret du 20 juillet 2016;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'article D.66, § 2, modifié par le décret du 24 mai 2018, et l'article D.140, § 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 22 juillet 2010;

Vu le Code de Développement territorial, l'article D.II.33;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les articles 4, 5 et 127, § 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2017;

Vu le rapport de genre établi le 11 janvier 2018 conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 63.146/4 du Conseil d'État, donné le 14 mai 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2017;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 26 septembre 2017;

Vu l'avis du pôle « Aménagement du Territoire », donné le 29 septembre 2017;

Considérant l'ensemble des consultations;

Considérant l'avis du Comité technique de l'accord de cranche entre la Confédération Construction wallonne et le Gouvernement, donné le 4 septembre 2017;

Considérant l'avis de la Confédération Construction wallonne, donné le 14 septembre 2017;

Considérant l'avis de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières, donné le 2 octobre 2017;

Considérant que la gestion des terres doit être organisée dans une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions;

Considérant qu'une cohérence doit être assurée entre les normes et méthodologies applicables à la valorisation des terres sur et dans les sols et les normes prévues par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les cas dans lesquels une analyse des terres et/ou la traçabilité des terres est requise, ainsi que les modalités;

Considérant la pluralité des intervenants dans le cadre de travaux d'excavation et de remblayage de sites et la nécessité de déterminer les droits et obligations respectifs des différentes parties;

Considérant la nécessité de déterminer un seuil en dessous duquel la dispense de permis d'environnement prévue pour la valorisation de déchets en application de l'article 3 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est applicable et au-delà duquel une déclaration ou un permis d'environnement sont au contraire justifiés pour des activités de remblayage;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des définitions du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 1<sup>er</sup> mars 2008 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

2<sup>o</sup> CWEA : le Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyses visé à l'article 18 du décret;

3<sup>o</sup> espèce végétale non indigène envahissante : l'espèce végétale non indigène dont l'introduction, le maintien ou la propagation dans la nature constitue une menace pour la préservation de la diversité biologique ou le fonctionnement des écosystèmes ou pour d'autres aspects de la protection de l'environnement, au sens du règlement (UE) n<sup>o</sup> 1143/2014 du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes;

4<sup>o</sup> GRGT : le guide de référence relatif à la gestion des terres;

5<sup>o</sup> installation autorisée : l'installation de stockage temporaire, de tri-regroupement, de prétraitement et/ou de traitement de terres, autorisée conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ou à toute législation équivalente d'une autre région ou d'un autre pays;

6<sup>o</sup> laboratoire de référence : l'Institut scientifique de Service public créé par le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.);

7<sup>o</sup> maître d'ouvrage : la personne physique ou morale qui initie et exécute ou fait exécuter des travaux sous ou sur le sol;

8<sup>o</sup> mouvement de terres : le déplacement de terres depuis le site d'origine, l'installation de production de terres végétales ou l'installation autorisée vers un site récepteur ou une installation autorisée;

9<sup>o</sup> notification : la communication formalisée des données relative au regroupement, au mouvement ou la réception des terres conformément au chapitre 5;

10° organisme de suivi : l'organisme ou l'un des organismes au(x)quel(s) une ou des missions de suivi dans la gestion des terres ont été concédées en exécution de l'article 29, alinéa 2;

11° plateforme de la voirie : la plateforme schématisée en annexe 1;

12° rapport de qualité des terres : le rapport visé à l'article 9, alinéa 2, comportant les données permettant d'identifier la provenance et la qualité des terres destinées à être mobilisées, y compris les résultats des analyses dont elles ont fait l'objet;

13° regroupement de terres : rassemblement sur le site d'origine de lots de terres de déblais ayant fait préalablement l'objet de certificats de contrôle qualité des terres distincts, ou rassemblement de lots de terre de déblais, de terres décontaminées ou de terres de production végétale au sein d'une installation autorisée;

14° remblayage : l'opération de valorisation par laquelle des terres et matières pierreuses naturelles sont utilisées à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager;

15° site d'origine : le terrain d'où sont excavées les terres de déblais;

16° site récepteur : le terrain sur lequel les terres sont utilisées. Le site comportant plusieurs usages est subdivisé suivant les usages;

17° site suspect : le terrain pour lequel la banque de données de l'état des sols comporte des données en 1<sup>ère</sup>, 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> catégorie au sens de l'article 12 du décret, ou sur lequel une pollution, en ce compris la présence d'amiante, est découverte au sens de l'article 80 du décret, ou sur lequel une installation ou une activité présentant un risque pour le sol est exercée;

18° terre : la matière solide constitutive du sol, qui est mobilisée suite à des actions d'excavation, de regroupement, de prétraitement, de traitement ou de lavage;

19° terre de déblais : la terre mobilisée dans le cadre de l'aménagement de sites, de travaux de construction et de génie civil et de l'assainissement de terrains;

20° terre de productions végétales : la terre issue du lavage ou du traitement mécanique sur table vibrante de betteraves, de pommes de terre et d'autres productions de légumes de plein champ;

21° terre de voirie : la terre de déblais mobilisée lors de travaux relatifs à une voirie ou lors de travaux effectués au niveau d'une assiette ou d'une ancienne assiette de chemin de fer ou de chemin de fer vicinal ou de l'accotement d'une telle assiette;

22° type d'usage : l'usage déterminé conformément aux dispositions de l'article 12;

23° l'usage moins sensible : l'usage lorsque les terres passent d'un type d'usage I à un type d'usage II, III, IV ou V, d'un type d'usage II à un type d'usage III, IV ou V, d'un type d'usage III à un type d'usage IV ou V, ou d'un type d'usage IV à un type d'usage V;

24° utilisation de terres : le remblayage et toute autre opération de recouvrement de surfaces d'un terrain avec des terres, à l'exclusion de l'application de tapis herbacés destinés à l'engazonnement, et de plantations en conteneurs;

25° le valorisateur : la personne valorisant des déchets conformément à l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

26° voirie : la voie du domaine public régional ou communal wallon affectée à la circulation par voie terrestre, y compris celle destinée à être incorporée dans le domaine public, et composée des aires et des voies destinées à la circulation publique, par quelque mode de déplacement que ce soit, ainsi que ses dépendances et l'espace souterrain y afférent;

27° administration : le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

28° Ministre : le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

Concernant le 15°, le site d'origine est géographiquement délimité par le périmètre du projet autorisé par un permis d'urbanisme, un permis unique ou un permis intégré. Dans le cas où aucune autorisation n'est requise, la délimitation est fixée par le projet.

Concernant le 17°, constitue une installation ou activité présentant un risque pour le sol, l'installation ou l'activité reprise dans la liste arrêtée par le Gouvernement en application de l'article 24 du décret, ou, à défaut d'une telle liste, l'installation ou l'activité reprise en annexe 6 du décret. Par exception, ne sont pas suspectes les parcelles pour lesquelles un certificat de contrôle du sol ou un certificat de contrôle qualité des terres a été délivré et ne consigne aucune pollution résiduelle pour l'usage ou pour les usages considérés, pour autant :

1° qu'aucune pollution du sol ne soit survenue après la délivrance du certificat;

2° qu'aucune activité présentant un risque pour le sol n'ait été exercée plus de cinq ans après la délivrance du certificat;

3° que toutes les pollutions aient été investiguées.

Concernant le 18°, le prétraitement et le traitement recouvrent différentes opérations telles que le tri, le criblage ou la décontamination de terres ou le traitement de productions végétales extraites du sol.

Concernant le 23°, si des normes pour un paramètre sont plus sévères pour un type d'usage moins sensible que pour un type d'usage plus sensible, la norme la plus sévère s'applique aux deux types d'usage.

Concernant le 27°, les dépendances concernent toutes les parties des routes et accotements, en ce compris les talus ou bermes dans la plateforme de la voirie; elles peuvent être précisées dans le GRGT.

Les dispositions du présent arrêté sont complétées par les annexes suivantes :

Dispositions	N° annexe	Objet
article 1 <sup>er</sup> , § 1 <sup>er</sup> , 11°	1	Schéma de la plateforme de la voirie
article 7	2	Paramètres à analyser dans le cadre du contrôle qualité des terres
article 9	3	Contenu minimal du rapport de qualité des terres
article 10, § 3	4	Contenu minimal du certificat de contrôle qualité des terres
articles 17 et 20	5	Contenu minimum des notifications relatives à un mouvement de terres et à la réception de terres
article 17, § 2	6	Contenu minimum du document de transport de terres en cas de notification de mouvement de terres

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux terres de déblais, aux terres de productions végétales, aux terres de voirie et aux terres décontaminées.

Ne sont pas soumis aux chapitres 2 à 4:

1° les terres de déblais réutilisées sur le site d'origine, dans une zone de même type d'usage, ou un type d'usage moins sensible que la zone dont proviennent les terres, et pour autant que le site d'origine ne soit pas suspect;

2° les terres de déblais évacuées du site d'origine, lorsque le volume total des excavations n'y excède pas 10 m<sup>3</sup>, et pour autant que ce site ne soit pas suspect;

3° les déchets d'extraction et des terres de découverte de carrière utilisées sur le site d'origine au sein d'un même établissement, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 portant conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances;

4° les terres de déblais excavées dans le cadre des actes et travaux d'assainissement d'un terrain faisant l'objet d'un projet d'assainissement approuvé conformément au décret ou d'un plan de remédiation approuvé par l'autorité compétente, et réutilisées sur le terrain conformément aux dispositions du plan d'assainissement ou le plan de remédiation;

5° les terres de productions végétales produites directement sur l'exploitation agricole, et réutilisées sur des parcelles agricoles de l'exploitation.

**Art. 3.** Les modalités électroniques de notification, d'envoi et de réception visées au présent arrêté permettent de leur donner une date certaine.

**Art. 4.** L'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance des délais prévus au présent arrêté.

Le jour de la réception, qui est le point de départ, n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut adopter, sur proposition de l'administration et après avis du pôle « Environnement », de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières et du comité technique visé à l'article 33, un guide de référence destiné à régler les aspects pratiques et scientifiques de la gestion des terres : le GRGT.

Ce guide détermine les règles minimales visant à garantir la qualité de la démarche d'expertise et permettant d'atteindre les objectifs suivants :

- déterminer une qualité représentative des terres;
- distinguer différents types de terres à excaver au regard de leur composition macroscopique ou de leur origine;
- assurer une représentativité en cohérence avec les procédures d'investigation des sols suivant les procédures du décret;
- assurer une représentativité en cohérence avec les procédures des autres Régions belges et déterminer les équivalences;
- déterminer les cas dans lesquels et les conditions auxquelles les terres contaminées par une espèce végétale non indigène envahissante peuvent être déplacées ou utilisées.

En vue d'atteindre les objectifs du présent arrêté, le GRGT peut par ailleurs :

- préciser la forme et compléter le contenu du rapport de qualité des terres visé à l'article 9 et à l'annexe 3;
- préciser la forme et compléter le contenu du certificat de contrôle qualité des terres visé à l'article 10 et à l'annexe 4;
- préciser la forme et compléter le contenu des notifications de mouvement, de regroupement et de réception de terres visées aux articles 17, 18 et 19 et à l'annexe 5;
- préciser les méthodes de mesure et de contrôle des teneurs visées aux articles 13, § 1<sup>er</sup>, et 14, et la dimension maximale des matériaux et débris;
- préciser les dispositions à prévoir dans les documents contractuels visés à l'article 27;
- préciser les mesures particulières à prendre en cas de découverte fortuite visée à l'article 28, tenant compte des exigences du présent arrêté et des chantiers de construction;
- préciser les moyens de communication visés à l'article 3, alinéa 2, 3°;
- inclure des éléments à portée pédagogique à caractère indicatif, pour autant que la portée soit clairement énoncée.

CHAPITRE II. — *Contrôle qualité des terres*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les terres de déblais destinées à être utilisées font l'objet d'un contrôle qualité avant de quitter le site d'origine.

L'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas dans les cas suivants :

1° le volume total des terres de déblais sur le site d'origine n'excède pas 400 m<sup>3</sup> et

a) le site d'origine n'est pas suspect;

b) le site récepteur a un type d'usage identique ou moins sensible que celui du site d'origine;

2° les terres de voiries sont réutilisées dans la plateforme d'une autre voirie et

a) les terres sont issues d'un sol non pollué, indépendamment d'un usage normal de la route;

b) le site récepteur est désigné par le maître de l'ouvrage public;

c) la zone d'utilisation :

i) ne se situe pas en zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine déterminée en vertu de l'article R.156 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

ii) ne relève pas des milieux protégés par ou en vertu de la loi du 12 juillet 1973 relative à la protection de la nature;

iii) n'est pas exposée à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs visés à l'article D.IV.57 du Code de Développement territorial tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique;

iv) ne constitue pas un chemin forestier, une voirie agricole, une voie du réseau autonome des voies lentes Ravel non adjacente à une chaussée, un chemin forestier ou une voirie dont la bande de roulement ouverte à la circulation a une largeur de 2 mètres ou moins;

d) dans les zones accessibles au public et non couvertes par un revêtement, la couche de couverture de terre d'origine est remise en place sur une épaisseur de minimum vingt centimètres, ou, en cas d'impossibilité technique, une couche de couverture de même épaisseur de terre répondant aux conditions des articles 13 et 14 est appliquée;

3° les terres de déblais proviennent d'un site dont l'usage est de type I ou II et

a) le site d'origine n'est pas suspect;

b) le site récepteur a le même type d'usage que la zone concernée du site d'origine;

c) la zone d'utilisation est désignée par le maître d'ouvrage qui procède à l'excavation;

d) le maître d'ouvrage dispose d'un droit réel sur le site récepteur;

4° les terres de déblais sont excavées dans le cadre des actes et travaux d'assainissement d'un terrain faisant l'objet d'un projet d'assainissement approuvé conformément au décret ou d'un plan de remédiation approuvé par l'autorité compétente et qui sont transportées vers une installation autorisée de traitement de terres polluées.

5° les terres de déblais proviennent d'une autre région ou d'un autre pays. Dans ce cas, le contrôle qualité est réalisé préalablement à leur introduction sur le territoire, selon les dispositions du présent arrêté.

§ 2. Le contrôle qualité des terres de déblais porte sur les paramètres visés à l'annexe 2, ainsi que les caractéristiques reprises à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

Les résultats des analyses, réalisées conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, ou du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution, peuvent être valablement réutilisés pour la caractérisation des terres pour autant qu'ils soient pertinents et actuels et, notamment, qu'aucune autre pollution ne soit suspectée ou ne soit susceptible d'avoir augmenté les concentrations de polluants identifiées. Plus particulièrement, les résultats obtenus suite à l'investigation des remblais dans le cadre d'une étude d'orientation, de caractérisation, ou, le cas échéant, d'une étude combinée, sont valables et suffisants pour caractériser la qualité des terres au sens du présent arrêté.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les terres décontaminées font l'objet d'un contrôle qualité avant de quitter l'installation autorisée de traitement de terres polluées.

Ce contrôle qualité porte sur les paramètres visés à l'annexe 2, ainsi que sur les caractéristiques reprises à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les terres de production végétales font l'objet d'un contrôle qualité avant de quitter l'installation de production de celles-ci.

Dans le cas où ces terres sont utilisées sur un site récepteur dont le type d'usage est agricole, le contrôle qualité s'effectue conformément aux décisions d'enregistrement délivrées en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Dans les cas non visés à l'alinéa 2, le contrôle qualité est opéré conformément à l'article 6, § 2.

**Art. 8.** Les règles minimales du GRGT visées à l'article 5, § 2, sont accompagnées du CWEA.

En l'absence de méthodes de prélèvement, d'échantillonnage et d'analyse dans le CWEA, ou en l'absence de procédures techniques dans le GRGT, les méthodes ou procédures sont établies ou validées par l'administration après avis du laboratoire de référence.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les caractéristiques des terres soumises au contrôle qualité sont établies par un expert désigné par le maître d'ouvrage du site d'excavation ou, lorsque les matières sont issues d'une installation autorisée, par cette installation.

L'expert, ou l'installation, établit un rapport sur la qualité des terres, dénommé ci-après « rapport de qualité des terres », dont le contenu minimum est fixé en annexe 3.

§ 2. Le rapport de qualité des terres de déblais visé au paragraphe 1<sup>er</sup> comporte toutes les données permettant :

1° d'identifier le site d'origine, l'identité du maître d'ouvrage et du titulaire du droit réel sur ce site;

2° de vérifier le respect des règles d'échantillonnage;

3° de connaître le volume et les caractéristiques des terres, y compris les résultats des analyses dont elles ont fait l'objet;

4° de connaître les possibilités théoriques d'usage en fonction de leurs caractéristiques.

§ 3. Le rapport de qualité des terres issues d'une installation autorisée comporte toutes les données permettant :

1° d'identifier l'installation autorisée;

2° de vérifier le respect des règles d'échantillonnage;

3° de connaître le numéro de lot, le volume et les caractéristiques des terres, y compris les résultats des analyses dont elles ont fait l'objet;

4° de connaître les possibilités théoriques d'usage en fonction de leurs caractéristiques.

§ 4. Lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 6, § 2, alinéa 2, l'expert, ou l'installation, justifie la réutilisation des résultats dans le rapport.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le rapport de qualité de terres est envoyé pour approbation à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession, par voie électronique.

Un accusé de réception du rapport est adressé par voie électronique dans les deux jours à dater de sa réception.

Dans les quinze jours à dater de la réception du rapport, la décision est adressée au demandeur par voie électronique, avec copie au titulaire d'un droit réel sur le site d'origine. Cette décision, soit :

1° refuse le rapport, lorsque celui-ci est incomplet ou non conforme aux dispositions applicables. Les motifs du refus ou du caractère incomplet sont mentionnés dans la décision;

2° conclut à la complétude et la conformité du rapport et délivre un certificat dénommé « certificat de contrôle qualité des terres » conformément au paragraphe 3 du présent article.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 3 du présent paragraphe, le demandeur peut adresser un rappel par voie électronique. Si le demandeur n'a pas reçu de décision à l'expiration d'un nouveau délai de quinze jours, le certificat est réputé refusé.

En cas de concession, l'organisme de suivi informe l'administration des rappels qui lui sont adressés.

§ 2. Un recours contre la décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est ouvert au demandeur ainsi qu'à toute personne titulaire d'un droit réel sur le terrain d'origine.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé à l'administration par envoi recommandé avec accusé de réception dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la décision ou, dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de l'absence de décision.

Dans les dix jours de la réception du recours, l'administration transmet au requérant un accusé de réception.

Dans les trente jours à dater de la réception du recours, l'administration envoie sa décision au requérant.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 4, le requérant peut, par envoi recommandé avec accusé de réception, adresser un rappel à l'administration. Si le requérant, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours suivant la réception du rappel, n'a pas reçu de décision, la décision initiale est réputée confirmée.

§ 3. Le certificat de contrôle qualité des terres fixe le ou les type(s) d'usage(s) admissible(s) en vertu du présent arrêté ou précise la nécessité de traiter les terres préalablement pour les rendre conformes. En cas de présence, dans les terres, d'espèces végétales non indigènes envahissantes, de fibres d'amiante ou d'autres caractéristiques particulières des terres, il indique les conditions de valorisation qui sont prévues par le présent arrêté ou le GRGT.

Le contenu minimum du certificat est défini en annexe 4. Chaque certificat porte un numéro de référence unique.

Le certificat de contrôle qualité des terres a une durée de validité de deux ans maximum à dater de son émission. La durée de validité peut être prolongée pour une égale durée suivant la procédure établie au paragraphe 1<sup>er</sup>, sur la démonstration que les caractéristiques des terres n'ont pas été modifiées depuis l'introduction du rapport de qualité des terres.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Un droit de dossier est levé préalablement à l'octroi d'une décision relative au certificat de contrôle qualité des terres.

Le droit de dossier est dû au plus tard à la date d'introduction de la demande. Il est établi comme suit :

1° 100 euros pour un volume jusque 400 m<sup>3</sup>; et

2° 0,06 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume entre 400 et 10.000 m<sup>3</sup> inclus;

3° 0,03 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume entre 10.000 et 25.000 m<sup>3</sup> inclus;

4° 0,012 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume entre 25.000 et 50.000 m<sup>3</sup> inclus;

5° 0,006 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume excédant 50.000 m<sup>3</sup>.

Tous les deux ans, automatiquement et de plein droit, le montant du droit de dossier est indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation. Le montant indexé est arrondi à l'unité supérieure. Il est publié sur le portail environnement de la Région wallonne et au *Moniteur belge*.

Après avis de l'administration, le Ministre peut adapter le montant du droit de dossier en fonction des coûts. Le montant adapté est publié sur le portail environnement de la Région wallonne et au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, les droits de dossier sont levés trimestriellement pour les rapports de contrôle qualité émanant des installations autorisées, d'une part, et dans les cas visés à l'article 7, § 2, alinéa 3, d'autre part. Les droits de dossier se calculent sur la base des volumes cumulés lors du trimestre précédent.

CHAPITRE III. — *Utilisation des terres*

**Art. 12.** Le type d'usage du site d'origine des terres est déterminé de la manière suivante:

- 1° par la situation de droit du site au plan de secteur, au plan d'affectation des sols ou au schéma d'orientation local, suivant l'annexe 2 du décret;
- 2° par le type d'usage actuel au regard de la situation de fait en application de l'annexe 3 du décret;
- 3° par le type d'usage naturel ou le type d'usage agricole, pour les terrains visés à l'article 9, alinéa 3, du décret;
- 4° en cas d'opposition entre la situation de droit suivant le 1° et le type d'usage suivant le 2°, par l'usage le moins sensible.

Le type d'usage du site récepteur des terres est déterminé de la manière suivante :

- 1° par la situation de droit du site au plan de secteur, au plan d'affectation des sols ou au schéma d'orientation local, suivant l'annexe 2 du décret;
- 2° par le type d'usage actuel ou projeté au regard de la situation de fait en application de l'annexe 3 du décret;
- 3° par le type d'usage naturel ou le type d'usage agricole, pour les terrains visés à l'article 9, alinéa 3, du décret;
- 4° en cas d'opposition entre la situation de droit suivant le 1° et le type d'usage suivant le 2°, par l'usage le plus sensible.

Les sites comportant plusieurs usages sont subdivisés suivant les usages pour l'application des paragraphes 1 et 2.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Pour être utilisées sur un site récepteur, les terres ne contiennent pas de déchets dangereux et ne contiennent, ni en masse ni en volume :

- 1° plus de 1 % de matériaux et déchets de construction non dangereux autres qu'inertes;
- 2° plus de 5 % de matériaux organiques, tels que bois ou restes végétaux;
- 3° plus de 5 % de débris de construction inertes de béton, briques, tuiles, céramique, matériaux bitumineux;
- 4° plus de 50 % de matériaux pierreux d'origine naturelle, tels que débris d'enrochement.

Pour les terres de voirie utilisées dans la plateforme d'une autre voirie, la teneur maximale autorisée en débris de construction inertes visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est portée à 10 %.

Les débris de construction et matériaux autorisés à concurrence des teneurs prévues aux alinéas 1 et 2 proviennent exclusivement de l'excavation des terres dans le site ou la voirie d'origine.

La teneur en fibres d'amiante des terres doit être inférieure aux seuils fixés en annexe 2. Les terres pour lesquelles la teneur en fibres d'amiante excède le seuil limite relatif aux types d'usage I, II, III et IV sans être supérieure au seuil limite relatif au type d'usage V sont recouvertes d'un géotextile avertisseur et d'une couche d'au moins un mètre de terre conforme à l'article 14, ou d'un revêtement.

§ 2. Les terres qui ne répondent aux conditions d'utilisation visées au paragraphe 1<sup>er</sup> et à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, font l'objet d'un prétraitement ou d'un traitement dans une installation autorisée afin d'atteindre ces critères en vue d'être utilisées.

Avant, pendant et après le prétraitement ou le traitement, ces terres gardent leur statut de terres pour l'application du présent arrêté. Les éventuelles fractions résiduelles issues du prétraitement ou du traitement, tels que les débris de construction inertes, les matériaux organiques ou les matériaux pierreux d'origine naturelle, sont gérés de manière différenciée des terres en application du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les terres de déblais, les terres décontaminées et, dans les cas visés à l'article 7, § 2, alinéa 3, les terres de productions végétales, lorsqu'elles sont soumises à un contrôle qualité conformément au chapitre 2, peuvent être utilisées sur un site récepteur pour autant que leurs paramètres soient inférieurs aux valeurs suivantes :

- 1° soit 80 % des valeurs seuil fixées par ou en vertu du décret, selon l'usage du site récepteur ou de la parcelle concernée du site récepteur. Ces valeurs sont complétées, le cas échéant, par les valeurs seuils fixées à l'annexe 2 et les valeurs seuils de paramètres non-normés en application de l'article 9, § 4, du décret;
- 2° soit 80 % des concentrations de fond du site récepteur ou de la parcelle concernée du site récepteur, dans le respect des conditions suivantes :

- a) les terres sont utilisées sur un site ayant le même type d'usage ou un usage moins sensible que le site d'origine;
- b) le site d'origine présente des concentrations de fond équivalentes à celle du site récepteur et sont liées à des anomalies géochimiques naturelles.

§ 2. Les terres de production végétales soumises à un contrôle qualité conformément à l'article 7, § 2, alinéa 2, peuvent, sans préjudice des dispositions prévues par le certificat d'utilisation, être utilisées sur un site récepteur de type d'usage agricole.

**Art. 15.** Lorsque l'activité de valorisation de terres est réalisée sur un site en zone d'usage de type I, II ou IV, il peut être dérogé aux valeurs mentionnées à l'article 14 pour le type d'usage, aux conditions suivantes :

- 1° les terres respectent les valeurs applicables au type d'usage V ou un type d'usage inférieur;
- 2° un permis d'environnement autorise spécifiquement la valorisation de terres en dérogation au type d'usage conformément au présent arrêté;
- 3° la couche finale de terre est conforme aux valeurs applicables au type d'usage en application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 1°. L'épaisseur est déterminée par le permis tenant compte de l'usage futur du terrain.

**Art. 16.** Nul ne peut concevoir ou mettre en œuvre un projet dans l'intention de limiter artificiellement le contrôle qualité ou la traçabilité des terres ou d'éviter le paiement des droits de dossier.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des terres de qualité différentes entre elles et avec d'autres matières dans le but de satisfaire aux critères d'usage des terres, dans le but de contourner le contrôle qualité ou la traçabilité des terres ou d'éviter le paiement des droits de dossier.

CHAPITRE IV. — *Transport et traçabilité des terres*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le mouvement de terres est notifié préalablement à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession, par voie électronique.

La notification de mouvement de terres visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> comporte :

- 1° les informations permettant d'identifier l'origine des terres et les destinations;
- 2° l'identité du titulaire d'un droit réel sur le site récepteur;
- 3° les données d'identification des transporteurs et valorisateurs;
- 4° les dates prévues pour le transport;
- 5° les références du certificat de contrôle qualité des terres lorsqu'il est requis;
- 6° le numéro d'autorisation de l'installation, lorsque les terres sont destinées à une installation autorisée.

§ 2. La notification donne lieu, dans un délai de vingt-quatre heures à dater de la réception, lorsque les terres sont acheminées vers une installation autorisée, et de trois jours à dater de la réception dans les autres cas, à l'une des décisions suivantes transmise par voie électronique au notifiant :

- 1° un refus lorsque la notification est incomplète ou non conforme aux dispositions applicables. Les motifs du refus ou du caractère incomplet sont mentionnés dans la décision;
- 2° la délivrance d'un document de transport de terre qui atteste de la compatibilité du site récepteur avec la qualité des terres mentionnée dans le certificat de qualité des terres;
- 3° la délivrance d'un document de transport de terre qui atteste de la compatibilité entre le type d'usage du site d'origine et le type d'usage du site récepteur dans les cas où un certificat de qualité des terres n'est pas requis;
- 4° la délivrance d'un document de transport de terre vers une installation autorisée.

A défaut de décision dans les délais visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le demandeur peut adresser un rappel par voie électronique. Si à l'expiration d'un nouveau délai conforme à l'alinéa 1<sup>er</sup> le demandeur n'a pas reçu de décision, le document de transport est réputé refusé.

En cas de concession, l'organisme de suivi informe l'administration des rappels qui lui sont adressés.

§ 3. Un recours contre la décision visée au paragraphe 2 est ouvert à la personne procédant à la notification.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé à l'administration par envoi recommandé avec accusé de réception dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision.

Dans les dix jours de la réception du recours, l'administration transmet au requérant un accusé de réception.

Dans les trente jours à dater de la réception du recours, l'administration envoie sa décision au requérant.

A défaut d'une décision dans le délai visé à l'alinéa 4, le requérant peut, par envoi recommandé avec accusé de réception, adresser un rappel à l'administration. Si le requérant, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours suivant la réception du rappel, n'a pas reçu de décision, la décision initiale est réputée confirmée.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les lots de terres pour lesquels un certificat de contrôle qualité a été délivré peuvent faire l'objet d'un regroupement pour autant qu'ils soient utilisables pour un même type d'usage, conformément au chapitre 3.

Lorsqu'aucun certificat de contrôle qualité n'est requis, les lots de terres utilisables pour un même type d'usage peuvent faire l'objet d'un regroupement au sein d'une installation autorisée.

Le regroupement de terres est notifié préalablement à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession, par la voie électronique.

§ 2. La notification du regroupement visée au paragraphe 1<sup>er</sup> comporte :

- 1° les informations permettant d'identifier l'origine des terres;
- 2° les références du certificat de contrôle qualité des terres, lorsqu'il est requis, ou, lorsqu'il n'est pas requis, les informations permettant de définir le type d'usage des terrains d'origine.

§ 3. La notification du regroupement donne lieu, dans un délai de vingt-quatre heures à compter de sa réception, à l'une des décisions suivantes communiquée par voie électronique :

- 1° un refus lorsque la notification est incomplète ou non conforme aux dispositions applicables. Les motifs du refus ou du caractère incomplet sont mentionnés dans la décision;
- 2° la délivrance d'un document de regroupement de terre dans le cas où les lots à regrouper sont compatibles en fonction de leur origine et de leur utilisation lorsqu'un certificat de contrôle qualité des terres n'est pas requis;
- 3° la délivrance d'un nouveau certificat de contrôle qualité des terres dans le cas où les certificats de contrôle qualité des lots à regrouper indiquent que les terres sont utilisables sur un terrain récepteur de même type d'usage.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le demandeur peut adresser un rappel par voie électronique. Si, à l'expiration d'un nouveau délai conforme à l'alinéa 1<sup>er</sup> le demandeur n'a pas reçu de décision, le regroupement est réputé refusé.

En cas de concession, l'organisme de suivi informe l'administration des rappels qui lui sont adressés.

§ 4. Un recours contre la décision visée au paragraphe 3 est ouvert à la personne procédant à la notification. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé à l'administration par envoi recommandé avec accusé de réception dans les vingt jours à dater du jour de la réception de la décision.

Dans les dix jours de la réception du recours, l'administration transmet au requérant un accusé de réception.

Dans les trente jours à dater de la réception du recours, l'administration envoie au requérant sa décision.

A défaut de décision dans le délai visé à l'alinéa 3, le requérant peut, par envoi recommandé avec accusé de réception, adresser un rappel à l'administration. Si le requérant, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours suivant la réception du rappel, n'a pas reçu de décision, la décision initiale est réputée confirmée.

**Art. 19.** Les mouvements de terres de productions végétales depuis l'installation qui les a produites jusqu'aux sites récepteurs situés en type d'usage agricole sont soumis à notification annuelle.

L'installation visée à l'alinéa précédent adresse la notification par voie électronique à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession, au plus tard le soixantième jour suivant l'expiration de l'année de référence.

La notification des mouvements de terres comporte :

- 1° les informations permettant d'identifier l'installation d'origine et les sites récepteurs;
- 2° les données du contrôle qualité des lots de terres, effectué conformément aux décisions d'enregistrement délivrées en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- 3° les données d'identification des transporteurs et valorisateurs, par lots de terres;
- 4° les volumes de terres;
- 5° les dates des transports effectués.

**Art. 20.** Le valorisateur ou l'exploitant de l'installation autorisée notifie par voie électronique la réception des terres, ou le refus de leur réception, dans les huit jours ouvrables suivant leur arrivée à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession. En cas de refus de réception des terres, la notification indique les motifs du refus.

La notification donne lieu à la délivrance, par voie électronique, d'un accusé de réception et, le cas échéant, à une demande de complément d'informations, dans les trois jours à dater de sa réception.

**Art. 21.** Le contenu minimum des notifications visées par le présent chapitre est précisé à l'annexe 5. Le contenu minimum du document de transport et de l'accusé de réception visés par la présente section est précisé à l'annexe 6.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Un droit de dossier est levé préalablement à l'envoi des documents de transport et de regroupement.

Le droit de dossier est dû au plus tard à la date de la notification et couvre les frais de gestion et d'attestation de compatibilité d'usage.

Le droit de dossier est fixé comme suit :

- a) en cas de notification de regroupement de terres en application de l'article 18 : 25 euros;
- b) en cas de notification de mouvement de terres de déblais :
  - 1° 25 euros pour un volume jusque 400 m<sup>3</sup>;
  - 2° 0,17 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume entre 400 et 10.000 m<sup>3</sup>;
  - 3° 0,11 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume entre 10.000 et 25.000 m<sup>3</sup>;
  - 4° 0,09 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume entre 25.000 et 50.000 m<sup>3</sup>;
  - 5° 0,05 euros par m<sup>3</sup> sur la partie du volume excédant 50.000 m<sup>3</sup>.

Tous les deux ans, automatiquement et de plein droit, le montant du droit de dossier est indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation. Le montant indexé est arrondi à l'unité supérieure. Il est publié sur le portail environnement de la Région wallonne et au *Moniteur belge*.

Le Ministre peut adapter le montant du droit de dossier en fonction des coûts. Le montant adapté est publié sur le portail environnement de la Région wallonne et au *Moniteur belge*.

§ 2 Par dérogation au paragraphe premier, les droits de dossier sont levés trimestriellement pour les installations autorisées et pour les installations qui ont produit les terres de productions végétales dans les cas visés à l'article 7, § 2, alinéa 3. Les droits de dossier se calculent sur base des volumes cumulés lors du trimestre précédent.

Par dérogation au paragraphe premier, les droits de dossier sont levés annuellement pour les terres de productions végétales visées à l'article 7, § 2, alinéa 2. Les droits de dossier se calculent sur base des volumes cumulés lors de l'année précédente.

**Art. 23.** Tout véhicule transportant des terres dispose du document de transport de terres visé à l'article 17, au minimum en double exemplaire, complété par le numéro d'enregistrement ou d'agrément du transporteur, l'heure de départ du site d'origine ou de l'installation et l'heure d'arrivée à destination.

Le transporteur remet un exemplaire du document de transport de terres daté et signé au destinataire des terres et conserve un autre exemplaire du document de transport de terres, daté et signé par le destinataire, pendant cinq ans au moins.

Le Ministre, après avis de l'administration et du fonctionnaire chargé de la surveillance, peut imposer ou reconnaître des applications digitales présentant des fonctionnalités et garanties permettant de rencontrer les objectifs du présent article et d'assurer un suivi en temps réel et une traçabilité a posteriori des mouvements de terres.

**Art. 24.** La compilation des certificats, notifications, documents de transport et accusés de réception tient lieu de registre pour ce qui concerne les terres, lorsqu'une personne doit tenir un registre ou une comptabilité des déchets en exécution du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ou de leurs arrêtés d'application.

#### CHAPITRE V. — Responsabilités dans la gestion des terres

**Art. 25.** L'exécution du contrôle qualité des terres de déblais et l'obtention du certificat de contrôle qualité des terres incombent aux personnes suivantes, dans l'ordre :

- 1° à l'entrepreneur, en cas de convention régie par la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction;
- 2° à défaut d'entrepreneur, au promoteur, en cas de promotion immobilière;
- 3° à défaut d'entrepreneur et de promoteur, au maître d'ouvrage.

**Art. 26.** La notification de mouvement de terres de déblais depuis le site d'origine incombe à la personne responsable de l'évacuation des terres. Est responsable de l'évacuation des terres, la personne qui décide de leur destination et procède ou fait procéder à leur transport.

La notification de mouvement de terres depuis une installation autorisée incombe à la personne responsable de l'évacuation des terres.

La notification de mouvement de terres depuis l'installation qui a produit les terres de production végétales incombe à cette installation.



**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. La demande d'offre et le cahier des charges de travaux incluant la gestion de terres de déblais comportent un ou des postes ayant trait à la gestion des terres à évacuer ou réceptionner, tenant compte des dispositions du présent arrêté.

Le certificat de contrôle qualité des terres est joint à toute demande d'offre, à tout cahier spécial des charges pour l'exécution des travaux ou, dans le cas de contrats-cadre, est communiqué au plus tard à la commande de travaux.

§ 2. L'offre et la facture ayant trait à l'exécution de travaux incluant la gestion de terres de déblais mentionnent les coûts relatifs à cette gestion.

La copie des documents notifiés ou délivrés en exécution du présent arrêté est jointe à la facture.

**Art. 28.** Sans préjudice des dispositions à prendre en vertu du décret, lorsqu'une pollution du sol est découverte lors du contrôle qualité ou lorsqu'une pollution du sol est découverte ou survient en cours de chantier, la personne réalisant les travaux a l'obligation d'avertir immédiatement le maître d'ouvrage, l'exploitant et celui qui a la garde du terrain. Le site est considéré comme suspect.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions administratives et financières*

**Art. 29.** L'administration procède à la certification du contrôle de la qualité et au suivi de la gestion des terres.

Le Gouvernement peut concéder à un ou plusieurs organisme(s) de suivi agissant sous le contrôle de l'administration tout ou partie des missions définies à l'article 5, § 3, alinéa 1, du décret.

**Art. 30.** L'organisme de suivi répond au moins aux conditions suivantes :

- 1° être constitué sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° avoir son siège social ou, au minimum, une unité d'établissement en Région wallonne;
- 3° respecter l'usage des langues dans toutes les relations avec l'Administration et les personnes concernées par la ou les mission(s) concédée(s);
- 4° couvrir l'intégralité du territoire wallon, de manière homogène, et appliquer des conditions égales et non discriminatoires;
- 5° ne pas exercer, directement ou indirectement, d'activités de production, de contrôle qualité ou de gestion de terres, ne pas compter dans ses structures des maîtres d'ouvrages et entreprises, ou leur personnel, concernés par de telles activités et, de manière générale, présenter des garanties d'indépendance et d'impartialité suffisantes pour le bon accomplissement de la mission;
- 6° compter parmi les fondateurs et personnes pouvant l'engager uniquement des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques et n'ayant pas été condamnées pour infraction à la législation environnementale dans l'Union européenne;
- 7° tenir une comptabilité analytique propre à l'exécution de la ou des mission(s) concédée(s), selon les règles applicables en droit belge;
- 8° disposer de moyens suffisants pour accomplir la ou les mission(s) concédée(s);
- 9° constituer un cautionnement au profit de la Région wallonne, d'un montant correspondant à six mois de chiffre d'affaires généré par la ou les mission(s) concédée(s);
- 10° être couvert par un contrat d'assurance de sa responsabilité couvrant l'ensemble de la ou des mission(s) concédée(s);
- 11° être en mesure d'exécuter la ou les mission(s) concédée(s) et, notamment, de constituer l'association sans but lucratif, de développer les outils informatiques et bases de données nécessaires et de disposer des procédures détaillées et documents-types qui seront mis en œuvre, endéans les 6 mois de l'attribution de la concession;
- 12° soumettre à l'approbation préalable de l'Administration les statuts de l'association sans but lucratif, les outils informatiques et bases de données nécessaires, les procédures détaillées et documents-types qui seront mis en œuvre, ainsi que toute modification de ceux-ci;
- 13° assurer, sur les questions qui les concernent, un dialogue régulier avec les représentants des secteurs et organismes visés à l'article 33;
- 14° s'engager à communiquer à l'administration toute infraction environnementale relative à la gestion des terres, dont il aurait connaissance dans l'exercice des activités concédées.

Le cahier des charges peut préciser et compléter les dispositions applicables à l'organisme de suivi en vue d'atteindre les objectifs du présent arrêté. Il détermine la durée minimale de la concession, qui ne peut être inférieure à cinq ans. Il détermine les règles spécifiques applicables lorsque plusieurs organismes de suivi sont désignés pour exercer la ou les mêmes missions.

**Art. 31.** L'organisme de suivi invite l'administration aux réunions de ses organes statutaires en qualité d'observateur. Il lui communique sur demande toutes précisions et informations nécessaires à l'exécution de ses missions de contrôle.

Les données découlant de l'exercice des activités confiées à l'organisme de suivi sont mises à disposition de l'administration et du fonctionnaire chargé de la surveillance, sous un format approuvé par ceux-ci et en temps réel. Ces données alimentent la banque de données de l'état des sols.

L'organisme peut être soumis périodiquement à une évaluation, notamment financière et de fonctionnement.

L'organisme de suivi établit un rapport annuel incluant des données statistiques relatives aux dossiers et notifications traitées, les délais de traitement, et distinguant, notamment, selon les flux et types de terres, l'origine de production et les modalités de gestion, avec leur évolution et les perspectives. Ce rapport est transmis au Ministre avec l'avis du comité technique.

**Art. 32.** Les droits de dossier dus en exécution du présent arrêté rémunèrent à titre principal l'organisme de suivi pour la réalisation des missions concédées.

Quinze pour cent des droits de dossier sont versés par l'organisme de suivi, au titre de frais administratifs et de surveillance, au Fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, dénommé Fonds pour la gestion des déchets, créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne. Les modalités sont précisées dans le cahier des charges relatif au contrat de concession.

**Art. 33.** Un comité technique est institué. Il remet un avis technique sur toute question relative à la gestion des terres et des déchets de construction qui lui est soumise par le Ministre, l'administration ou l'organisme de suivi dans un délai maximum de quarante jours. A défaut d'avis dans le délai, il est réputé favorable.

Ce comité se réunit dans les locaux de l'administration ou, le cas échéant, de l'organisme de suivi, et comprend au moins des experts représentant les secteurs et organismes suivants :

- 1° le secteur de la construction et du génie civil;
- 2° le secteur de l'assainissement des sols;
- 3° l'Union des villes et communes de Wallonie;
- 4° la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie;
- 5° le secteur de la gestion des déchets de construction;
- 6° le secteur carrier;
- 7° les architectes et bureaux d'études;
- 8° le laboratoire de référence;
- 9° la SPAQuE;
- 10° l'administration.

Le président du comité technique est désigné par le Ministre pour une durée de trois ans.

Le règlement d'ordre intérieur du comité peut préciser ses modalités de fonctionnement et sa composition; il est approuvé par le Ministre.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions modificatives

*Section 1<sup>ère</sup>.* — Modification de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux

**Art. 34.** L'article 60 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Pour les terres, le registre mentionne les numéros de référence des certificats de contrôle des terres et des documents de transport et/ou de regroupement de terres requis en exécution de l'arrêté du Gouvernement du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et la traçabilité des terres.

Par dérogation à l'alinéa 2, la compilation exhaustive des notifications de mouvements et des documents de transport visés par l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière tient lieu de registre pour ce qui concerne les terres. ».

**Art. 35.** L'article 65 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 4 juillet 2002 et 13 juillet 2017, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la notification de mouvements des terres effectuée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière tient lieu de déclaration. ».

*Section 2.* — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets

**Art. 36.** A l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 7 de l'introduction, les mots « rencontrent les caractéristiques de référence des terres non contaminées reprises à l'annexe II point 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets » sont remplacés par les mots « sont conformes aux conditions d'utilisation fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière »;

b) un point 8 est inséré dans l'introduction, rédigé comme suit :

« 8. La classification des déchets visés sous le 17 05 03 comme déchets dangereux ne concerne pas la gestion des déchets respectant les critères d'acceptation en centre d'enfouissement de classes génériques 2 ou 5.2 fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'acceptation des déchets en centre d'enfouissement technique. ».

*Section 3.* — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets

**Art. 37.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° CoDT : Code du Développement territorial »;

b) le 7° est abrogé;

c) il est complété par un 8° rédigé comme suit :

« 8° QUALIROUTES : cahier de charges type QUALIROUTES en vigueur à la date de l'utilisation des déchets, publié sur le portail de la Wallonie. ».

**Art. 38.** L'article 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa premier, la personne qui valorise à titre professionnel des terres et des matières pierreuses naturelles dans une installation de remblayage soumise à déclaration ou à permis d'environnement conformément à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, n'est pas dispensée de la déclaration ou du permis pour l'installation si elle obtient un enregistrement conformément au présent arrêté. ».

**Art. 39.** A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, a) et c), les mots « la Communauté européenne » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Union européenne »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, c), les mots « au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, au Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 relatif aux transferts de déchets » sont insérés entre les mots « Communauté européenne » et les mots « au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, »;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « constituées sous forme de société commerciale » sont remplacés par les mots « de droit public ou de droit privé »;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, a), les mots « la Communauté européenne » sont remplacés par les mots « l'Union européenne »;

5° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, b), les mots « membres de ses organes de gestion » sont insérés entre les mots « administrateurs » et «, gérants », et les mots « et les membres de son personnel responsables des opérations pour lesquelles l'enregistrement est demandé » sont insérés entre les mots « la société » et « que des personnes »;

6° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 3° est abrogé;

7° au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, b), et 2°, d), les mots « certificat de bonnes conduite, vie et mœurs » sont chaque fois remplacés par les mots « extrait de casier judiciaire »;

8° au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, c), les mots « de registre de commerce » sont remplacés par les mots « d'identification délivré par la Banque-Carrefour des Entreprises »;

9° au paragraphe 2, alinéa 2, 1°, le d) est abrogé;

10° au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, les mots « s'il s'agit d'une personne morale constituée sous forme de société commerciale » sont remplacés par les mots « s'il s'agit d'une personne morale de droit public ou privé »;

11° au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, le c) est remplacé par ce qui suit :

« c) la liste nominative des personnes physiques qui peuvent engager la personne morale, et des membres du personnel responsables des opérations pour lesquelles l'enregistrement est demandé »;

12° au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, le e) est remplacé par ce qui suit :

« e) un extrait de casier judiciaire de la personne morale; »;

13° au paragraphe 2, alinéa 2, 2°, le f) est remplacé par ce qui suit :

« f) le numéro d'identification délivré par la Banque-Carrefour des entreprises ou un enregistrement correspondant; »;

14° au paragraphe 3, deux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« La demande est irrecevable si elle est jugée incomplète à deux reprises. L'administration informe le demandeur de l'irrecevabilité de la demande conformément à l'alinéa 2.

L'administration peut solliciter des renseignements complémentaires pendant la procédure d'examen de la demande. Le délai fixé à l'alinéa 2 est prorogé du délai endéans lequel le demandeur répond à la demande de l'administration. »;

15° les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.

**Art. 40.** A l'article 4 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des restrictions visées aux articles R164 à R168 du Code de l'Eau et des dispositions du CoDT, les déchets figurant à l'annexe I peuvent être valorisés par les personnes enregistrées selon la procédure et dans le respect des conditions déterminées par le présent arrêté. ».

**Art. 41.** A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « marqués d'une croix à la colonne 3 de l'annexe I » et « la septième colonne de » sont abrogés;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un 7° rédigé comme suit :

« 7° dans le cas de terres, les numéros des certificats de contrôle qualité, de transport et de réception de terre, délivrés en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière »;

3° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ces informations sont consignées dans des registres tenus pendant dix ans à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, de l'administration et de l'organisme de suivi désigné en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière. L'administration peut établir le modèle de registre. »;

4° les paragraphes 2 et 3 sont abrogés;

5° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La compilation des notifications de mouvements de terres, de regroupement de terres et des documents de transport de terres visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière, tient lieu de registre pour ce qui concerne les terres visées par cet arrêté. ».

**Art. 42.** Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'obligation d'enregistrement, la valorisation des déchets marqués d'une croix dans la colonne « certificat d'utilisation » de l'annexe I et la valorisation de déchets non dangereux que le Ministre détermine en application de l'article 13, requièrent un certificat d'utilisation de ces déchets délivré par le Ministre. ».

La demande de certificat d'utilisation est introduite conformément au modèle repris en annexe IV, en un exemplaire par envoi recommandé ou remise contre récépissé à l'administration.

Le certificat délivré à l'exploitant de l'installation produisant les déchets bénéficie à l'utilisateur de ces déchets pour autant que ce dernier soit enregistré conformément au présent arrêté.

Les certificats d'utilisation sont publiés par extrait au *Moniteur belge* conformément à l'article 3, § 3, alinéa 4. ».

**Art. 43.** A l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des restrictions visées aux articles R164 à R168 du Code de l'Eau et sans préjudice des dispositions du CoDT, le Ministre peut favoriser la valorisation de déchets non dangereux qui ne sont pas repris en annexe I ainsi que d'autres valorisations de déchets non dangereux que celles prévues à l'annexe I du présent arrêté pour toute personne qui introduit une demande d'enregistrement selon la procédure fixée par le présent arrêté. Cet enregistrement est octroyé pour une durée maximale de 5 ans. »;

2° au paragraphe 2, les mots « par lettre recommandée » sont remplacés par les mots « par envoi recommandé »;

3° Le paragraphe 6 est complété par deux alinéas libellés comme suit :

« La décision précise les conditions particulières à respecter.

Elle est publiée par extrait au *Moniteur belge* conformément à l'article 3, § 3, alinéa 4. ».

**Art. 44.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Sur la base d'un procès-verbal constatant une infraction au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, au décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, au Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 relatif aux transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de l'Union européenne, ou si les obligations découlant de l'enregistrement ne sont pas respectées, l'enregistrement peut être radié ou suspendu après qu'ait été donnée à son titulaire la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai donné. En cas d'urgence spécialement motivée, l'enregistrement peut être suspendu ou radié sans délai.

La décision de suspension ou de radiation est prise par l'administration s'il s'agit d'un enregistrement délivré en vertu de l'article 2, et après avoir recueilli l'avis du fonctionnaire chargé de la surveillance. La décision est prise par le Ministre s'il s'agit d'un enregistrement délivré en vertu de l'article 13 et après avoir recueilli les avis de l'administration et du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. L'autorité compétente pour délivrer l'enregistrement et le certificat d'utilisation peut à tout moment compléter ou modifier les conditions particulières assortissant la décision d'enregistrement et le certificat d'utilisation dans les cas suivants :

1° ces conditions ne sont plus appropriées pour éviter ou réduire les dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme ou l'environnement ou y remédier;

2° cela s'avère nécessaire pour respecter les normes d'immission fixées par le Gouvernement;

3° cela s'avère nécessaire pour assurer la surveillance et la traçabilité des opérations de valorisation des déchets;

4° la valorisation se révèle contraire à la hiérarchie des modes de traitement prévue à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

§ 3. Toute décision prise en vertu des §§ 1<sup>er</sup> ou 2 est notifiée à l'intéressé par envoi recommandé.

La modification, la suspension ou la radiation de l'enregistrement ou du certificat d'utilisation est publiée par extrait au *Moniteur belge*. ».

**Art. 45.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. Tout transport de déchets valorisés conformément à un enregistrement délivré en vertu du présent arrêté est accompagné d'une copie de l'enregistrement et, le cas échéant, du certificat d'utilisation. ».

**Art. 46.** Dans l'annexe I du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) la colonne « Comptabilité » est supprimée et la ligne de titre est remplacée par la ligne suivante :

Code (valorisation)	Nature du déchet	Certificat d'utilisation	Circonstances de production / valorisation du déchet	Caractérisation du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CoDT et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et la traçabilité des terres)
---------------------	------------------	--------------------------	--	------------------------------------	---

b) en ce qui concerne le premier domaine d'utilisation :

1° les lignes relatives aux codes 170504, 191302 et 020401 sont remplacées par les lignes suivantes :

170504	Terres de déblais		Terres issues de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de construction ou de génie civil	Terres répondant aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière	Utilisation conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière.
--------	-------------------	--	--	--	--

191302-TD	Terres décontaminées		Terres ayant subi un prétraitement ou un traitement et issues d'une installation autorisée de traitement de terres polluées	Terres répondant aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière	Utilisation conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière
020401-VEG1	Terres de productions végétales		Terres issues du lavage ou du traitement mécanique sur table vibrante de betteraves, de pommes de terre et d'autres productions de légumes de plein champ	Terres conformes aux décisions d'enregistrement	Utilisation en type d'usage agricole conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière
020401-VEG2	Terres de productions végétales		Terres issues du lavage ou du traitement mécanique sur table vibrante de betteraves, de pommes de terre et d'autres productions de légumes de plein champ	Terres répondant aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière	Utilisation autre qu'en type d'usage agricole conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière

2° une ligne rédigée comme suit est insérée entre la ligne afférente au code 170504 et la ligne afférente au code 191302 :

170504-VO	Terres de voiries		Terres de voirie telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière	Terres répondant aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière	Utilisation en voirie conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière
-----------	-------------------	--	--	--	---

3° pour le code 010102, les mots « PTV401 » sont remplacés par les mots « PTV411 » dans la colonne relative aux caractéristiques du déchet valorisé;

4° pour les codes 010409I et 170506AII, les mots « PTV400 » sont chaque fois remplacés par les mots « PTV411 » dans la colonne relative aux caractéristiques du déchet valorisé;

5° pour les codes 190307, 170302B, 100202, 100202LD, 100202EAF, 100202S et 100998, les mots « RW99 » sont chaque fois remplacés par les mots « Chapitre C de Qualiroutes » dans la colonne relative aux caractéristiques du déchet valorisé;

6° la ligne relative au code 190112 est remplacée par ce qui suit :

190112	Mâchefers	x	Matériaux solides produits par une installation effectuant le criblage, la séparation des métaux et la maturation de mâchefers bruts provenant d'unités autorisées d'incinération de déchets et n'ayant pas été mélangés ni avec des cendres volantes ni avec des cendres sous chaudières et répondant au test d'assurance qualité figurant en annexe III	Matières répondant au chapitre C de Qualiroutes et au test de conformité prévu à l'annexe II.3	- Utilisation dans le cadre de travaux de voirie, en sous-fondation et fondation de voirie - Aménagement et réhabilitation de CET conformément au permis d'environnement du site
--------	-----------	---	---	--	---

7° pour le code 170506A2, dans la dernière colonne, les mots « loi du 12 juillet 1976 » sont remplacés par les mots « loi du 12 juillet 1973 »;

c) en ce qui concerne le deuxième domaine d'utilisation :

1° pour les codes 100202B2, 100202LD2, 100202EAF2, 100201S2 et 190112II, les mots « RW99 » sont chaque fois remplacés par les mots « chapitre C de Qualiroutes » dans la colonne relative aux caractéristiques du déchet valorisé;

2° les lignes relatives aux codes 100202B, 100102, 010413IIA et 060904IIA sont remplacées par ce qui suit :

100202B	Laitiers non traités		Matériaux produits par une installation autorisée de conditionnement utilisant les laitiers résultant de la production de la fonte comme matière de base	Laitiers permettant d'obtenir un ciment ou un liant hydraulique titulaire d'une certification CE	Préparation de ciment ou de liant hydraulique selon une des normes suivantes: - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 et -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368 - NBN EN 15743
100102	Cendres volantes		Cendres volantes issues de la production d'électricité par des centrales thermiques utilisant le charbon comme combustible	Cendres volantes présentant des propriétés pouzzolaniques permettant d'obtenir un ciment ou un liant hydraulique titulaire d'une certification CE, BENOR ou équivalente	Préparation de ciment ou de liant hydraulique selon une des normes suivantes: - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 et -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368
010413IIA	Fillers calcaires		Poussières calcaires issues de la taille, du sciage et du travail de la pierre naturelle	Fillers calcaires permettant d'obtenir un ciment ou un liant hydraulique titulaire d'une certification CE, BENOR ou équivalente	Préparation de ciment ou de liant hydraulique selon une des normes suivantes: - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 et -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368
060904IIA	Phosphogypse et citrogypse		Phosphogypse et citrogypse résultant respectivement de la fabrication de l'acide phosphorique et de l'acide citrique	Phosphogypse et citrogypse répondant aux critères d'utilisation fixés par l'industrie du ciment	Régulateur de prise dans les ciments et les liants hydrauliques selon une des normes suivantes: - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 et -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368 - NBN EN 15743

**Art. 47.** A l'annexe II du même arrêté, modifiée par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mai 2014 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les points 1 et 2 sont abrogés;

2° au point 3, les tableaux repris aux points A et B sont remplacés par les tableaux suivants :

« A. Test de lixiviation :

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
<b>Métaux</b>			
Sb	0,3	mg/kg M.S. (1)	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Al	2 000	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
As (tot)	0,8	mg/kg M.S.	ISO 17378-2
Cd	0,03	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
Co	0,25	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Cr (tot)	0,5	mg/kg M.S.	ISO 9174
Cr (VI)	0,05	mg/l.	ISO 11083 NBN EN ISO 18412
Cu	5,0	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Hg	0,02	mg/kg M.S.	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	2,2	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Mo	1,8	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Ni	1,8	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Ti	2,4	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Zn	4,0	mg/kg M.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
<b>Alcalin</b>			
K	1 700	mg/kg M.S.	NBN EN ISO 11885 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
<b>Sels</b>			
Cl-	6 000	mg/kg M.S.	NBN EN ISO 10304-1
CN-	0,2	mg/kg M.S.	NBN EN ISO 14403-2
F-	20,0	mg/kg M.S.	NBN EN ISO 10304-1
SO42-	4 000	mg/kg M.S.	NBN EN ISO 10304-1
Autres paramètres (5)			

## B. Tests sur la composition de l'échantillon brut :

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
<b>Composés organiques (2)</b>			
Hydrocarbures extractibles (C10 à C40)	1 500	mg/kg M.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (4)	7,0	mg/kg M.S.	NBN EN 6979
HAM (BTEX)	2,1	mg/kg M.S.	NBN EN ISO 15009 NBN EN ISO 22155
HAP totaux (6 de Borneff)	4,3	mg/kg M.S.	ISO 13877 NBN EN 15527 ISO 18287
PCB totaux (28,52,101,118,138,153,180)	0,2	mg/kg M.S.	ISO 10382 EN 15308 EN 16167
Autres paramètres (5)			

».

**Art. 48.** Dans le même arrêté, l'annexe III, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe III

Test d'assurance qualité de déchets pour certaines utilisations spécifiques et pour les mâchefers traités et dérivés de mâchefers traités mélangés à un liant hydraulique.

A. Test de lixiviation

Le test est réalisé selon la norme NBN EN 12457-2 ou 4 pour les paramètres indiqués ci-dessous et doit être effectué par un laboratoire agréé :

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
pH	7 - 12		NBN EN ISO 10523
Conductivité	6 000	µS/cm	ISO 7888
<b>Métaux</b>			
S	0,2	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Al	2 000	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
As (Tot)	0,1	mg/l	ISO 17378-2
Cd	0,1 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Co	0,1	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Cr (VI)	0,1 (*)	mg/l	ISO 11083 NBN EN ISO 18412
Cu	2,0 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Hg	0,02 (*)	mg/l	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852



Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
Pb	0,2 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Mo	0,15	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Ni	0,2 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Ti	2,0	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
Zn	0,9 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Méthodes de préparation associée ISO15587-1 et 15587-2
<b>Azotés</b>			
NO <sub>2</sub> -	3,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1 ISO 15923-1 NBN EN ISO 13395
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	50,0	mg/l	NBN EN ISO 11732 ISO 15923-1
<b>Sels</b>			
Cl-	500,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
CN-	0,46	mg/kg M.S.(1)	NBN EN ISO 14403-2
F-	5,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>	1 000,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
Autres paramètres (4)			

(\*) la somme de la concentration de ces métaux doit être inférieure à 5 mg/l

B. Test sur la composition de l'échantillon brut

Paramètres	Seuil limite	Unités	Méthode analytique
<b>Composés organiques (2)</b>			
Hydrocarbures extractibles (C10 à C40)	1 500	mg/kg M.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (3)	7	mg/kg M.S.	NBN 6979
Autres paramètres (4)			

Remarques :

(1) M.S.: matière sèche.

(2) à n'exécuter que si leur présence est mise en évidence par un balayage en chromatographie en phase gazeuse à un spectromètre de masse (GC-MS).

(3) hydrocarbures halogénés extractibles.

(4) la détermination d'éléments ou composés spéciaux inorganiques ou organiques pourra être demandée par l'administration lors de l'instruction de la demande. ».

Art. 49. Dans le même arrêté, l'annexe V, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, est remplacée par ce qui suit :

« *Annexe V*

**1. FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT  
POUR LA VALORISATION DE DECHETS REPRIS A L'ANNEXE I DE L'AGW DU 14 JUIN 2001  
FAVORISANT LA VALORISATION DE CERTAINS DECHETS**

**DOMAINE D'UTILISATION : TRAVAUX DE GENIE CIVIL.**

**1. Identité du demandeur :**

➤ **Personne physique :**

Pour une demande de «RENOUVELLEMENT»: Avez-vous déjà été enregistré OUI / NON

Si OUI, indiquer le numéro de l'enregistrement actuel °: .....

Nom, prénom :

.....

Date et lieu de naissance :

.....

Nationalité :

.....

Adresse :

Rue :

N° : ..... Bte : .....

.....

Code Postal : .....

Commune :

.....

Pays :

.....

.....

Tél bureau :

Fax bureau : .....

.....

Email :

.....

.....

Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises : .....

➤ **Personne morale :**

Pour une demande de «RENOUVELLEMENT»: Avez-vous déjà été enregistré OUI / NON

Si OUI, indiquer le numéro d'enregistrement actuel : .....

<p><i>Dénomination :</i></p> <p>.....</p> <p><i>Nature juridique (SA / SPRL / ... ) :</i></p> <p>.....</p> <p><i>Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises :</i> .....</p>		
<p><b><u>Adresse du siège social :</u></b></p> <p><i>Rue :</i> ..... <i>N° :</i> ..... <i>Bte :</i> .....</p> <p><i>Code Postal :</i> ..... <i>Commune :</i> .....</p> <p><i>Pays :</i> .....</p> <p>.....</p> <p><i>Tél:</i> ..... <i>Fax :</i> .....</p>		
<p><b><u>Adresses des sièges d'exploitation :</u></b></p> <p><i>Rue :</i> ..... <i>N° :</i> ..... <i>Bte :</i> .....</p> <p>..</p> <p><i>Code Postal :</i> ..... <i>Commune :</i> .....</p> <p><i>Tél bureau :</i> ..... <i>Fax bureau :</i> .....</p>		
<p><i>Rue :</i> ..... <i>N° :</i> ..... <i>Bte :</i> .....</p> <p>..</p> <p><i>Code Postal :</i> ..... <i>Commune :</i> .....</p> <p><i>Tél bureau :</i> ..... <i>Fax bureau :</i> .....</p>		

**2. IDENTIFICATION DES DECHETS :**➤ *Cocher au regard du (des) code(s) déchet concerné(s)*

<u>Objet de la demande</u>	<u>Code valorisation</u>	<u>Nature des déchets</u>
<i>Domaine d'utilisation : Travaux de génie civil</i>		
	<i>170504</i>	<i>Terres de déblais</i>
	<i>170504-VO</i>	<i>Terres de voirie</i>
	<i>191302-TD</i>	<i>Terres décontaminées</i>
	<i>020401-VEG1</i>	<i>Terres de productions végétales destinées à un type d'usage agricole</i>
	<i>020401-VEG2</i>	<i>Terres de productions végétales</i>
	<i>010102</i>	<i>Matériaux pierreux à l'état naturel</i>
	<i>010409I</i>	<i>Sables de pierres naturelles</i>
	<i>010408</i>	<i>Granulats de matériaux pierreux</i>
	<i>170101</i>	<i>Granulats de béton</i>
	<i>170103</i>	<i>Granulats de débris de maçonnerie</i>
	<i>170302A</i>	<i>Granulats de revêtements routiers hydrocarbonés</i>
	<i>190307(*)</i>	<i>Enrobés bitumineux composés de granulats ou de fraisats de revêtements routiers</i>
	<i>170302B</i>	<i>Granulats ou fraisats de revêtements routiers hydrocarbonés</i>
	<i>190112</i>	<i>Mâchefers</i>
	<i>100202</i>	<i>Laitiers non traités</i>
	<i>100202LD</i>	<i>Scories LD non traitées</i>
	<i>100202EAF</i>	<i>Scories EAF non traitées</i>
	<i>100202S</i>	<i>Scories de désulfuration non traitées</i>
	<i>170506A1</i>	<i>Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)</i>
	<i>170506A2</i>	<i>Produits de dragage ou de curage (sables, pierres, boues)</i>
	<i>010413I</i>	<i>Déchets de sciage des pierres</i>
	<i>170201</i>	<i>Billes de chemin de fer</i>
	<i>100998</i>	<i>Sables de fonderie</i>

(\*) *l'enregistrement s'adresse ici au producteur d'enrobés*

*Quantité de déchets annuelle estimée à la valorisation : ..... tonnes*  
*Mentionner le cas échéant le coefficient de conversion des m<sup>3</sup> en tonnes utilisé :*

### **LISTE DES ANNEXES A FOURNIR**

*Si le demandeur est une personne physique :*

- *Extrait de casier judiciaire.*

*Si le demandeur est une personne morale:*

- *Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, accompagnée d'une copie de l'acte les désignant*
- *Extrait de casier judiciaire pour la ou les personnes reprises sur la liste nominative.*
- *Extrait de casier judiciaire de la personne morale constituée ou non sous forme de société commerciale*

*Fait à ..... le*  
 .....

*Mention à reproduire de façon manuscrite :*

*« Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont exacts »*

.....

.....

*Nom, prénom*

*(en lettre MAJUSCULE)*

*Signature*

**2. FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT**  
**POUR LA VALORISATION DE DECHETS REPRIS A L'ANNEXE I DE L'AGW DU 14 JUIN 2001**  
**FAVORISANT LA VALORISATION DE CERTAINS DECHETS**

**DOMAINE D'UTILISATION : COMPOSANTS DANS LA FABRICATION DE PRODUITS FINIS.**

**1 Identité du demandeur :**

➤ **Personne physique :**

Pour une demande de «RENOUVELLEMENT»: Avez-vous déjà été enregistré OUI / NON

Si OUI, indiquer le numéro de l'enregistrement actuel °: .....

Nom, prénom :

.....

Date et lieu de naissance :

.....

Nationalité :

.....

Adresse :

Rue :

N° : ..... Bte : .....

.....

Code Postal : ..... Commune :

.....

Pays :

.....

.....

Tél bureau :

Fax bureau : .....

.....

Email :

.....

.....

Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises : .....

➤ **Personne morale :**

Pour une demande de «RENOUVELLEMENT»: Avez-vous déjà été enregistré OUI / NON

Si OUI, indiquer le numéro d'enregistrement actuel : .....

<p><i>Dénomination :</i></p> <p>.....</p> <p><i>Nature juridique (SA / SPRL / ... ) :</i></p> <p>.....</p> <p><i>Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises :</i> .....</p>		
<p><b><u>Adresse du siège social :</u></b></p> <p><i>Rue :</i> ..... <i>N° :</i> ..... <i>Bte :</i> .....</p> <p><i>Code Postal :</i> ..... <i>Commune :</i> .....</p> <p><i>Pays :</i> .....</p> <p>.....</p> <p><i>Tél:</i> ..... <i>Fax :</i> .....</p>		
<p><b><u>Adresses des sièges d'exploitation :</u></b></p> <p><i>Rue :</i> ..... <i>N° :</i> ..... <i>Bte :</i> .....</p> <p>..</p> <p><i>Code Postal :</i> ..... <i>Commune :</i> .....</p> <p><i>Tél bureau :</i> ..... <i>Fax bureau :</i> .....</p>		
<p><i>Rue :</i> ..... <i>N° :</i> ..... <i>Bte :</i> .....</p> <p>..</p> <p><i>Code Postal :</i> ..... <i>Commune :</i> .....</p> <p><i>Tél bureau :</i> ..... <i>Fax bureau :</i> .....</p>		

**2 IDENTIFICATION DES DECHETS :**➤ *Cocher au regard du (des) code(s) déchet concerné(s)*

<u>Objet de la demande</u>	<u>Code (valorisation)</u>	<u>Nature des déchets</u>
<i>Domaine d'utilisation : Fabrication de produits finis</i>		
	160117	<i>Métaux ferreux</i>
	170405	<i>Métaux ferreux provenant de construction ou de démolition</i>
	190102	<i>Métaux ferreux provenant du déferraillage des mâchefers</i>
	191001	<i>Métaux ferreux provenant du broyage des déchets</i>
	160118	<i>Métaux non-ferreux</i>
	170407	<i>Métaux non-ferreux provenant de construction ou de démolition</i>
	191002	<i>Métaux non-ferreux provenant du broyage de déchets</i>
	100202B	<i>Laitiers non traités</i>
	100102	<i>Cendres volantes</i>
	010413IIA	<i>Fillers calcaires</i>
	010413IIB	<i>Fillers calcaires</i>
	010409IIA	<i>Sables naturels</i>
	010409IIB	<i>Sables naturels de calcaires/dolomies</i>
	010410IIA	<i>Poussières calcaires</i>
	010410IIB	<i>Poussières calcaires</i>
	060904IIA	<i>Phosphogypse et citrogypse</i>
	060904IIB	<i>Phosphogypse et citrogypse</i>
	010409	<i>Boues argileuses</i>
	100202B2	<i>Laitiers non traités</i>
	100202LD2	<i>Scories LD non traitées</i>
	100202EAF2	<i>Scories EAF non traitées</i>
	100201S2	<i>Scories de désulfuration non traitées</i>
	190112II	<i>Mâchefers traités</i>
	170506AII	<i>Matériaux pierreux à l'état naturel et granulats de matériaux pierreux à l'état naturel</i>
	100998II	<i>Sables de fonderie liés à la bentonite ayant subi la coulée</i>



*Quantité de déchets annuelle estimée à la valorisation : ..... tonnes*  
*Mentionner le cas échéant le coefficient de conversion des m<sup>3</sup> en tonnes utilisé :*

### **LISTE DES ANNEXES A FOURNIR**

*Si le demandeur est une personne physique :*

- *Extrait de casier judiciaire.*

*Si le demandeur est une personne morale:*

- *Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, accompagnée d'une copie de l'acte les désignant*
- *Extrait de casier judiciaire pour la ou les personnes reprises sur la liste nominative.*
- *Extrait de casier judiciaire de la personne morale constituée ou non sous forme de société commerciale*

*Fait à ..... le*

.....

*Mention à reproduire de façon manuscrite :*

*« Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont exacts »*

.....

.....

*Nom, prénom*  
*(en lettre MAJUSCULE)*

***Signature***

».

**Art. 50.** Dans le même arrêté, l'annexe VI, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, est remplacée par ce qui suit :

## « Annexe VI

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT**  
**POUR LA VALORISATION DE DECHETS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 13 DE L'AGW DU**  
**14 JUIN 2001 FAVORISANT LA VALORISATION DE CERTAINS DECHETS**

**1 Identité du demandeur :**➤ **Personne physique :**

Pour une demande de «RENOUVELLEMENT»: Avez-vous déjà été enregistré OUI / NON

Si OUI, indiquer le numéro de l'enregistrement actuel °: .....

Nom, prénom :

.....

Date et lieu de naissance :

.....

Nationalité :

.....

Adresse :

Rue :

N° : ..... Bte : .....

.....

Code Postal : ..... Commune :

.....

Pays :

.....

.....

Tél bureau :

Fax bureau : .....

.....

Email :

.....

.....

Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises : .....

➤ **Personne morale :**

Pour une demande de «RENOUVELLEMENT»: Avez-vous déjà été enregistré OUI / NON

Si OUI, indiquer le numéro d'enregistrement actuel : .....

**Dénomination :**

.....

**Nature juridique (SA / SPRL / ... ) :**

.....

**Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises :** .....

**Adresse du siège social :**

**Rue :**

.....

**N° :** ..... **Bte :** .....

**Code Postal :** .....

**Commune :**

.....

**Pays :**

.....

.....

**Tél:** .....

**Fax :** .....

**Adresses des sièges d'exploitation :**

**Rue :**

.....

**N° :** ..... **Bte :** .....

..

**Code Postal :**

**Commune :**

.....

**Tél bureau :**

.....

**Fax bureau :** .....

**Rue :**

.....

**N° :** ..... **Bte :** .....

..

**Code Postal :**

**Commune :**

.....

**Tél bureau :**

.....

**Fax bureau :** .....

2 **IDENTIFICATION DES DECHETS :**

<u>Objet de la demande</u> <u>Code des déchets (*)</u>	<u>Nature des déchets</u>

(\*)° Faire référence aux codes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets

Quantité de déchets annuelle estimée à la valorisation : ..... tonnes  
Mentionner le cas échéant le coefficient de conversion des m<sup>3</sup> en tonnes utilisé :

Caractéristiques et composition des déchets concernés  
Propriétés physiques, chimiques, biochimiques des déchets concernés  
Circonstances de production  
Joindre un rapport d'analyse

Description des modes de valorisation concernés

**3** **Identité du ou des producteurs** (si plusieurs producteurs, joindre en annexe les données relatives à ces producteurs sous la même forme que ci-dessous) :

➤ **Personne physique :**

Nom, prénom :	
.....	
Date et lieu de naissance :	
.....	
<u>Adresse :</u>	
Rue :	N° : ..... Bte :
.....	.....
Code Postal : .....	Commune : .....
Pays :	
.....	
.....	
Tél bureau :	Fax bureau : .....
.....	.....
Email :	
.....	
.....	
Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises : .....	

➤ **Personne morale:**

Dénomination :	
.....	
Nature juridique (SA / SPRL / ... ) :	
.....	
Numéro de Banque-Carrefour des Entreprises : .....	
<u>Adresse du siège social :</u>	
Rue :	N° : ..... Bte :
.....	.....
Code Postal : .....	Commune : .....
Pays :	
.....	
.....	
Tél: .....	Fax : .....

<b><u>Adresse du siège d'exploitation :</u></b>	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code Postal : .....	Commune : .....
Tél bureau : .....	Fax bureau : .....
<b><u>Personne responsable :</u></b>	
Nom, prénom : .....	
Rue : .....	N° : ..... Bte : .....
Code Postal : .....	Commune : .....
Tél bureau : .....	Fax bureau : .....

<b><u>Accord du producteur (1) :</u></b>
Nom, prénom du responsable : .....
Date : .....
Signature : (1) A ne remplir que si le producteur n'est pas le demandeur

<b><i>LISTE DES AUTRES ANNEXES A FOURNIR</i></b>
--

<i>Si le demandeur est une <u>personne physique</u> :</i>
---

- *Extrait de casier judiciaire.*

<i>Si le demandeur est une <u>personne morale</u>:</i>
--

- *Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société, accompagnée d'une copie de l'acte les désignant*
- *Extrait de casier judiciaire pour la ou les personnes reprises sur la liste nominative.*
- *Extrait de casier judiciaire personne morale constituée ou non sous forme de société commerciale*

Fait à ..... le

.....

Mention à reproduire de façon manuscrite :

« Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus sont exacts »

.....

.....

Nom, prénom

(en lettre MAJUSCULE)

Signature

».

Section 4. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Art. 51. A l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° une rubrique 14.91 est insérée, rédigée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
14.91 Remblayage dans les zones de dépendances d'extraction au sens du CoDT, au moyen de terres et de matières pierreuses naturelles exogènes(*). Par remblayage on entend l'opération de valorisation par laquelle des terres et des matières pierreuses naturelles sont utilisées à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager.						
14.91.01 dans les cas non visés à la rubrique 14.91.02	2		DSD- DNF			
14.91.02 lorsque le remblai est effectué en tout ou en partie sous le niveau naturel de la nappe phréatique ou excède 500.000 m <sup>3</sup> .	1	x	DSD - AWAC - DESO - DNF			

[Note de bas de page:] «(\*) Sont visés les déchets valorisables suivants :

- Terres :

O jusqu'au 30 octobre 2019, terres non-contaminées et terres de betteraves et d'autres productions maraîchères conformes aux circonstances de valorisation, aux caractéristiques et aux modes d'utilisation des terres prévus en annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

O à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019, terres conformes aux conditions d'utilisation fixées dans l'arrêté du (date du présent arrêté) relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière;

- matériaux pierreux naturels non souillés, non métallifères, non susceptibles de réaction avec le milieu ambiant ou environnant, provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets (code 010102);

- sables produits lors du travail de pierres naturelles, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets (code 010409I) »

2° une rubrique 90.28 est insérée, rédigée comme suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90.28 Remblayage dans toutes les zones du plan de secteur à l'exception de la zone de dépendance d'extraction au sens du CoDT, au moyen de terres et de matières pierreuses naturelles d'origine exogène. Par remblayage on entend l'opération de valorisation par laquelle des terres et matières pierreuses naturelles (***) sont utilisées à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager. 90.28.01. Remblayage au moyen de terres et matières pierreuses naturelles conformes au type d'usage du terrain.						

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
90.28.01.02 lorsque le volume total est supérieur à 1.000 m <sup>3</sup> et inférieur ou égal à 10.000 m <sup>3</sup>	3					
90.28.01.03 lorsque le volume total est supérieur à 10.000 m <sup>3</sup> et inférieur ou égal à 500.000 m <sup>3</sup>	2		DSD			
90.28.01.04 lorsque le remblai est effectué en tout ou en partie sous le niveau naturel de la nappe phréatique, ou excède 500.000 m <sup>3</sup>	1	x	DSD- AWAC - DESO - DNF			
90.28.02 Remblayage au moyen de terres et de matières pierreuses naturelles (***) en zone d'usage de type I, II ou IV en dérogation aux règles générales d'utilisation des terres de déblais suivant le type d'usage, en application de l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du (date) relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière (***).						
90.28.02.01 lorsque le volume total est inférieur ou égal à 100.000 m <sup>3</sup>	2		DSD			
90.28.02.02 lorsque le remblai est effectué en tout ou en partie sous le niveau naturel de la nappe phréatique, ou excède 100.000 m <sup>3</sup>	1	x	DSD- AWAC - DESO - DNF			

[Note de bas de page:] «(\*\*)

Sont visés les déchets valorisables suivants :

- Terres :

O jusqu'au 30 octobre 2019, terres conforme aux circonstances de valorisation, les caractéristiques et les modes d'utilisation des terres prévus en annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets

O à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019, terres conformes aux conditions d'utilisation fixées dans l'arrêté du (date du présent arrêté) relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière;

- matériaux pierreux naturels non souillés, non métallifères, non susceptibles de réaction avec le milieu ambiant ou environnant, provenant de l'industrie extractive, d'un aménagement de sites ou de travaux de génie civil, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets (code 010102);

- sables produits lors du travail de pierres naturelles, conformes à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets (code 010409I).

(\*\*\*) dès lors qu'une dérogation à l'usage est nécessaire, c'est l'ensemble du site qui relève de la rubrique 90.28.02 ».

Section 5. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

**Art. 52.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Si la demande de permis d'environnement est relative à la valorisation de terres et matières pierreuses naturelles, telle que visée par les rubriques 14.91 ou 90.28. de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les informations reprises à l'annexe XXXVI du présent arrêté.”

**Art. 53.** L'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Si la demande de permis unique est relative à la valorisation de terres et matières pierreuses visée par les rubriques 14.91 ou 90.28.01 ou 90.28.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les informations reprises à l'annexe XXXVI du présent arrêté.”

**Art. 54.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXXV rédigée comme suit :

« Annexe XXXV.

Informations relatives à la valorisation de terres et matières pierreuses visée par les rubriques 14.91, 90.28.01 ou 90.28.02.

Remarques :

1° la demande de dérogation aux règles générales d'utilisation des terres mentionnée dans la présente annexe est basée sur l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière;

2° le remblai et l'étude de risque s'entendent au sens du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols.

A. Remblayage au moyen de terres et de matières pierreuses naturelles d'origine exogène dans les zones de dépendance d'extraction au sens du CoDT, tel que visé à la rubrique 14.91 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

La demande contient, outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique, les informations suivantes :

1° les codes de valorisation des déchets concernés parmi les codes suivants : 170504; 191302-TD; 020401-VEG2; 010102 et 010409I;



2° les plans du site de valorisation au format approprié précisant les types d'usage de fait et de droit ainsi que la synthèse avec le type usage le plus restrictif, la localisation des remblais projetés;

3° les profils topographiques permettant d'appréhender le relief de fait et projeté;

4° le volume envisagé à remblayer;

5° l'altimétrie de la nappe phréatique au repos;

6° les flux prévus (charroi, itinéraires);

7° les finalités de l'opération;

8° en cas de demande de dérogation aux règles générales d'utilisation des terres pour le type d'usage, une étude de risque par zone concernée par la dérogation.

B. Remblayage au moyen de terres et matières pierreuses conformes au type d'usage de la zone, dans toutes les zones du plan de secteur à l'exception de la zone de dépendance d'extraction au sens du CoDT, tel que visé à la rubrique 90.28.01 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

La demande contient, outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique, les informations suivantes :

1° les codes de valorisation des déchets concernés parmi les codes suivants : 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 et 010409I;

2° les affectations au plan de secteur;

3° les codes déchets repris à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

4° les plans du site de valorisation au format approprié précisant les types d'usage de fait et de droit ainsi que la synthèse avec le type usage le plus restrictif, et la localisation des remblais projetés;

5° les profils topographiques permettant d'appréhender le relief de fait et projeté;

6° le volume envisagé à remblayer;

7° l'altimétrie de la nappe phréatique au repos;

8° les flux prévus (charroi et itinéraires);

9° les finalités de l'opération.

C. Remblayage au moyen de terres et matières pierreuses en dérogation aux règles générales d'utilisation pour le type d'usage, à l'exception de la zone de dépendance d'extraction au sens du CoDT, au moyen de remblais, tel que visé à la rubrique 90.28.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

La demande contient, outre les renseignements demandés dans le formulaire général des demandes de permis d'environnement et de permis unique, les informations suivantes :

1° les affectations au plan de secteur;

2° les codes de valorisation des déchets concernés parmi les codes suivants : 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 et 010409I;

3° les plans du site de valorisation au format approprié précisant les types d'usage de fait et de droit ainsi que la synthèse avec le type usage le plus restrictif, et la localisation des remblais projetés;

4° les profils topographiques permettant d'appréhender le relief de fait et projeté;

5° le volume envisagé à remblayer;

6° l'altimétrie de la nappe phréatique au repos;

7° les flux prévus (charroi et itinéraires);

8° les finalités de l'opération;

9° une étude de risque par zone concernée par la dérogation. ».

**Art. 55.** Dans le même arrêté, l'intitulé de l'annexe V est complété par les mots suivants « (installations et activités visées aux rubriques 90.21 à 90.28) ».

*Section 6.* — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux

**Art. 56.** A l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5°, les mots « du centre » sont remplacés par les mots « de l'installation » et après les mots « ou de valorisation » sont ajoutés les mots « et, dans le cas des terres, des sites de valorisation »;

b) un nouvel alinéa est inséré, libellé comme suit :

« Lorsque le transport de terres est notifié conformément à l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et la traçabilité des terres, le transporteur est dispensé de l'obligation de déclaration annuelle en ce qui concerne celles-ci. Il tient les notifications des mouvements de terres et les documents de transport des terres à disposition de l'administration et du fonctionnaire chargé de la surveillance. ».

*Section 7.* — Modification de l'arrêté du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique

**Art. 57.** Dans l'article 1<sup>er</sup> bis de l'arrêté du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, le 5) est remplacé par ce qui suit :

« 5) amiante liée : amiante liée à un support inerte et non friable, telle que l'amiante-ciment; ».

**Art. 58.** L'annexe Ière du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, est complétée par un tableau rédigé comme suit :

Valeur limite pour le contenu total en fibres d'amiante	
Paramètres	Unité : mg / kg ms
Contenu total en fibres d'amiante	$T_c + 10 T_L < 500$ $T_c$ = teneur en fibres d'amiante liée $T_L$ = teneur en fibres d'amiante non liée L'élimination de déchets contenant plus de 100 mg et moins de 500 mg de fibres d'amiante / kg de matière sèche, teneur calculée selon la formule ci-dessus, est subordonnée à la condition complémentaire suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• ces déchets doivent être quotidiennement recouverts d'une couche d'au moins 0,5m d'autres déchets ou matériaux admissibles</li> </ul>

**Art. 59.** Dans l'annexe IIIbis, A, alinéa 2, 1<sup>er</sup> point, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2010, les mots « et au plus 1.000 mg/kg ms de fibres d'amiante non liée » sont insérés entre les mots « l'amiante liée » et les mots « qui ne présentent » et les mots « , ces déchets sont emballés dans du plastique. » sont insérés après les mots « présence d'amiante ».

*Section 8. — Modification du Livre Ier du Code de l'Environnement*

**Art. 60.** A l'article R.90 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « visés au 1° à 6° » sont remplacés par les mots « visés au 1° à 6°bis »;
- b) il est complété par un 6°bis rédigé comme suit :  
« 6°bis au décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols; ».

**Art. 61.** A l'article R.93 du même Livre, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008, les mots « et ses arrêtés d'exécution » sont remplacés par les mots « , à l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, et à leurs arrêtés d'exécution ».

*Section 9. — Modification de la partie réglementaire du Code du Développement territorial*

**Art. 62.** A l'article R.II.33-1 de la partie réglementaire Code du Développement territorial, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « ou à la rubrique 90.22.01 » sont insérés après les mots « à la rubrique 90.21.01 »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour la valorisation, peuvent être autorisés :

- les terres conformes aux conditions d'utilisation prévues par l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière;
- les matériaux pierreux naturels conformes à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets (code 010102);
- les sables produits lors du travail de pierres naturelles, conformes aux conditions de valorisation prévus à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets (code 010409I);
- les activités mécaniques limitées, telles que le tri, le tamisage et/ou le criblage, sont admissibles pour autant qu'elles soient nécessaires et accessoires à la valorisation autorisée sur place.»

3° au paragraphe 2, le 3°, est complété par les mots suivants: « sauf dans le cas où un permis autorisant le regroupement ou le prétraitement de déchets inertes ou autorisant la modification du relief du sol au moyen de matériaux exogènes a été délivré avant l'entrée en vigueur du présent Code ».

*CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 63.** Les certificats d'utilisation délivrés pour la valorisation de terres et de terres décontaminées en application de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets restent valables jusqu'au 30 octobre 2019.

**Art. 64.** Conformément à l'article 127, § 2, du décret, l'article 5 du décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2018. Les articles 29 à 33, 44, 45, 47, 2°, 48 et 51 du présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Les autres dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2019.

Dans les cas soumis à permis d'environnement en application de l'article 51, les permis d'urbanisme délivrés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2018 valent permis uniques jusqu'à leur péremption au sens de l'article D.IV.84 du Codt.

Jusqu'au 31 octobre 2019, les installations ou activités de valorisation de terres et de matières premières naturelles visées à l'article 51 appliquent les circonstances de valorisation, les caractéristiques et les modes d'utilisation des terres prévus en annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

**Art. 65.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

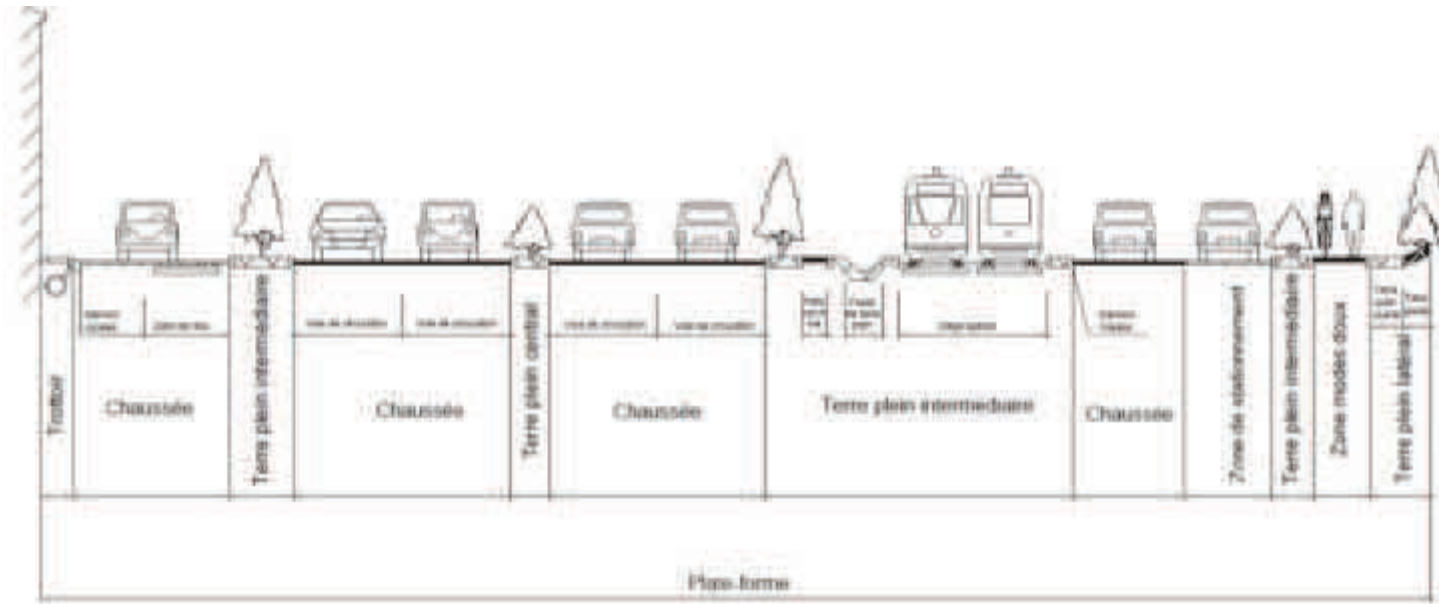
Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 1

Schéma de la plateforme de la voirie visée à l'article 1<sup>er</sup>, 21<sup>o</sup>.



Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière

Namur, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 2

Paramètres à analyser dans le cadre du contrôle qualité des terres.

1) paramètres à analyser dans le cadre du contrôle qualité des terres :

les terres à caractériser en application de l'article 6 font l'objet d'une analyse portant au minimum sur les paramètres repris à l'annexe 1 du décret du (date), additionnés, le cas échéant :

1° de la teneur en amiante liée et non-liée tel que reprise dans le tableau 1 ;

2° de tout autre paramètre suspect relatif à une pollution avérée ou suspectée.

Tableau 1 : Paramètre à analyser dans le cas où la présence d'amiante est suspectée sur le terrain d'origine, et normes correspondantes pour la valorisation

Paramètres	Seuil limite affectation I, II, III et IV (mg/kg de matière sèche)	Seuil limite affectation V (mg/kg de matière sèche)
Teneur en fibres d'amiante <sup>1</sup>	100	500

<sup>1</sup> La teneur en amiante (T) est calculée selon la formule  $T = T_c + 10T_l$  où  $T_c$  est la teneur en fibres d'amiante liée à un support inerte et non friable, telle l'amiante-ciment, et  $T_l$  est la teneur en fibres d'amiante non liée à un support inerte et non friable.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière

Namur, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 3

## Contenu minimal du rapport de qualité des terres (RQT) visé à l'article 9

## Identification :

Propriétaire	Nom	Prénom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Maître d'ouvrage	Nom	Prénom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Expert	Nom	N° Agrément	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Préleveur	Nom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Laboratoire	Nom	N° Agrément	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

**Projet :**

Un ou plusieurs permis* sont-ils nécessaires pour les travaux à réaliser ?	OUI/NON – types de permis
Références administratives du ou des permis liés au projet, le cas échéant	
Description sommaire du projet amenant aux travaux d'excavation	
Date projetée du mouvement de terre	

\* Par permis, on entend : le permis d'urbanisme, le permis d'environnement, le permis unique, le permis intégré et le permis d'urbanisation.

**Site d'origine :**

Référence cadastrale	N° identification de la parcelle pour le rapport	N° identification du site d'origine	Adresse	Coordonnées Lambert 72 (ou équivalent) minimum, maximum et moyennes du site

N° identification du site d'origine	Terrain suspect au sens de l'arrêté ?	Paramètres supplémentaires à prendre en compte
	OUI/NON – Motivation et explication	OUI/NON – Motivation et explication

**Constitution des lots :**

N° de référence du lot	N° identification du site d'origine	Surface de terrassement ou de l'andain (m <sup>2</sup> )	Niveau supérieur de l'andain ou de l'excavation par rapport à la surface (m-ss)	Niveau inférieur d'excavation par rapport à la surface (m-ss)	Volume (m <sup>3</sup> )

**Description des travaux d'investigation :**

N° de référence du lot	Date d'échantillonnage	Méthode d'échantillonnage	Conformité au GRGT et au CWEA : OUI/NON	Remarque et justification

N° de référence du lot	Référence forages	Référence échantillons (référence forage + profondeur de prélèvement)	Types d'analyse	Conformité au GRGT et au CWEA : OUI/NON	Remarque et justification

N° de référence du lot	Description générale des caractéristiques du lot (texture, couleur, éléments particuliers présent dans la matrice sol avec une estimation du pourcentage (gravats, galets, briques, racines, amiante, ballast, etc.), indice de pollution, présence de propagules de plantes invasives, ...)

**Résultats :**

			N° d'indentification de la parcelle
			N° identification du site d'origine
			N° de référence du lot
			Référence forages
			Référence échantillons
			Référence certificat d'analyse
			Description de l'échantillon
Paramètres analysés	Unités	Normes considérées	
			Résultats d'analyse (un code couleur univoque de comparaison aux normes est appliqué pour la comparaison)

**Conclusion : Description des travaux d'investigation :**

N° de référence du lot	Volume (m <sup>3</sup> )	Caractéristiques générales du lot	Type d'usage compatible pour la valorisation

## Plans :

1° plans au format approprié sur fond cadastral permettant d'identifier de manière tridimensionnelle et univoque les lots et le site d'origine ;

2° plans au format approprié permettant de visualiser la stratégie d'échantillonnage, les résultats d'analyse et la comparaison avec les normes pertinentes avec un code couleur univoque pour le dépassement des valeurs considérées ;

3° les deux derniers plans reprennent au minimum :

- a) une échelle graphique ;
- b) l'orientation du plan ;
- c) les limites et les références cadastrales ;
- d) les bâtiments présents ;
- e) le périmètre du projet et les limites du site d'origine ;
- f) l'identification des lots.

## Annexes

1° profil de forage ;

2° certificats d'analyse ;

3° extrait conforme de la BDES datant de minimum 3 mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière

Namur, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO



## Annexe 4

Contenu minimal du certificat de contrôle qualité des terres (CQT) visé à l'article 10, § 3.

Identification :

Date de délivrance du certificat de qualité des terres
Référence administrative du rapport de qualité des terres
Référence administrative du certificat de qualité des terres

Dans le cas où les terres proviennent d'une installation autorisée ou d'une installation qui a produit les terres de production végétales

Installation autorisée (type)	Nom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Dans le cas où les terres proviennent du site d'origine

Référence cadastrale	N° identification de la parcelle	N° identification du site d'origine	Adresse	Coordonnées Lambert 72 (ou équivalent) minimum, maximum et moyennes du site

Lots :

Référence du lot	N° identification du site d'origine	Volume (m <sup>3</sup> )	Caractéristique visuelle minimale (matrice, texture, couleur, éléments particuliers présent dans la matrice)	Type d'usage compatible pour la valorisation

Conditions d'utilisation spécifiques prévues par le présent arrêté ou le GRGT en cas de présence d'espèces végétales non indigènes envahissantes, de fibres d'amiante ou d'autres caractéristiques particulières des terres.

Précision des voies de recours possibles contre la décision.

Un recours contre la décision est ouvert au demandeur ainsi qu'à toute personne titulaire d'un droit réel sur le terrain d'origine. Sous peine d'irrecevabilité, le recours est envoyé à l'administration par envoi recommandé avec accusé de réception dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la décision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière

Namur, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 5

Contenu minimum des notifications relatives à un mouvement de terres et à la réception de terres, visées aux articles 17 et 20

1. Dans le cas où un certificat de contrôle qualité des terres est nécessaire :

Référence du certificat de qualité de terre
Identité et adresse du maître d'ouvrage du site d'origine
Identité, adresse et n° d'enregistrement du/des transporteur(s)
Identité, adresse et n° d'enregistrement du/des valorisateur(s)

Origine des terres :

Dans le cas où les terres proviennent d'une installation autorisée ou d'une installation qui a produit les terres de production végétales

Installation autorisée (type)	Nom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine

Référence cadastrale	N° identification de la parcelle du rapport de qualité des terres	N° identification du site d'origine	Adresse	Coordonnées Lambert 72 (ou équivalent) minimum, maximum et moyennes du site

Lots :

Référence du lot	N° identification du site d'origine	Volume (m <sup>3</sup> )	Caractéristique visuelle minimale (matrice, texture, couleur, éléments particuliers présent dans la matrice)	Type d'usage compatible pour la valorisation

Destination des terres :

Dans le cas où les terres sont destinées à une installation autorisée ou un CET autorisé

Installation autorisée (type) / CET	Nom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Dans le cas où les terres sont destinées à un site récepteur:

Référence cadastrale	N° identification de la parcelle	N° identification du site récepteur	Adresse	Coordonnées Lambert 72 (ou équivalent) minimum, maximum et moyennes du site

N° identification du site récepteur	Propriétaire	Nom	Prénom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

N° identification du site récepteur	Affectation de droit suivant l'annexe 2 du décret	Situation de fait suivant l'annexe 3 du décret	Sites Natura 2000 et aux sites qui bénéficient d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ?	Zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine déterminée en vertu de l'article R.156 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ?	Type d'usage à considérer

Utilisation :

Référence du lot selon le certificat de qualité des terres	Volume	N° identification du site récepteur

Planification des travaux :

- date projetée du début des travaux de terrassement.

Plan du terrain récepteur, le cas échéant :

1° plan au format approprié localisant le terrain récepteur sur le plan de secteur ;

2° plan au format approprié localisant le terrain récepteur sur le schéma d'orientation local

3° plan au format approprié localisant le terrain récepteur sur la carte d'occupation des sols ;

4° Plan au format approprié reprenant les données environnementales dont : Localisation du terrain, des captages, des eaux de surface et des zones particulières (zone de protection de la nature, zone Natura 2000, ...).

2. Dans le cas où un certificat de contrôle qualité des terres n'est pas nécessaire :

Identité et adresse du maître d'ouvrage du terrain émetteur
Identité et adresse et n° d'enregistrement du valorisateur enregistré/du point de destination
Identité et adresse et n° d'enregistrement du transporteur

Projet :

Description sommaire du projet amenant aux travaux d'excavation :	
Date projetée du mouvement de terres	

Origine des terres :

Dans le cas où les terres proviennent d'une installation :

Installation autorisée (type)	Nom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine :

Référence cadastrale	N° identification de la parcelle	N° identification du site d'origine	Adresse	Coordonnées Lambert 72 (ou équivalent) minimum, maximum et moyennes du site



Dans le cas où les terres sont destinées à un site récepteur :

Référence cadastrale	N° identification de la parcelle de la notification	N° identification du site récepteur	Adresse	Coordonnées Lambert 72 (ou équivalent) minimum, maximum et moyennes du site

N° identification du site récepteur	Propriétaire	Nom	Prénom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

N° identification du site récepteur	Affectation de droit suivant l'annexe 2 du décret	Situation de fait suivant l'annexe 3 du décret	Sites Natura 2000 et aux sites qui bénéficient d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ?	Zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine déterminée en vertu de l'article R.156 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ?	Type d'usage à considérer

Utilisation :

Référence du lot	Volume	N° identification du site récepteur

Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine.

plan du site d'origine :

- 1° plan au format approprié localisant le site d'origine sur le plan de secteur ;
- 2° plan au format approprié localisant le site d'origine sur le schéma d'orientation local ;
- 3° plan au format approprié localisant le site d'origine sur la carte des usages ;
- 4° plan au format approprié reprenant les données environnementales dont : Localisation du terrain, des captages, des eaux de surface et des zones particulières (zone de protection de la nature, zone Natura 2000, ...).

Dans le cas où les terres sont destinées à un site récepteur :

Plan du site récepteur :

- 1° plan au format approprié localisant le site récepteur sur le plan de secteur ;  
 2° plan au format approprié localisant le site récepteur sur le schéma d'orientation local ;  
 3° plan au format approprié localisant le site récepteur sur la carte des usages ;  
 4° plan au format approprié reprenant les données environnementales dont : Localisation du site d'origine, des captages, des eaux de surface et des zones particulières (zone de protection de la nature, zone Natura 2000, ...).

Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine : Extrait conforme de la BDES datant de minimum 3 mois.

### 3. Notification de réception de terres

Identification :

Référence administrative du certificat de qualité de terre
Référence de la notification relative à un mouvement de terres
Référence du document transport des terres

Réception des terres.

Dans le cas où les terres sont réceptionnées par d'une installation autorisée.

Installation autorisée (type) / CET	Nom	Dénomination Entreprise	Pays	CP	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

N° Référence du lot	Volume (m <sup>3</sup> )	Caractéristique visuelle minimale (matrice, texture, couleur, éléments particuliers présent dans la matrice)	Acceptation du lot (oui/non)

Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur 'un site récepteur :

Identité et adresse du maître d'ouvrage du site récepteur
Identité et adresse et n° d'enregistrement du valorisateur enregistré

Référence cadastrale	N° identification de la parcelle de la notification	N° identification du site récepteur	Adresse	Coordonnées Lambert 72 (ou équivalent) minimum, maximum et moyennes du site



N° identification du site récepteur	Propriétaire	Nom	Prénom	Dénomination Entreprise	Pays	C P	Localité	Rue et n°	Téléphone	Interlocuteur

## Lots

N° Référence du lot	Volume (m <sup>3</sup> )	Caractéristique visuelle minimale (matrice, texture, couleur, éléments particuliers présent dans la matrice)	Type d'usage compatible pour la valorisation	Acceptation du lot (oui/non)

Dans le cas où les terres sont destinées à un site récepteur : Plan du terrain récepteur, permettant de déterminer de manière univoque la localisation tridimensionnelle de la valorisation des terres sur le terrain.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## Annexe 6

Contenu minimum du document de transport de terres en cas de notification de mouvement de terres :

- date de délivrance du document de transport de terres ;
  - N° d'identification unique du document de transport de terres ;
  - identité et adresse du Maître d'ouvrage ;
  - identité, adresse et N° d'enregistrement du transporteur ;
  - N° de référence du certificat de contrôle qualité des terres, le cas échéant ;
  - N° de référence du lot transporté ;
  - données permettant d'identifier le site d'origine ;
  - données permettant d'identifier le site récepteur ;
- un espace réservé au transporteur pour indiquer l'heure de départ du site d'origine ou de l'installation, et l'heure d'arrivée à destination ;
- précision des voies de recours possibles contre la décision.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière.

Namur, le 5 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2018/14221]

**5. JULI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 3 und 5, Artikel 9, abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012, und Artikel 19, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 10. Mai 2012;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, Artikel 17, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2012, und Artikel 83, abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.66 § 2, abgeändert durch das Dekret vom 24. Mai 2018, und Artikel D.140 § 1, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010;

Aufgrund des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, Artikel D.II.33;

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, Artikel 4, 5 und 127 § 2;

Aufgrund der am 6. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 20. Juli 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 11. Januar 2018 nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Genderberichts;

Aufgrund des am 14. Mai 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 63.146/4;

Aufgrund der am 1. September 2017 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund der am 26. September 2017 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund der am 29. September 2017 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Raumordnung";

In Erwägung sämtlicher Konsultierungen;

In Erwägung der am 4. September 2017 abgegebenen Stellungnahme des Fachausschusses des Branchenabkommens zwischen dem wallonischen Gesamtverband Baugewerbe ("Confédération Construction wallonne") und der Regierung;

In Erwägung der am 14. September 2017 abgegebenen Stellungnahme des wallonischen Gesamtverbands Baugewerbe;

In Erwägung der am 2. Oktober 2017 abgegebenen Stellungnahme des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb ("Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières");

In der Erwägung, dass die Bewirtschaftung von Erde im Rahmen eines integrierten Konzepts zur Verhütung und Verringerung der Verschmutzungen zu organisieren ist;

In der Erwägung, dass eine Kohärenz zwischen den Normen und Methodologien, die für die Verwertung von Erde auf und im Boden gelten, und den Normen, die im Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgesehen sind, zu gewährleisten ist;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Fälle, in denen eine Erdeanalyse und/oder die Rückverfolgbarkeit von Erde erforderlich ist, sowie die Modalitäten genau zu bestimmen;

In der Erwägung, dass bei Aushub- und Aufschüttungsarbeiten in Geländeabschnitten eine Vielzahl von Personen beteiligt sind, und dass folglich die Notwendigkeit besteht, die jeweiligen Rechte und Pflichten der verschiedenen Parteien zu bestimmen;

In Erwägung der Notwendigkeit, eine Schwelle zu bestimmen, unterhalb deren die in Anwendung von Artikel 3 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle für die Verwertung von Abfällen vorgesehene Befreiung von einer Umweltgenehmigung anzuwenden ist und oberhalb deren hingegen eine Umwelterklärung oder -genehmigung für Aufschüttungstätigkeiten gerechtfertigt ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Unbeschadet der Definitionen des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung gelten für die Anwendung des vorliegenden Dekrets folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret: das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

2° WKPA: das Wallonische Kompendium der Probenahme- und Analysemethoden nach Artikel 18 des Dekrets;

3° Nicht einheimische invasive Pflanzenart: die nicht einheimische Pflanzenart, deren Einbringung, Erhaltung oder Ausbreitung in die freie Wildbahn eine Bedrohung für die Bewahrung der biologischen Vielfalt oder die Funktion der Ökosysteme oder für weitere Aspekte des Umweltschutzes im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1143/2014 vom 22. Oktober 2014 über die Prävention und das Management der Einbringung und Ausbreitung invasiver gebietsfremder Arten darstellt;

4° RHBE: das Referenz-Handbuch über die Bewirtschaftung von Erde;

5° Zugelassene Anlage: die Anlage zur Zwischenlagerung, Sortierung-Zusammenstellung, Vorbehandlung und/oder Behandlung von Erde, die nach dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, oder jedweder entsprechenden Regelung einer anderen Region oder eines anderen Landes zugelassen ist;

6° Referenzlabor: das wissenschaftliche Institut öffentlichen Dienstes, das durch das Dekret vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" in der Wallonischen Region (I.S.S.E.P.) errichtet wurde;

7° Bauherr: die natürliche oder juristische Person, die Arbeiten unter oder auf der Bodenoberfläche initiiert und ausführt oder ausführen lässt;

8° Erdbewegung: die Verlagerung von Erde vom Herkunftsstandort, von der Anlage, die Erde von pflanzlichen Erzeugungen produziert, oder von der zugelassenen Anlage zu einem Empfängerstandort oder einer zugelassenen Anlage;

9° Notifizierung: die formalisierte Mitteilung der Angaben zur Zusammenstellung, Bewegung oder Abnahme von Erde nach Kapitel 5;

10° Überwachungsstelle: die Stelle bzw. eine der Stellen, der/denen in Ausführung von Artikel 29 Absatz 2 eine oder mehrere Überwachungsaufgaben im Bereich der Bewirtschaftung von Erde überlassen wurden;

11° Planum des Verkehrswegs: das in Anhang 1 schematisierte Planum;

12° Erdequalitätsbericht: der in Artikel 9 Absatz 2 genannte Bericht mit den Angaben zur Identifizierung der Herkunft und der Qualität der zum Einsatz zu bringenden Erde, einschließlich der Ergebnisse der Analysen, denen sie unterzogen wurde;

13° Zusammenstellung von Erde: Zusammenführung am Herkunftsstandort von Losen Aushuberde, für die vorher ein Erdequalitätskontrollschein getrennt ausgestellt wurde, oder Ansammlung von Aushuberde, dekontaminierter Erde oder Erde von pflanzlichen Erzeugungen innerhalb einer zugelassenen Anlage;

14° Aufschüttung: der Verwertungsvorgang, durch den Erde und natürliches Gestein zu Wiederinstandsetzungszwecken in ausgeschachteten Zonen oder, im Bereich der technischen Planung, für landschaftbauliche Arbeiten verwendet werden;

15° Herkunftsstandort: das Grundstück, aus dem die Aushuberde ausgehoben wird;

16° Empfängerstandort: das Grundstück, auf dem die Erde verwendet wird. Der Standort mit mehreren Benutzungen wird nach Benutzungen aufgeteilt;

17° Verdächtiger Standort: das Grundstück, für das in der Datenbank über den Bodenzustand Daten in der 1., 2. und 3. Kategorie im Sinne von Artikel 12 des Dekrets aufgenommen sind, bzw. auf dem eine Verschmutzung, darunter auch das Vorhandensein von Asbest, im Sinne von Artikel 80 des Dekrets entdeckt wird, bzw. auf dem eine Anlage oder eine Tätigkeit betrieben wird, von der ein Risiko für den Boden ausgeht;

18° Erde: der Feststoff, aus dem der Boden besteht und der infolge von Aushub-, Zusammenstellungs-, Vorbehandlungs-, Behandlungs- oder Waschvorgängen zum Einsatz gebracht wird;

19° Aushuberde: die Erde, die im Rahmen der Gestaltung von Standorten, von Straßen-, Hoch- und Tiefbauarbeiten und der Sanierung von Grundstücken zum Einsatz gebracht wird;

20° Erde von pflanzlichen Erzeugungen: die Erde, die beim Waschen oder der mechanischen Behandlung auf Rütteltischen von Rüben, Kartoffeln und anderen Feldgemüseproduktionen anfällt;

21° Wegebauerde: die Aushuberde, die während Arbeiten an einem Verkehrsweg oder Arbeiten, die an dem Bahnkörper bzw. ehemaligen Bahnkörper einer Zugstrecke bzw. Nahverkehrszugstrecke oder im Randbereich eines solchen Bahnkörpers ausgeführt werden, zum Einsatz gebracht wird;

22° Benutzungsart: die nach den Bestimmungen von Artikel 12 bestimmte Benutzung;

23° weniger sensible Benutzung: die Benutzung, wenn die Erde von einer Benutzungsart I zu einer Benutzungsart II, III, IV oder V, von einer Benutzungsart II zu einer Benutzungsart III, IV oder V, von einer Benutzungsart III zu einer Benutzungsart IV oder V, oder von einer Benutzungsart IV zu einer Benutzungsart V wechselt;

24° Verwendung von Erde: die Aufschüttung und jede sonstige Bedeckung von Bodenflächen mit Erde, mit Ausnahme der Auftragung von zur Begrünung bestimmten Grasschichten und von Containerpflanzen;

25° Verwerter: die Person, die Abfälle nach dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle verwertet;

26° Verkehrsweg: der Weg im öffentlichen Eigentum der wallonischen Region oder der wallonischen Gemeinden, der dem Landverkehr gewidmet ist, darunter auch derjenige, der dazu bestimmt ist, in das öffentliche Eigentum aufgenommen zu werden, und sich aus den Flächen und Fahrbahnen zusammensetzt, die für den öffentlichen Verkehr, mit welchem Verkehrsmittel auch immer, bestimmt sind, sowie seine Nebenanlagen und der dazugehörige Untergrund;

27° Verwaltung: die Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

28° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

In Bezug auf Ziffer 15 ist der Herkunftsstandort geographisch durch das Gebiet des Projekts abgegrenzt, das durch eine Städtebau-, Global- bzw. integrierte Genehmigung genehmigt wurde. Falls keine Genehmigung erforderlich ist, wird die Abgrenzung durch das Projekt bestimmt.

In Bezug auf Ziffer 17 gilt als Anlage oder Tätigkeit, von der ein Risiko für den Boden ausgeht, die Anlage oder Tätigkeit, die in der von der Regierung in Anwendung von Artikel 24 des Dekrets erlassenen Liste aufgenommen ist, oder, in Ermangelung einer solchen Liste, die Anlage oder Tätigkeit, die in Anhang 6 des Dekrets aufgeführt ist. Als nicht verdächtig gelten ausnahmsweise die Parzellen, für die ein Boden- oder ein Erdequalitätskontrollschein ausgestellt wurde, in dem für die in Betracht gezogene(n) Benutzung(en) keine Restverschmutzung verzeichnet wird, vorausgesetzt:

1° es ist nach Ausstellung des Scheins keine Bodenverschmutzung aufgetreten;

2° es wurde während mehr als fünf Jahren nach Ausstellung des Scheins keine Tätigkeit ausgeübt, von der ein Risiko für den Boden ausgeht;

3° Sämtliche Verschmutzungen wurden untersucht.

In Bezug auf Ziffer 18 umfassen die Vorbehandlung und die Behandlung verschiedene Vorgänge, wie die Sortierung, Klassierung oder Dekontaminierung von Erde oder die Aufbereitung von aus dem Boden geernteten pflanzlichen Erzeugungen.

In Bezug auf Ziffer 23, wenn Normen für einen Parameter strenger sind für eine weniger sensible Benutzungsart als für eine sensiblere Benutzungsart, dann gilt die strengste Norm für die beiden Benutzungsarten.

In Bezug auf Ziffer 27 umfassen die Nebenbauten alle Teile der Straßen und Bankette, einschließlich der Böschungen oder Böschungsabsätze im Planum des Verkehrswegs; sie können im RHBE genau bezeichnet werden.

Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden um die folgenden Anhänge ergänzt:

Bestimmungen	Anhang Nr.	Gegenstand
Artikel 1, § 1, Ziffer 11	1	Schema des Verkehrswegsplanums
Artikel 7	2	Parameter, die im Rahmen der Erdequalitätskontrolle zu analysieren sind
Artikel 9	3	Mindestinhalt des Erdequalitätsberichts
Artikel 10, § 3	4	Mindestinhalt des Erdequalitätskontrollscheins
Artikel 17 und 20	5	Mindestinhalt der Notifizierungen über eine Erdbewegung und die Abnahme von Erde
Artikel 17, § 2	6	Mindestinhalt des Erdtransportdokuments über den Transport von Erde im Falle der Notifizierung einer Erdbewegung

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf Aushuberde, Erde von pflanzlichen Erzeugungen, Wegebauerde und dekontaminierte Erde.

Von den Kapiteln 2 bis 4 werden ausgenommen:

1° die Aushuberde, die am Herkunftsstandort in einer Zone mit derselben Benutzungsart, oder mit einer weniger sensiblen Benutzungsart als die Zone, aus der die Erde stammt, wiederverwendet wird, vorausgesetzt, der Herkunftsstandort ist nicht verdächtig;

2° die Aushuberde, die vom Herkunftsstandort abtransportiert wird, wenn das gesamte Aushubvolumen nicht 10 m<sup>3</sup> übersteigt und vorausgesetzt, dass dieser Standort ist nicht verdächtig nicht;

3° die Abfälle aus dem Abbau und Abraum von Steinbrüchen, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung sektorbezogener Bedingungen für die Steinbrüche und deren Nebenanlagen am Herkunftsstandort innerhalb ein und desselben Betriebs verwendet werden;

4° die Aushuberde, die im Rahmen der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung eines Grundstücks ausgehoben wurde, das Gegenstand eines nach dem Dekret genehmigten Sanierungsprojekts oder eines von der zuständigen Behörde genehmigten Abhilfeplans ist, und nach den Bestimmungen des Sanierungs- oder Abhilfeplans vor Ort wiederverwendet wird;

5° die Erde von pflanzlichen Erzeugungen, die direkt im landwirtschaftlichen Betrieb produziert und die auf landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs wiederverwendet wird.

**Art. 3** - Durch die im vorliegenden Erlass erwähnten elektronischen Modalitäten für die Notifizierung, die Einsendung und den Eingang kann ihnen ein sicheres Datum verliehen werden.

**Art. 4** - Die Einsendung erfolgt spätestens am Tag, an dem die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Fristen ablaufen.

Der Eingangstag, der als Anfang einer Frist gilt, ist nicht darin inbegriffen.

Der Ablauftag ist in der Frist inbegriffen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, so wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

**Art. 5** - § 1. Der Minister kann auf Vorschlag der Verwaltung und nach Stellungnahme des Pools Umwelt, des begutachtenden Regionalausschusses für den Steinbruchbetrieb und des in Artikel 33 genannten Fachausschusses ein Referenz-Handbuch zur Regelung der praktischen und wissenschaftlichen Aspekte der Bewirtschaftung von Erde erlassen: das RHBE.

Dieses Handbuch bestimmt die Mindestregeln, um die Qualität der sachverständigen Vorgehensweise zu gewährleisten und die folgenden Ziele zu erreichen:

- eine repräsentative Erdequalität ermitteln;
- verschiedene Arten von auszuhebender Erde mit Blick auf ihre makroskopische Zusammensetzung oder ihre Herkunft voneinander unterscheiden;
- eine Repräsentativität im Einklang mit den nach den Verfahren des Dekrets durchgeführten Bodenuntersuchungsverfahren sicherstellen;
- eine Repräsentativität im Einklang mit den Verfahren in den anderen belgischen Regionen sicherstellen und die Äquivalenzen bestimmen;
- die Fälle und Bedingungen bestimmen, in denen die durch eine nicht einheimische invasive Pflanzenart kontaminierte Erde verlagert oder verwendet werden darf.

Zur Erreichung der Ziele des vorliegenden Erlasses kann das RHBE zudem:

- die Form des in Artikel 9 und in Anhang 3 genannten Erdequalitätsberichts näher bestimmen und dessen Inhalt ergänzen;
- die Form des in Artikel 10 und in Anhang 4 genannten Erdequalitätskontrollscheines näher bestimmen und dessen Inhalt ergänzen;
- die Form der in den Artikeln 17, 18 und 19 und in Anhang 5 genannten Notifizierungen über die Bewegung, Zusammenstellung und Abnahme von Erde näher bestimmen und deren Inhalt ergänzen;
- die Methoden zur Messung und Kontrolle der in den Artikeln 13 § 1 und 14 genannten Gehalte und das maximale Ausmaß von Materialien und Schutt näher bestimmen;
- die Bestimmungen, die in den in Artikel 27 genannten Vertragsunterlagen vorzusehen sind, präzisieren;
- die besonderen Maßnahmen, die im Falle einer zufälligen Entdeckung nach Artikel 28 einzuleiten sind, unter Berücksichtigung der Anforderungen des vorliegenden Erlasses und der Baustellen näher bestimmen;
- die in Artikel 3 Absatz 2 Ziffer 3 erwähnten Kommunikationsmittel präzisieren;

- Elemente mit pädagogischem Wirkungsziel und orientierendem Charakter einbeziehen, vorausgesetzt, das Wirkungsziel wird klar formuliert.

#### KAPITEL II - Erdequalitätskontrolle

**Art. 6 - § 1.** Die zur Verwendung bestimmte Aushuberde ist auf ihre Qualität zu kontrollieren, bevor sie den Herkunftsstandort verlässt.

Die in Absatz 1 genannte Verpflichtung gilt nicht in den folgenden Fällen:

1° Das gesamte Erdaushubvolumen am Herkunftsstandort übersteigt nicht 400 m<sup>3</sup> und

a) der Herkunftsstandort ist nicht verdächtig;

b) die Benutzungsart des Empfängerstandorts ist ebenso sensibel wie oder weniger sensibel als diejenige des Herkunftsstandorts;

2° Die Wegebauerde wird im Planum eines anderen Weges wieder verwendet und

a) ungeachtet des normalen Straßenbetriebs stammt die Erde aus einem unverschmutzten Boden;

b) der Empfängerstandort wird vom Bauherr des öffentlichen Bauwerks bestimmt;

c) die Verwendungszone:

i. befindet sich nicht in einer aufgrund des Artikels R.156 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ausgewiesenen Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme;

ii. fällt nicht unter die Lebensräume, die laut oder aufgrund von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur geschützt sind;

iii. wird nicht dem Risiko eines schweren, natürlichen Unfalls oder einer größeren geotechnischen Belastung im Sinne von Artikel D.IV.57 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (Überschwemmung in den überschwemmungsgefährdeten Gebieten im Sinne von Artikel D.53 des Wassergesetzbuches - Sturz einer Felswand - Erdbeben - Karsterscheinung - Bodensenkung - auf Bergwerksarbeiten oder -bauwerke, Eisenerzbergbau oder unterirdische Hohlräume zurückzuführende Bodensenkungen - seismische Gefahr) ausgesetzt;

iv. ist kein Forst- oder Feldweg, kein an keiner Straße entlang verlaufender Weg des Autonomen Netzes langsamer Wege "Ravel", keine Forststraße oder Verkehrsweg, deren/dessen dem öffentlichen Verkehr übergebene Fahrbahn eine Breite von 2 Metern oder weniger aufweist;

d) in den der Öffentlichkeit zugänglichen Zonen ohne Belag wird die ursprüngliche Deckschicht aus Erde auf einer Dicke von mindestens zwanzig Zentimetern wieder aufgelegt bzw., falls sich dies als technisch unmöglich erweist, eine den Bedingungen der Artikel 13 und 14 entsprechende Erdschicht mit derselben Breite aufgetragen;

3° Die Aushuberde stammt aus einem Standort mit der Benutzungsart I oder II und

a) der Herkunftsstandort ist nicht verdächtig;

b) die Benutzungsart des Empfängerstandorts ist dieselbe wie diejenige der betroffenen Zone des Herkunftsstandorts;

c) die Verwendungszone wird vom Bauherr, der die Aushubarbeiten vornimmt, bestimmt;

d) der Bauherr verfügt über ein dingliches Recht am Empfängerstandort.

4° die Aushuberde wird im Rahmen der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung eines Grundstücks, das Gegenstand eines nach dem Dekret genehmigten Sanierungsprojekts oder eines von der zuständigen Behörde genehmigten Abhilfeplans ist, ausgehoben und in eine zugelassene Anlage für die Behandlung von verunreinigter Erde transportiert.

5° die Aushuberde stammt aus einer anderen Region oder einem anderen Land. In diesem Fall wird die Qualitätskontrolle nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses vor ihrer Einführung in das Gebiet durchgeführt.

§ 2. Die Erdequalitätskontrolle der Aushuberde bezieht sich auf die in Anhang 2 genannten Parameter sowie die in Artikel 13 § 1 aufgeführten Merkmale.

Die Ergebnisse der Analysen, die gemäß den Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse bzw. des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und seiner Ausführungserlasse durchgeführt worden sind, können rechtsgültig für die Charakterisierung von Erde wiederverwendet werden, sofern sie sachdienlich und aktuell sind und, insbesondere, kein Verdacht auf eine andere Verschmutzung besteht oder diese Verschmutzung zu keiner Erhöhung der identifizierten Schadstoffkonzentrationen führen könnte. Insbesondere sind die Ergebnisse, die infolge der Untersuchung des Aufschüttungsmaterials im Rahmen einer Orientierungs-, Charakterisierungs- oder ggf. kombinierten Studie erzielt wurden, gültig und ausreichend für die Charakterisierung der Erdequalität im Sinne des vorliegenden Erlasses.

**Art. 7 - § 1.** Die dekontaminierte Erde wird auf ihre Qualität kontrolliert, bevor sie die zugelassene Anlage für Behandlung von verunreinigter Erde verlässt.

Diese Qualitätskontrolle bezieht sich auf die in Anhang 2 genannten Parameter sowie die in Artikel 13 § 1 aufgeführten Merkmale.

§ 2. Die Erde von pflanzlichen Erzeugungen wird auf ihre Qualität kontrolliert, bevor sie die Anlage verlässt, die sie produziert.

Falls diese Erde an einem Empfängerstandort mit landwirtschaftlicher Benutzungsart verwendet wird, erfolgt die Qualitätskontrolle nach Maßgabe der Registrierungsbeschlüsse, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle erteilt wurden.

In den von Absatz 2 nicht betroffenen Fällen erfolgt die Qualitätskontrolle gemäß Artikel 6 § 2.

**Art. 8 -** Den in Artikel 5 § 2 erwähnten Mindestregeln des RHBE wird das WKPA beigefügt.

Falls keine Entnahme-, Probenahme- und Analysemethoden im WKPA oder keine technische Verfahren im RHBE zur Verfügung stehen, werden die Methoden oder Verfahren von der Verwaltung nach Begutachtung durch das Referenzlabor entwickelt bzw. validiert.

**Art. 9 - § 1.** Die Merkmale der der Qualitätskontrolle unterzogenen Erde werden von einem vom Bauherr des Aushubstandorts benannten Sachverständigen oder, wenn die Materialien aus einer zugelassenen Anlage stammen, von dieser Anlage bestimmt.

Der Sachverständige bzw. die Anlage erstellt einen Bericht über die Qualität der Erde, im Folgenden "Erdequalitätsbericht" genannt, dessen Mindestinhalt in Anhang 3 festgelegt wird.

§ 2. Der in § 1 genannte Erdequalitätsbericht der Aushuberde umfasst alle erforderlichen Daten zur:

1° Identifizierung des Herkunftsstandorts, des Bauherrn und des Inhabers des dinglichen Rechts an diesem Standort;

2° Überprüfung der Einhaltung der Regeln zur Probenahme;

3° Erkennung des Volumens und der Merkmale der Erde, einschließlich der Ergebnisse der Analysen, denen sie unterzogen wurde;

4° Erkennung der theoretischen Nutzungsmöglichkeiten je nach ihren Merkmalen.

§ 3. Der Erdequalitätsbericht der Erde aus einer zugelassenen Anlage umfasst alle erforderlichen Daten zur:

1° Identifizierung der zugelassenen Anlage;

2° Überprüfung der Einhaltung der Regeln zur Probenahme;

3° Erkennung der Partienummer, des Volumens und der Merkmale der Erde, einschließlich der Ergebnisse der Analysen, denen sie unterzogen wurde;

4° Erkennung der theoretischen Nutzungsmöglichkeiten je nach ihren Merkmalen.

§ 4. Wird von den Bestimmungen des Artikels 6 § 2 Absatz 2 Gebrauch gemacht, so wird die Wiederverwendung der Ergebnisse vom Sachverständigen bzw. von der Anlage im Bericht begründet.

**Art. 10** - § 1. Der Erdequalitätsbericht wird der Verwaltung, bzw. der Überwachungsstelle, falls es sich um eine Konzession handelt, elektronisch zur Genehmigung zugesandt.

Eine Bestätigung über den Eingang des Berichts wird innerhalb von zwei Tagen nach dessen Eingang elektronisch zugeschickt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des Berichts wird der Beschluss elektronisch an den Antragsteller mit Kopie an den Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Herkunftsstandort gerichtet. In diesem Beschluss wird:

1° entweder der Bericht abgelehnt, wenn dieser unvollständig ist oder den anwendbaren Bestimmungen nicht entspricht. Die Gründe für die Ablehnung oder für die Unvollständigkeit werden im Beschluss angegeben;

2° oder auf die Vollständigkeit und Konformität des Berichts geschlossen und eine Bescheinigung erteilt, die gemäß § 3 des vorliegenden Artikels "Erdequalitätskontrollschein" genannt wird.

Beim Ausbleiben eines Beschlusses innerhalb der in Absatz 3 des vorliegenden § genannten Frist kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben elektronisch übermitteln. Hat der Antragsteller nach Ablauf einer neuen Frist von fünfzehn Tagen keinen Beschluss erhalten, so wird davon ausgegangen, dass die Bescheinigung verweigert wird.

Handelt es sich um eine Konzession, informiert die Überwachungsstelle die Verwaltung über die Erinnerungsschreiben, die ihr übermittelt werden.

§ 2. Der Antragsteller sowie jede Person, die Inhaber eines dinglichen Rechts am Herkunftsgrundstück ist, hat die Möglichkeit, gegen den in § 1 genannten Beschluss eine Beschwerde einzureichen.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist die Beschwerde innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang des Beschlusses bzw., im in § 1 Absatz 4 erwähnten Fall, nach Ausbleiben des Beschlusses per Einschreiben mit Rückschein bei der Verwaltung einzureichen.

Binnen zehn Tagen nach Eingang der Beschwerde übermittelt die Verwaltung dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang der Beschwerde sendet die Verwaltung dem Beschwerdeführer ihren Beschluss zu.

Falls kein Beschluss innerhalb der in Absatz 4 genannten Frist vorliegt, kann der Beschwerdeführer per Einschreiben mit Rückschein ein Erinnerungsschreiben an die Verwaltung richten. Hat der Beschwerdeführer nach Ablauf einer neuen Frist von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens keinen Beschluss erhalten, so wird davon ausgegangen, dass der ursprüngliche Beschluss bestätigt wird.

§ 3. Im Erdequalitätskontrollschein wird/werden die aufgrund des vorliegenden Erlasses zulässige(n) Benutzungsart(en) festgelegt oder wird auf die Notwendigkeit hingewiesen, die Erde vorab zu behandeln, um ihre Konformität zu gewährleisten. Sind in der Erde nicht einheimische invasive Pflanzenarten, Asbestfasern oder andere besondere Merkmale der Erde vorhanden, so werden darin die im vorliegenden Erlass oder im RHBE vorgesehenen Verwertungsbedingungen angegeben.

Der Mindestinhalt des Scheins wird in Anhang 4 bezeichnet. Jeder Schein trägt eine einmalige Referenznummer.

Der Erdequalitätskontrollschein hat eine Gültigkeitsdauer von maximal zwei Jahren ab seiner Ausstellung. Die Gültigkeitsdauer darf nach dem in § 1 festgelegten Verfahren um dieselbe Dauer verlängert werden, sofern nachgewiesen wird, dass sich die Merkmale der Erde seit der Einreichung des Erdequalitätsberichts nicht geändert haben.

**Art. 11** - § 1. Vor der Erteilung eines Beschlusses in Bezug auf den Erdequalitätskontrollschein wird eine Aktengebühr erhoben.

Die Aktengebühr wird spätestens am Datum der Einreichung des Antrags geschuldet. Sie wird wie folgt festgelegt:

1° 100 Euro für ein Volumen bis 400 m<sup>3</sup> und

2° 0,06 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens zwischen 400 und 10.000 m<sup>3</sup> einschließlich;

3° 0,03 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens zwischen 10.000 und 25.000 m<sup>3</sup> einschließlich;

4° 0,012 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens zwischen 25.000 und 50.000 m<sup>3</sup> einschließlich;

5° 0,006 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens jenseits von 50.000 m<sup>3</sup>.

Alle zwei Jahre wird der Betrag der Aktengebühr automatisch und von Rechts wegen an den Index der Verbraucherpreise angepasst, der sechs Wochen vor der Indexierung gültig ist. Der indizierte Betrag wird auf die nächsthöhere Einheit aufgerundet. Er wird auf dem Umweltportal der Wallonischen Region und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Nach Stellungnahme der Verwaltung kann der Minister den Betrag der Aktengebühr an die Kosten anpassen. Der angepasste Betrag wird auf dem Umweltportal der Wallonischen Region und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2. Abweichend von § 1 werden die Aktengebühren für die Qualitätskontrollberichte, die aus den zugelassenen Anlagen stammen, einerseits, und in den in Artikel 7 § 2 Absatz 3 erwähnten Fällen, andererseits, alle drei Monate erhoben. Die Aktengebühren werden auf der Grundlage der kumulierten Volumen des vorigen Quartals berechnet.

#### KAPITEL III. — *Verwendung von Erde*

**Art. 12** - Die Benutzungsart des Herkunftsstandorts der Erde wird folgendermaßen bestimmt:

1° durch die Rechtslage des Standorts im Sektorenplan, im Bodennutzungsplan oder im lokalen Orientierungsschema, gemäß Anhang 2 des Dekrets;

2° durch die aktuelle Benutzungsart angesichts der Sachlage, in Anwendung von Anhang 3 des Dekrets;

3° durch die natürliche Benutzungsart oder die landwirtschaftliche Benutzungsart, für die in Artikel 9 Absatz 3 des Dekrets erwähnten Grundstücke;

4° im Falle von Widerspruch zwischen der Rechtslage nach Ziffer 1 und der Benutzungsart nach Ziffer 2, durch die weniger sensible Benutzungsart.

Die Benutzungsart des Empfängerstandorts der Erde wird folgendermaßen bestimmt:

1° durch die Rechtslage des Standorts im Sektorenplan, im Bodennutzungsplan oder im lokalen Orientierungsschema, gemäß Anhang 2 des Dekrets;

2° durch die aktuelle oder geplante Benutzungsart angesichts der Sachlage, in Anwendung von Anhang 3 des Dekrets;

3° durch die natürliche Benutzungsart oder die landwirtschaftliche Benutzungsart, für die in Artikel 9 Absatz 3 des Dekrets erwähnten Grundstücke.

4° im Falle von Widerspruch zwischen der Rechtslage nach Ziffer 1 und der Benutzungsart nach Ziffer 2, durch die sensiblere Benutzungsart.

Die Standorte mit mehreren Benutzungen werden für die Anwendung von §§ 1 und 2 nach Benutzungen aufgeteilt.

**Art. 13** - § 1. Zwecks ihrer Verwendung an einem Empfängerstandort enthält die Erde keine gefährlichen Abfälle und, was sowohl ihre Masse als auch ihr Volumen betrifft:

1° nicht mehr als 1% nicht gefährliche, Baustoffe und -abfälle, mit Ausnahme von inerten Baustoffen und -abfällen;

2° nicht mehr als 5 % organische Stoffe (Holz, Pflanzenrückstände, ...);

3° nicht mehr als 5% inerte Bauschutt aus Beton, Ziegelsteinen, Dachziegeln, Keramik, bituminösen Stoffen;

4° nicht mehr als 50% Gestein natürlichen Ursprungs, wie z.B. Steinschüttungsabfälle.

Für die Wegebauerde, die im Planum eines anderen Verkehrswegs verwendet wird, wird der in Absatz 1 Ziffer 3 genannte höchstzulässige Gehalt an inertem Bauschutt auf 10% angehoben.

Die bis zur Höhe von den in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Gehalte zulässigen Bauschutt und Stoffe sind ausschließlich bei den Aushubarbeiten im Herkunftsstandort oder -Verkehrsweg angefallen.

Der Gehalt an Asbestfasern der Erde muss unter den in Anhang 2 festgelegten Schwellenwerten liegen. Die Erde, für die der Gehalt an Asbestfasern den Grenzwert bezüglich der Benutzungsarten I, II, III und IV überschreitet, ohne höher zu sein als der Grenzwert bezüglich der Benutzungsart V, wird mit einem Geotextil in Signalfarbe und einer mindestens ein Meter hohen Schicht aus Erde nach Artikel 14, oder mit einem Belag, überdeckt.

§ 2. Die Erde, die den in § 1 und in Artikel 14 § 1 genannten Verwendungsbedingungen nicht entspricht, wird einer Vorbehandlung oder Behandlung in einer zugelassenen Anlage unterzogen, um diese Kriterien zwecks deren Verwendung zu erfüllen.

Vor, während und nach der Vorbehandlung oder Behandlung behält diese Erde ihren Status als Erde für die Anwendung des vorliegenden Erlasses. Die eventuellen Reststofffraktionen aus der Vorbehandlung oder Behandlung, wie z.B. inerte Bauschutt, organische Stoffe oder Gestein natürlichen Ursprungs, werden in Anwendung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und seiner Ausführungserlasse getrennt von der Erde bewirtschaftet.

**Art. 14** - § 1. Die Aushuberde, die dekontaminierte Erde und, in den in Artikel 7 § 2 Absatz 3 erwähnten Fällen, die Erde von pflanzlichen Erzeugungen dürfen, wenn sie gemäß Kapitel 2 auf ihre Qualität kontrolliert werden, an einem Empfängerstandort verwendet werden, sofern ihre Parameter folgende Werte unterschreiten:

1° entweder 80% der laut oder aufgrund von dem Dekret festgesetzten Schwellenwerte, je nach der Benutzungsart des Empfängerstandorts bzw. der betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts. In Anwendung von Artikel 9 § 4 des Dekrets werden diese Werte ggf. um die in Anhang 2 festgesetzten Schwellenwerte und um die Schwellenwerte nicht normierter Parameter ergänzt;

2° oder 80% der Hintergrundkonzentrationen des Empfängerstandorts bzw. der betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts unter Einhaltung der folgenden Bedingungen:

a) Die Erde wird an einem Standort mit derselben Benutzungsart oder mit einer weniger sensiblen Benutzungsart als der des Herkunftsstandorts verwendet;

b) Der Herkunftsstandort weist Hintergrundkonzentrationen auf, die denjenigen des Empfängerstandorts entsprechen und auf natürliche geochemische Auffälligkeiten zurückzuführen sind.

§ 2. Die gemäß Artikel 7 § 2 Absatz 2 auf ihre Qualität kontrollierte Erde von pflanzlichen Erzeugungen darf unbeschadet der im Verwendungszeugnis vorgesehenen Bestimmungen an einem Empfängerstandort mit landwirtschaftlicher Benutzungsart verwendet werden.

**Art. 15** - Wird die Erdeverwertungsmaßnahme an einem Standort innerhalb einer Zone mit der Benutzungsart I, II oder IV durchgeführt, so darf von den in Artikel 14 für die Benutzungsart aufgeführten Werten unter den folgenden Bedingungen abgewichen werden:

1° Die Erde genügt den auf die Benutzungsart V oder auf eine niedrigere Benutzungsart anwendbaren Werten;

2° Eine Umweltgenehmigung erlaubt ausdrücklich die von der Benutzungsart nach vorliegendem Erlass abweichende Erdeverwertung;



3° Die Endschicht aus Erde entspricht den in Anwendung von Artikel 14 § 1 Ziffer 1 auf die Benutzungsart anwendbaren Werten. Die Dicke wird in der Genehmigung unter Berücksichtigung der zukünftigen Benutzung des Grundstücks bestimmt.

**Art. 16** - Niemand darf ein Projekt planen oder umsetzen mit der Absicht, die Qualitätskontrolle oder die Rückverfolgbarkeit von Erde künstlich zu beschränken oder die Entrichtung der Aktengebühren zu vermeiden.

Es ist verboten, Erde aufzulösen oder Erdmassen von unterschiedlicher Qualität untereinander und mit anderen Stoffen zu vermischen mit dem Ziel, den Kriterien für die Benutzung von Erde zu genügen, die Qualitätskontrolle oder die Rückverfolgbarkeit von Erde zu umgehen oder die Entrichtung der Aktengebühren zu vermeiden.

#### KAPITEL IV. — *Transport und Rückverfolgbarkeit von Erde*

**Art. 17** - § 1. Die Erdbewegung wird der Verwaltung, oder der Überwachungsstelle, falls es sich um eine Konzession handelt, vorab elektronisch notifiziert.

Die Notifizierung der Erdbewegung nach Absatz 1 umfasst:

- 1° die notwendigen Informationen zur Identifizierung der Herkunft der Erde und der Bestimmungsorte;
- 2° die Identität des Inhabers eines dinglichen Rechts am Empfängerstandort;
- 3° die Identifizierungsdaten der Transporteure und Verwerter;
- 4° die geplanten Termine, an denen der Transport stattfinden wird;
- 5° die Referenznummer des Erdequalitätskontrollscheins, wenn dieser erforderlich ist;
- 6° die Zulassungsnummer der Anlage, wenn die Erde für eine zugelassene Anlage bestimmt ist.

§ 2. Die Notifizierung führt innerhalb von vierundzwanzig Stunden nach ihrem Eingang, wenn die Erde zu einer zugelassenen Anlage befördert wird, und innerhalb von drei Tagen nach ihrem Eingang, in den anderen Fällen, zu einem der folgenden Beschlüsse, der dem Notifizierenden elektronisch übermittelt wird:

1° Ablehnung, wenn die Notifizierung unvollständig ist oder den anwendbaren Bestimmungen nicht entspricht. Die Gründe für die Ablehnung oder für die Unvollständigkeit werden im Beschluss angegeben;

2° Ausstellung eines Erdtransportdokuments, in dem die Vereinbarkeit des Empfängerstandorts mit der im Erdequalitätsschein erwähnten Erdequalität bescheinigt wird;

3° Ausstellung eines Erdtransportdokuments, in dem die Vereinbarkeit zwischen der Benutzungsart des Herkunftsstandorts und der Benutzungsart des Empfängerstandorts bescheinigt wird, falls kein Erdequalitätsschein erforderlich ist;

4° Ausstellung eines Dokuments über den Transport von Erde in eine zugelassene Anlage.

Beim Ausbleiben eines Beschlusses binnen der in Absatz 1 genannten Fristen kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben elektronisch übermitteln. Hat der Antragsteller nach Ablauf einer neuen Frist nach Absatz 1 keinen Beschluss erhalten, so wird davon ausgegangen, dass das Transportdokument verweigert wird.

Falls es sich um eine Konzession handelt, informiert die Überwachungsstelle die Verwaltung über die Erinnerungsschreiben, die ihr übermittelt werden.

§ 3. Die Person, die die Notifizierung vornimmt, hat die Möglichkeit, gegen den in § 2 erwähnten Beschluss eine Beschwerde einzureichen.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist die Beschwerde innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang des Beschlusses per Einschreiben mit Rückschein bei der Verwaltung einzureichen.

Binnen zehn Tagen nach Eingang der Beschwerde übermittelt die Verwaltung dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang der Beschwerde sendet die Verwaltung dem Beschwerdeführer ihren Beschluss zu.

Falls kein Beschluss innerhalb der in Absatz 4 genannten Frist vorliegt, kann der Beschwerdeführer per Einschreiben mit Rückschein ein Erinnerungsschreiben an die Verwaltung richten. Hat der Beschwerdeführer nach Ablauf einer neuen Frist von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens keinen Beschluss erhalten, so wird davon ausgegangen, dass der ursprüngliche Beschluss bestätigt wird.

**Art. 18** - § 1. Die Erdpartien, für die ein Qualitätskontrollschein ausgestellt wurde, dürfen zusammengestellt werden, sofern sie für ein und dieselbe Benutzungsart nach Kapitel 3 verwendet werden können.

Ist kein Qualitätskontrollschein erforderlich, so dürfen die für ein und dieselbe Benutzungsart verwendbaren Erdpartien in einer zugelassenen Anlage zusammengestellt werden.

Die Zusammenstellung von Erde wird der Verwaltung, oder der Überwachungsstelle, falls es sich um eine Konzession handelt, elektronisch vorab notifiziert.

§ 2. Die Notifizierung der Zusammenstellung nach § 1 umfasst:

- 1° die notwendigen Informationen zur Identifizierung der Herkunft der Erde;
- 2° die Referenznummer des Erdequalitätskontrollscheins, wenn dieser erforderlich ist, bzw., wenn er nicht erforderlich ist, die notwendigen Informationen zur Bezeichnung der Benutzungsart in den Herkunftsgrundstücken.

§ 3. Die Notifizierung der Zusammenstellung führt innerhalb von vierundzwanzig Stunden nach ihrem Eingang zu einem der folgenden Beschlüsse, der dem Notifizierenden elektronisch übermittelt wird:

1° Ablehnung, wenn die Notifizierung unvollständig ist oder den anwendbaren Bestimmungen nicht entspricht. Die Gründe für die Ablehnung oder für die Unvollständigkeit werden im Beschluss angegeben;

2° Ausstellung eines Dokuments über die Zusammenstellung von Erde, falls die zusammenzustellenden Parteien aufgrund ihrer Herkunft und ihrer Verwendung vereinbar sind, wenn kein Erdequalitätskontrollschein erforderlich ist;

3° Ausstellung eines neuen Erdequalitätskontrollscheins, falls den Qualitätskontrollscheinen der zusammenzustellenden Parteien zu entnehmen ist, dass die Erde in einem Empfängergrundstück mit derselben Benutzungsart verwendet werden darf.

Beim Ausbleiben eines Beschlusses binnen der in Absatz 1 genannten Frist kann der Antragsteller ein Erinnerungsschreiben elektronisch übermitteln. Hat der Antragsteller nach Ablauf einer neuen Frist nach Absatz 1 keinen Beschluss erhalten, so wird davon ausgegangen, dass die Zusammenstellung verweigert wird.

Falls es sich um eine Konzession handelt, informiert die Überwachungsstelle die Verwaltung über die Erinnerungsschreiben, die ihr übermittelt werden.

§ 4. Die Person, die die Notifizierung vornimmt, hat die Möglichkeit, gegen den in § 3 erwähnten Beschluss eine Beschwerde einzureichen. Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist die Beschwerde innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang des Beschlusses per Einschreiben mit Rückschein bei der Verwaltung einzureichen.

Binnen zehn Tagen nach Eingang der Beschwerde übermittelt die Verwaltung dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung.

Binnen dreißig Tagen nach Eingang der Beschwerde sendet die Verwaltung dem Beschwerdeführer ihren Beschluss zu.

Falls kein Beschluss innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist vorliegt, kann der Beschwerdeführer per Einschreiben mit Rückschein ein Erinnerungsschreiben an die Verwaltung richten. Hat der Beschwerdeführer nach Ablauf einer neuen Frist von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens keinen Beschluss erhalten, so wird davon ausgegangen, dass der ursprüngliche Beschluss bestätigt wird.

**Art. 19** - Die Bewegungen von Erde von pflanzlichen Erzeugungen von der Anlage, in der sie produziert wurden, bis zu den Empfängerstandorten in den Zonen mit landwirtschaftlicher Benutzungsart unterliegen einer jährlichen Notifizierung.

Die im vorstehenden Absatz erwähnte Anlage richtet spätestens am sechzigsten Tag nach Ablauf des Bezugsjahres die Notifizierung elektronisch an die Verwaltung, oder an die Überwachungsstelle, falls es sich um eine Konzession handelt.

Die Notifizierung der Erdbewegungen umfasst:

1° die notwendigen Informationen zur Identifizierung der Herkunftsanlage und der Empfängerstandorte;

2° die Daten aus der Qualitätskontrolle der Erdpartien, die gemäß den in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle erteilten Registrierungsbeschlüssen durchgeführt wurde;

3° die Identifizierungsdaten der Transporteure und Verwerter für jede Partie Erde;

4° die Erdvolumen;

5° die Daten der Transporte.

**Art. 20** - Der Verwerter oder der Betreiber der zugelassenen Anlage notifiziert der Verwaltung, oder der Überwachungsstelle, falls es sich um eine Konzession handelt, elektronisch binnen acht Werktagen nach ihrem Eintreffen die Abnahme der Erde, oder die Ablehnung der Abnahme. Wird die Abnahme der Erde abgelehnt, so werden die Gründe für die Ablehnung in der Notifizierung angegeben.

Die Notifizierung führt innerhalb von drei Tagen nach ihrem Eingang zur elektronischen Ausstellung einer Empfangsbestätigung und, gegebenenfalls, zur Anforderung zusätzlicher Informationen.

**Art. 21** - Der Mindestinhalt der im vorliegenden Kapitel genannten Notifizierungen wird in Anhang 5 erläutert. Der Mindestinhalt des Transportdokuments und der Empfangsbestätigung im Sinne des vorliegenden Abschnitts wird in Anhang 6 erläutert.

**Art. 22** - § 1. Vor der Einsendung der Transport- und Zusammenstellungsdokumente wird eine Aktengebühr erhoben.

Die Aktengebühr wird spätestens am Datum der Notifizierung geschuldet und deckt die üblichen Kosten für die Bearbeitung und die Kompatibilitätsbescheinigung.

Die Aktengebühr wird wie folgt festgelegt:

- im Falle der Notifizierung einer Zusammenstellung von Erde in Anwendung von Artikel 18: 25 Euro;

- im Falle der Notifizierung einer Bewegung von Aushuberde:

25 Euro für ein Volumen bis 400 m<sup>3</sup>;

0.17 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens zwischen 400 und 10.000 m<sup>3</sup>

0.11 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens zwischen 10.000 und 25.000 m<sup>3</sup>

0.09 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens zwischen 25.000 und 50.000 m<sup>3</sup>

0.05 Euro/m<sup>3</sup> auf den Teil des Volumens jenseits von 50.000 m<sup>3</sup>.

Alle zwei Jahre wird der Betrag der Aktengebühr automatisch und von Rechts wegen an den Index der Verbraucherpreise angepasst, der sechs Wochen vor der Indexierung gültig ist. Der indexierte Betrag wird auf die nächsthöhere Einheit aufgerundet. Er wird auf dem Umweltportal der Wallonischen Region und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der Minister kann den Betrag der Aktengebühr an die Kosten anpassen. Der angepasste Betrag wird auf dem Umweltportal der Wallonischen Region und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2. Abweichend von § 1 werden die Aktengebühren für die zugelassenen Anlagen und die Anlagen, die die Erde von pflanzlichen Erzeugungen in den in Artikel 7 § 2 Absatz 3 erwähnten Fällen produziert haben, alle drei Monate erhoben. Die Aktengebühren werden auf der Grundlage der kumulierten Volumen des vorigen Quartals berechnet.

Abweichend von § 1 werden die Aktengebühren für die in Artikel 7 § 2 Absatz 2 erwähnte Erde von pflanzlichen Erzeugungen jährlich erhoben. Die Aktengebühren werden auf der Grundlage der kumulierten Volumen des Vorjahres berechnet.

**Art. 23** - Jedes Fahrzeug, das Erde transportiert, verfügt zumindest in doppelter Ausfertigung über das in Artikel 17 genannte Erdtransportdokument, ergänzt um die Registrierungs- oder Zulassungsnummer des Transporteure, die Uhrzeit der Abfahrt vom Herkunftsstandort oder von der Anlage und die Uhrzeit des Eintreffens am Bestimmungsort.

Der Transporteur händigt dem Empfänger der Erde ein datiertes und unterzeichnetes Exemplar des Dokuments aus und bewahrt mindestens fünf Jahre lang ein weiteres, vom Empfänger datiertes und unterzeichnetes Exemplar des Erdtransportdokuments auf.

Der Minister kann nach Stellungnahme der Verwaltung und des mit der Aufsicht beauftragten Beamten digitale Anwendungen auferlegen oder anerkennen, die die nötigen Funktionen und Garantien zur Erreichung der Ziele des vorliegenden Artikels und zur Gewährleistung einer Echtzeit-Verfolgung und nachträglichen Rückverfolgbarkeit der Erdbewegungen bieten.

**Art. 24** - Die Sammlung aus Scheinen, Notifizierungen, Transportdokumenten und Empfangsbestätigungen gilt als Register für alles, was Erde betrifft, wenn eine Person in Ausführung des Dekrets vom 27. Juni über die Abfälle, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung oder ihrer Ausführungserlasse ein Register oder eine Buchhaltung über Abfälle zu führen hat.

#### KAPITEL V. — Verantwortlichkeiten bei der Bewirtschaftung von Erde

**Art. 25** - Die Durchführung der Kontrolle der Qualität der Aushuberde und die Erlangung des Erdequalitätskontrollscheins obliegen den folgenden Personen der Reihe nach:

- 1° dem Unternehmer, im Falle einer durch das Gesetz vom 9. Juli 1971 zur Regelung des Wohnungsbaus und des Verkaufs von zu bauenden oder im Bau befindlichen Wohnungen geregelten Vereinbarung;
- 2° falls es keinen Unternehmer gibt, dem Bauträger, im Falle einer Immobilienschließung;
- 3° falls es weder einen Unternehmer noch einen Bauträger gibt, dem Bauherrn.

**Art. 26** - Die Notifizierung einer Bewegung von Aushuberde ab dem Herkunftsstandort obliegt der Person, die für den Abtransport der Erde verantwortlich ist. Als verantwortlich für den Abtransport der Erde gilt die Person, die über ihre Bestimmung entscheidet und ihren Transport vornimmt bzw. veranlasst.

Die Notifizierung einer Erdbewegung ab einer zugelassenen Anlage obliegt der Person, die für den Abtransport der Erde verantwortlich ist.

Die Notifizierung einer Erdbewegung ab der Anlage, die die Erde von pflanzlichen Erzeugungen produzierte, obliegt dieser Anlage.

**Art. 27** - § 1. Die Anfrage und das Lastenheft bezüglich der Bauleistungen inklusive der Bewirtschaftung von Aushuberde umfassen unter Berücksichtigung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses eine oder mehrere Positionen bezüglich der Bewirtschaftung der Erde, die abzutransportieren oder abzunehmen ist.

Der Erdequalitätskontrollschein wird jeder Anfrage, jedem Sonderlastenheft zur Ausführung der Arbeiten beigelegt oder, im Falle von Rahmenverträgen, spätestens bei der Auftragsvergabe übermittelt.

§ 2. Im Angebot und in der Rechnung bezüglich der Ausführung der Arbeiten inkl. der Bewirtschaftung von Aushuberde werden die Kosten für diese Bewirtschaftung angegeben.

Die Abschrift der in Ausführung des vorliegenden Erlasses notifizierten oder ausgestellten Dokumente wird der Rechnung beigelegt.

**Art. 28** - Wenn bei der Qualitätskontrolle eine Bodenverschmutzung entdeckt wird oder wenn diese im Laufe der Arbeiten entdeckt wird bzw. entsteht, ist die Person, die die Arbeiten ausführt, unbeschadet der aufgrund des Dekrets einzutreffenden Maßnahmen dazu verpflichtet, den Bauherrn, den Betreiber und denjenigen, unter dessen Aufsicht das Grundstück steht, unverzüglich zu benachrichtigen. Der Standort wird als verdächtig betrachtet.

#### KAPITEL VI. — Verwaltungs- und Finanzbestimmungen

**Art. 29** - Die Verwaltung nimmt die Zertifizierung der Qualitätskontrolle und die Überwachung der Bewirtschaftung der Erde vor.

Die Regierung kann einer oder mehreren unter Kontrolle der Verwaltung handelnden Überwachungsstelle(n) die in Artikel 5 § 3 Absatz 1 des Dekrets beschriebenen Aufgaben ganz oder teilweise konzessionieren.

**Art. 30** - Die Überwachungsstelle genügt mindestens den folgenden Bedingungen:

- 1° in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet sein;
- 2° ihren Gesellschaftssitz oder mindestens eine Niederlassungseinheit in der Wallonischen Region haben;
- 3° den Sprachgebrauch in allen Beziehungen mit der Verwaltung und mit den von der/den konzessionierten Aufgabe(n) betroffenen Personen beachten;
- 4° im wallonischen Gebiet flächendeckend und auf einheitliche Weise tätig sein, sowie gleiche und nicht diskriminierende Bedingungen anwenden;
- 5° keine Tätigkeiten zur Produktion, Qualitätskontrolle oder Bewirtschaftung von Erde direkt oder indirekt ausüben, keine von diesen Tätigkeiten betroffenen Bauherrn und Betriebe, oder deren Personal, in ihren Strukturen umfassen und im Allgemeinen ausreichende Gewähr für ihre Unabhängigkeit und Unparteilichkeit zur ordnungsgemäßen Erfüllung der Aufgabe bieten;
- 6° zu den Gründern und Personen, die in ihrem Namen Verpflichtungen eingehen können, nur Personen zählen, die im Besitz ihrer bürgerlichen und politischen Rechte sind und die nicht wegen eines Verstoßes gegen die Umweltgesetzgebung in der Europäischen Union verurteilt worden sind;
- 7° eine eigens zur Ausführung der in Konzession überlassenen Aufgabe(n) bestimmte analytische Buchführung betreiben, unter Einhaltung der nach belgischem Recht anwendbaren Regeln;
- 8° über ausreichende Mittel verfügen, um die konzessionierte(n) Aufgabe(n) zu erfüllen;
- 9° eine Sicherheit, deren Höhe dem durch die konzessionierte(n) Aufgabe(n) über sechs Monate erwirtschafteten Umsatz entspricht, zugunsten der Wallonischen Region leisten;
- 10° durch einen Haftpflichtversicherungsvertrag für die gesamte(n) konzessionierte(n) Aufgabe(n) gedeckt sein;
- 11° innerhalb von 6 Monaten nach Vergabe der Konzession in der Lage sein, die konzessionierte(n) Aufgabe(n) auszuführen, insbesondere die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht zu gründen, die erforderlichen EDV-Mittel und Datenbanken zu entwickeln, und über die detaillierten Verfahren und Musterdokumente zu verfügen, die zur Anwendung kommen werden;
- 12° der Verwaltung die Satzungen der Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die erforderlichen EDV-Mittel und Datenbanken und die detaillierten Verfahren und Musterdokumente, die zur Anwendung kommen werden, sowie jede Änderung Letzterer vorher zur Genehmigung vorlegen;

13° einen regelmäßigen Dialog mit den Vertretern der in Artikel 33 genannten Gewerbe und Einrichtungen über die Angelegenheiten, die sie betreffen, gewährleisten;

14° sich verpflichten, der Verwaltung jeden Umweltverstoß in Bezug auf die Bewirtschaftung von Erde, der ihr während der Ausübung der konzessionierten Tätigkeiten bekannt geworden wäre, mitzuteilen.

Das Lastenheft kann zur Erreichung der Ziele des vorliegenden Erlasses die auf die Überwachungsstelle anwendbaren Bestimmungen präzisieren und ergänzen. Es bestimmt die Mindestdauer der Konzession, die nicht unter fünf Jahren liegen darf. Es schreibt die spezifischen Regeln vor, die anzuwenden sind, wenn mehrere Überwachungsstellen bestellt werden, um dieselbe(n) Aufgabe(n) auszuüben.

**Art. 31** - Die Überwachungsstelle lädt die Verwaltung als Beobachter zu den Sitzungen ihrer Satzungsorgane ein. Sie übermittelt ihr alle zur Ausübung ihrer Kontrollaufgaben notwendigen Erläuterungen und Informationen.

Die sich aus der Ausübung der der Überwachungsstelle übertragenen Tätigkeiten ergebenden Daten werden der Verwaltung und dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten in Echtzeit und in einem von diesen genehmigten Format zur Verfügung gestellt. Diese Daten werden in die Datenbank über den Bodenzustand eingespeist.

Die Stelle kann einer regelmäßigen Bewertung unterzogen werden, insbesondere was ihre Finanzlage und ihre Funktionstüchtigkeit betrifft.

Die Überwachungsstelle erstellt einen jährlichen Bericht, der statistische Daten zu den Akten und bearbeiteten Notifizierungen sowie die Bearbeitungsfristen umfasst und in dem insbesondere, je nach den Bewegungen und Arten von Erde, eine Unterscheidung gemacht wird zwischen der Produktionsherkunft und die Bewirtschaftungsmodalitäten nebst ihrer Entwicklung und den Aussichten. Dieser Bericht wird dem Minister zusammen mit der Stellungnahme des Fachausschusses übermittelt.

**Art. 32** - Die in Ausführung des vorliegenden Erlasses geschuldeten Aktengebühren werden in erster Linie der Überwachungsstelle für die Ausführung der konzessionierten Aufgaben gezahlt.

Fünfzehn Prozent der Aktengebühren werden von der Überwachungsstelle dem innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region unter der Bezeichnung "Fonds für die Abfallbewirtschaftung" ("Fonds pour la gestion des déchets") geschaffenen Haushaltsfonds im Sinne von Artikel 45 der koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung für Verwaltungs- und Aufsichtskosten überwiesen. Die Modalitäten werden im Lastenheft betreffend den Konzessionsvertrag näher bestimmt.

**Art. 33** - Es wird ein Fachausschuss eingesetzt. Er gibt innerhalb von maximal vierzig Tagen eine technische Stellungnahme über jede ihm vom Minister, der Verwaltung oder der Überwachungsstelle vorgelegte Frage bezüglich der Bewirtschaftung von Erde und Bauabfällen ab. In Ermangelung einer fristgerechten Abgabe der Stellungnahme gilt diese als positiv.

Dieser Fachausschuss tritt in den Räumlichkeiten der Verwaltung oder ggf. der Überwachungsstelle zusammen und umfasst zumindest Sachverständige aus den folgenden Gewerben und Einrichtungen:

- 1° Straßen-, Hoch- und Tiefbaugewerbe;
- 2° Gewerbe der Bodensanierung;
- 3° Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;
- 4° Operative Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 5° Gewerbe der Bauabfallbewirtschaftung;
- 6° Steinbruchgewerbe;
- 7° Architekten und Planungsbüros;
- 8° Referenzlabor;
- 9° Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("SPAQuE");
- 10° Verwaltung.

Der Vorsitzende des Fachausschusses wird vom Minister für eine Dauer von drei Jahren bestellt.

Die Geschäftsordnung des Ausschusses kann dessen Arbeitsweise und Zusammensetzung präzisieren; sie wird vom Minister genehmigt.

## KAPITEL VII. — *Abänderungsbestimmungen*

### *Abschnitt 1. — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle*

**Art. 34** - Artikel 60 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über gefährliche Abfälle wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für Erde werden im Register die Referenznummer der Erdekontrollscheine und Dokumente über den Transport und/oder die Zusammenstellung von Erde angegeben, die in Ausführung des Regierungserlasses vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde erforderlich sind.

Abweichend von Absatz 2 gilt die vollständige Sammlung der im Erlass vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen genannten Bewegungsnotifizierungen und Transportdokumente als Register in Sachen Erde."

**Art. 35** - Artikel 65 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 und 13. Juli 2017, wird um einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Absatz 1 gilt die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen vorgenommene Notifizierung von Erdbewegungen als Erklärung."

*Abschnitt 2. — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs*

**Art. 36** - In Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Punkt 7 der Einleitung wird die Wortfolge "den Bezugsmerkmalen der nicht kontaminierten Böden entsprechen, so wie sie in Anlage II Punkt 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle angegeben sind" durch die Wortfolge "den im Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen festgelegten Verwendungsbedingungen entsprechen" ersetzt;

b) ein Punkt 8 mit folgendem Wortlaut wird in die Einleitung eingefügt:

"8. Die Einstufung als gefährliche Abfälle der unter Abfallcode 17 05 03 angeführten Abfälle betrifft nicht die Bewirtschaftung der Abfälle, die die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren festgelegten Kriterien für die Annahme in den Vergrabungszentren der generischen Klassen 2 oder 5.2 erfüllen."

*Abschnitt 3. — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle*

**Art. 37** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° GRE: Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung";

b) Ziffer 7 wird aufgehoben;

c) er wird um eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"8° QUALIROUTES: das auf dem Portal der Wallonie veröffentlichte Lastenheft des Typs QUALIROUTES, das am Datum der Verwendung der Abfälle gültig ist

**Art. 38** - Artikel 2 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Absatz 1 wird die Person, die zu beruflichen Zwecken Erde und natürliches Gestein in einer Aufschüttungsanlage aufwertet, die nach Artikel 11 § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle einer Erklärung oder einer Umweltgenehmigung unterliegt, nicht von der Erklärung oder der Genehmigung freigestellt, falls sie eine Registrierung gemäß dem vorliegenden Erlass erhält."

**Art. 39** - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Ziffer 1 Buchstaben a) und c) wird die Wortfolge "der Europäischen Gemeinschaft" jedes Mal durch die Wortfolge "der Europäischen Union" ersetzt;

2° in § 1 Ziffer 1 Buchstabe c) wird die Wortfolge "das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen" zwischen "Europäischen Gemeinschaft," und ", das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle," eingefügt;

3° in § 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge "in der Form einer Handelsgesellschaft" durch die Wortfolge "öffentlichen oder privaten Rechts" ersetzt;

4° in § 1 Ziffer 2 Buchstabe a) wird die Wortfolge "der Europäischen Gemeinschaft" durch die Wortfolge "der Europäischen Union" ersetzt;

5° in § 1 Ziffer 2 Buchstabe b) wird die Wortfolge "als Mitgliedern ihrer Verwaltungsorgane" zwischen "Verwaltern" und ", Geschäftsführern", und die Wortfolge "und ihren für die Vorgänge, für die die Registrierung beantragt wird, zuständigen Personalmitgliedern" zwischen "einzugehen," und "lediglich solche Personen" eingefügt;

6° in § 1 wird Ziffer 3 aufgehoben;

7° in § 2 Absatz 2 Ziffer 1 Buchstabe b) und Ziffer 2 Buchstabe d) wird die Wortfolge "ein Leumundszeugnis" jedes Mal durch die Wortfolge "einen Auszug aus dem Strafregister" ersetzt;

8° in § 2 Absatz 2 Ziffer 1 Buchstabe c) wird die Wortfolge "Nummer des Handelsregisters" durch die Wortfolge "von der zentralen Datenbank der Unternehmen vergebene Identifizierungsnummer" ersetzt;

9° in § 2 Absatz 2 Ziffer 1 wird Buchstabe d) aufgehoben;

10° in § 2 Absatz 2 Ziffer 2 wird die Wortfolge "falls es sich um eine juristische Person in der Form einer Handelsgesellschaft handelt" durch die Wortfolge "falls es sich um eine juristische Person öffentlichen oder privaten Rechts handelt" ersetzt;

11° in § 2 Absatz 2 Ziffer 2 wird Buchstabe c) durch Folgendes ersetzt:

"c) die Namensliste der natürlichen Personen, die dazu bevollmächtigt sind, im Namen der juristischen Person Verpflichtungen einzugehen, und der Personalmitglieder, die für die Vorgänge, für die die Registrierung beantragt wird, zuständig sind";

12° in § 2 Absatz 2 Ziffer 2 wird Buchstabe e) durch Folgendes ersetzt:

"e) einen Auszug aus dem Strafregister der juristischen Person;";

13° in § 2 Absatz 2 Ziffer 2 wird Buchstabe f) durch Folgendes ersetzt:

"f) die von der zentralen Datenbank der Unternehmen vergebene Identifizierungsnummer oder eine gleichwertige Registrierung;";

14° in § 3 werden zwischen die Absätze 2 und 3 zwei Absätze mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der Antrag ist unzulässig, wenn er zweimal als unvollständig betrachtet wird. Die Verwaltung informiert den Antragsteller über die Unzulässigkeit des Antrags nach Maßgabe von Absatz 2.

Die Verwaltung kann im Laufe des Verfahrens zur Untersuchung des Antrags zusätzliche Auskünfte verlangen. Die in Absatz 2 festgesetzte Frist wird um die Zeit verlängert, in der dem Ersuchen der Verwaltung vom Antragsteller stattgegeben wird.”;

15° §§ 4 und 5 werden aufgehoben.

**Art. 40** - In Artikel 4 desselben Erlasses wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. Unbeschadet der in den Artikeln R164 bis R168 des Wassergesetzbuches genannten Einschränkungen und der Bestimmungen des GRE, können die in der Anlage I angeführten Abfälle von Personen aufgewertet werden, die nach dem Verfahren und unter Einhaltung der Bedingungen, die im vorliegenden Erlass festgelegt werden, registriert sind.”

**Art. 41** - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 werden die Wortfolge “in der Spalte 3 der Anlage I mit einem Kreuz bezeichnete” und die Wortfolge “der siebten Spalte der” gestrichen”;

2° § 1 wird um eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“7° im Falle von Erde, die Nummern der Bescheinigungen über die Qualitätskontrolle, den Transport und die Abnahme von Erde, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen ausgestellt wurden.”;

3° § 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Diese Informationen werden in Registern festgehalten, die dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten, der Verwaltung und der in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen bestellten Überwachungsstelle zehn Jahre lang zur Verfügung gestellt werden. Die Verwaltung kann das Registermuster erstellen.”;

4° §§ 2 und 3 werden aufgehoben;

5° § 4 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die Sammlung der im Erlass vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen genannten Notifizierungen von Erdbewegungen, von einer Zusammenstellung von Erde, sowie der Erdtransportdokumente gilt als Register, was die von diesem Erlass betroffene Erde betrifft.”.

**Art. 42** - In Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

« §. 1. Unbeschadet der Registrierungspflicht erfordern die Aufwertung der in der Spalte “Verwendungszeugnis” der Anlage I angekreuzten Abfälle und die Aufwertung der nicht gefährlichen Abfälle, die vom Minister in Anwendung von Artikel 13 bestimmt werden, ein vom Minister ausgestelltes Verwendungszeugnis für diese Abfälle.”

Der Antrag auf Verwendungszeugnis wird nach dem in der Anlage IV dargestellten Muster eingereicht, von dem ein Exemplar per Einschreibesendung an die Verwaltung gerichtet oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben wird.

In den Genuss des Zeugnisses, das dem Betreiber der die Abfälle produzierenden Anlage ausgestellt wurde, gelangt der Verwender dieser Abfälle, sofern dieser nach dem vorliegenden Erlass registriert ist.

Die Verwendungszeugnisse werden gemäß Artikel 3 § 3 Absatz 4 auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.”.

**Art. 43** - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Unbeschadet der in den Artikeln R164 bis R168 des Wassergesetzbuches genannten Einschränkungen und unbeschadet der Bestimmungen des GRE kann der Minister die Aufwertung nicht gefährlicher Abfälle, die nicht in der Anlage I angeführt sind, sowie andere Aufwertungen nicht gefährlicher Abfälle als diejenigen, die in der Anlage I des vorliegenden Erlasses vorgesehen sind, für jede Person fördern, die einen Antrag auf Registrierung nach dem im vorliegenden Erlass festgelegten Verfahren einreicht. Diese Registrierung wird für eine Höchstdauer von 5 Jahren erteilt.”

2° In § 2 wird die Wortfolge “per Einschreiben” durch die Wortfolge “per Einschreibesendung” ersetzt”.

3° § 6 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Im Beschluss werden die zu beachtenden Sonderbedingungen präzisiert.

Er wird gemäß Artikel 3 § 3 Absatz 4 auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.”

**Art. 44** - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 14 - § 1. Auf der Grundlage eines Protokolls, durch welches ein Verstoß gegen das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, das Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, die Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen, das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, deren Durchführungserlasse sowie jede andere gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union festgestellt wird, oder falls die sich aus der Registrierung ergebenden Verpflichtungen nicht eingehalten werden, kann die Registrierung gestrichen oder ausgesetzt werden, nachdem dem Inhaber die Möglichkeit gegeben worden ist, seine Verteidigungsmittel gelten zu lassen und seine Lage innerhalb einer bestimmten Frist zu regularisieren. In Fällen besonders begründeter Dringlichkeit kann die Registrierung unverzüglich ausgesetzt oder gestrichen werden.

Wenn es sich um eine aufgrund von Artikel 2 erteilte Registrierung handelt, wird der Beschluss zur Aussetzung oder zur Streichung von der Verwaltung nach Einholung der Stellungnahme des mit der Aufsicht beauftragten Beamten gefasst. Wenn es sich um eine aufgrund von Artikel 13 erteilte Registrierung handelt, wird der Beschluss vom Minister nach Einholung der Stellungnahmen der Verwaltung und des mit der Aufsicht beauftragten Beamten gefasst.

§ 2. Die Behörde, die für die Erteilung der Registrierung und des Verwendungszeugnisses zuständig ist, kann die mit dem Registrierungsbeschluss und dem Verwendungszeugnis verknüpften Sonderbedingungen in den folgenden Fällen jederzeit ergänzen oder ändern:

1° Diese Bedingungen eignen sich nicht mehr, um die Gefahren, Belastungen oder Nachteile für Mensch und Umwelt zu vermeiden oder zu verringern oder diesen abzuwehren;

2° Dies erweist sich als notwendig, um die von der Regierung festgelegten Immissionsnormen beachten;

3° Dies erweist sich als notwendig, um die Überwachung und die Rückverfolgbarkeit der Vorgänge zur Aufwertung der Abfälle zu gewährleisten;

4° Es stellt sich heraus, dass die Aufwertung der in Artikel 1 § 2 des Dekrets vom 2. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Rangordnung der Abfallbehandlungsverfahren widerspricht.

§ 3. Jeder aufgrund der §§ 1 oder 2 gefasste Beschluss wird dem Betroffenen per Einschreibesendung zugestellt.

Die Änderung, Aussetzung oder Streichung der Registrierung oder des Verwendungszeugnisses wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.“.

**Art. 45** - In denselben Erlass wird ein Artikel 14/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 14/1 - Bei jedem Transport von Abfällen, die gemäß einer aufgrund des vorliegenden Erlasses erteilten Registrierung aufgewertet wurden, wird eine Kopie der Registrierung und ggf. des Verwendungszeugnisses mitgeführt.“.

**Art. 46** - In Anlage I desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) Die Spalte *“Buchführung“* wird gelöscht und die Überschrift wird durch folgende Zeile ersetzt:

Code (Verwertung)	Art des Abfalls	Verwendungszeugnis	Umstände der Abfallproduktion/-verwertung	Charakterisierung des verwerteten Abfalls	Verwendungsart (unter Einhaltung der Bestimmungen des GRE und des EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde
-------------------	-----------------	--------------------	---	---	---

b) Was das erste Verwendungsgebiet betrifft:

1° werden die Zeilen mit den Codes 170504, 191302 und 020401 durch folgende Zeilen ersetzt:

170504	Aushuberde		Erde aus der mineralgewinnenden Industrie, der Gestaltung von Standorten, oder Straßen-, Hoch- und Tiefbauarbeiten	Erde, die den Anforderungen des EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen entspricht	Verwendung in Übereinstimmung mit dem EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen.
191302-TD	Dekontaminierte Erde		Erde, die einer Vorbehandlung oder Behandlung unterzogen wurde und aus einer zugelassenen Anlage für die Behandlung von verunreinigter Erde stammt	Erde, die den Anforderungen des EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen entspricht	Verwendung in Übereinstimmung mit dem EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen
020401-VEG1	Erde von pflanzlichen Erzeugnissen		Erde, die beim Waschen oder der mechanischen Behandlung auf Rütteltischen von Rüben, Kartoffeln und anderen Feldgemüseproduktionen anfällt	Erde, die den Registrierungsbeschlüssen entspricht	Verwendung nach der landwirtschaftlichen Benutzungsart gemäß dem EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen

020401-VEG2	Erde von pflanzlichen Erzeugungen		Erde, die beim Waschen oder der mechanischen Behandlung auf Rütteltischen von Rüben, Kartoffeln und anderen Feldgemüseproduktionen anfällt	Erde, die den Anforderungen des EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen entspricht	Andere Verwendung als nach der landwirtschaftlichen Benutzungsart gemäß dem EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen
-------------	-----------------------------------	--	--	--	---

2° wird zwischen die Zeile mit dem Code 170504 und die Zeile mit dem Code 191302 eine Zeile mit folgendem Wortlaut eingefügt:

170504-VO	Wegebauerde		Wegebauerde wie im EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen definiert	Erde, die den Anforderungen des EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen entspricht	Verwendung im Verkehrswegebau nach dem EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen
-----------	-------------	--	--	--	--

3° wird für den Code 010102, in der Spalte betreffend die Merkmale des verwerteten Abfalls, die Zeichenfolge "PTV401" durch die Zeichenfolge "PTV411" ersetzt;

4° wird für die Codes 010409I und 170506AII, in der Spalte betreffend die Merkmale des verwerteten Abfalls, die Zeichenfolge "PTV400" jeweils durch die Zeichenfolge "PTV411" ersetzt;

5° wird für die Codes 190307, 170302B, 100202, 100202LD, 100202EAF, 100202S und 100998, in der Spalte betreffend die Merkmale des verwerteten Abfalls, die Zeichenfolge "RW99" jeweils durch die Wortfolge "Kapitel C von Qualiroutes" ersetzt;

6° wird die Zeile mit dem Code 190112 durch Folgendes ersetzt:

190112	Schlacken	x	Feststoffe, erzeugt durch eine Anlage zur Klassierung und Abtrennung von Metallen und zur Alterung von Rohschlacken aus zugelassenen Abfallverbrennungsanlagen, die weder mit Flugaschen noch mit Kesselstaub gemischt wurden und der Qualitätssicherungsprüfung in Anlage III entsprechen	Stoffe, die dem Kapitel C von Qualiroutes und der in Anlage II.3 vorgesehenen Konformitätsprüfung entsprechen	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Verwendung im Rahmen von Wege- und Straßenbauarbeiten, für Untergrund und Unterbau</li> <li>- TVZ Ausbau und Sanierung gemäß der Umweltgenehmigung des Standorts</li> </ul>
--------	-----------	---	--	---	--

7° wird für den Code 170506A2, in der letzten Spalte, die Wortfolge "des Gesetzes vom 12. Juli 1976" durch die Wortfolge "des Gesetzes vom 12. Juli 1973" ersetzt;

c) Was das zweite Verwendungsgebiet betrifft:

1° wird für die Codes 100202B2, 100202LD2, 100202EAF2, 100201S2 und 190112II, in der Spalte betreffend die Merkmale des verwerteten Abfalls, die Zeichenfolge "RW99" jeweils durch die Wortfolge "Kapitel C von Qualiroutes" ersetzt;

2° werden die Zeilen mit den Codes 100202B, 100102, 010413IIA et 060904IIA durch Folgendes ersetzt:

100202B	Unverarbeitete Hochofenschlacken		Stoffe, die durch eine Konditionierungsanlage erzeugt werden, die die Schlacken, die sich aus der Erzeugung von Eisenguss ergeben, als Grundstoff verwenden	Hochofenschlacken, die die Erzeugung eines Zements oder eines hydraulischen Bindemittels mit EG-Zertifizierung ermöglicht	Vorbereitung von Zement oder hydraulischen Bindemitteln nach einer der folgenden Normen: <ul style="list-style-type: none"> <li>- NBN EN 197-1</li> <li>- NBN EN 413-1</li> <li>- NBN EN 13282-1 und -2</li> <li>- NBN EN 14216</li> <li>- NBN EN 15368</li> <li>- NBN EN 15743</li> </ul>
---------	----------------------------------	--	---	---	--



100102	Flugasche		Flugasche aus der Stromerzeugung durch Wärmekraftwerke, die Kohle als Brennstoff verwenden	Flugasche mit puzzolanischen Eigenschaften, die die Erzeugung eines Zements oder eines hydraulischen Bindemittels mit EG-, BENOR- oder gleichwertiger Zertifizierung ermöglichen	Vorbereitung von Zement oder hydraulischen Bindemitteln nach einer der folgenden Normen: - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 und -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368
010413IIA	Kalkhaltige Füller		Kalkstaub aus dem Schnitt, dem Sägen und der Verarbeitung von Naturstein	Kalkfüller, die die Erzeugung eines Zements oder eines hydraulischen Bindemittels mit EG-, BENOR- oder gleichwertiger Zertifizierung ermöglichen	Vorbereitung von Zement oder hydraulischen Bindemitteln nach einer der folgenden Normen: - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 und -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368
060904IIA	Phosphor- und Zitrinhaltiger Gips		Phosphor- und Zitrinhaltiger Gips aus der Erzeugung von Phosphorsäure bzw. Zitronensäure	Phosphor- und Zitrinhaltiger Gips, die den von der Zementindustrie festgelegten Verwendungskriterien entsprechen	Regulator für die Bindung von Zementen und hydraulischen Bindemitteln nach einer der folgenden Normen: - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 und -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368 - NBN EN 15743

**Art. 47** - In Anlage II desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2014 und 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Punkte 1 und 2 werden aufgehoben;

2° in Punkt 3 werden die Tabellen unter den Punkten A und B durch die folgenden Tabellen ersetzt:

"A. Auslaugprüfung:

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Metalle			
Sb	0,3	mg/kg T.S. (1)	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Al	2 000	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 et 15587-2
As (tot)	0,8	mg/kg T.S.	ISO 17378-2
Cd	0,03	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Co	0,25	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Cr (tot)	0,5	mg/kg T.S.	ISO 9174
Cr (VI)	0,05	mg/l	ISO 11083 NBN EN ISO 18412

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Cu	5,0	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Hg	0,02	mg/kg T.S.	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	2,2	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Mo	1,8	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Ni	1,8	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Ti	2,4	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Zn	4,0	mg/kg T.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Alkalimetalle			
K	1 700	mg/kg T.S.	NBN EN ISO 11885 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Salze			
Cl-	6 000	mg/kg T.S.	NBN EN ISO 10304-1
CN-	0,2	mg/kg T.S.	NBN EN ISO 14403-2
F-	20,0	mg/kg T.S.	NBN EN ISO 10304-1
SO42-	4 000	mg/kg T.S.	NBN EN ISO 10304-1
Sonstige Parameter (5)			

## B. Prüfung betreffend die Zusammensetzung der rohen Probe:

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Organische Verbindungen (2)			
Extrahierbare Kohlenwasserstoffe (C10 bis C40)	1 500	mg/kg T.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (4)	7,0	mg/kg T.S.	NBN EN 6979
HAM (BTEX)	2,1	mg/kg T.S.	NBN EN ISO 15009 NBN EN ISO 22155
HAP gesamt (6 von Borneff)	4,3	mg/kg T.S.	ISO 13877 NBN EN 15527 ISO 18287
PCB gesamt(28,52,101,118,138,153,180)	0,2	mg/kg T.S.	ISO 10382 EN 15308 EN 16167
Sonstige Parameter (5)			

".

**Art. 48** - In demselben Erlass wird Anlage III, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, durch Folgendes ersetzt:

„Anlage III

Abfallqualitätssicherungsprüfung für bestimmte spezifische Verwendungen und für die behandelten Schlacken und Derivate von behandelten Schlacken, die mit einem hydraulischen Bindemittel gemengt werden.

A. Auslaugprüfung

Die Prüfung wird nach der Norm NBN EN 12457-2 oder 4 für die hierunter angegebenen Parameter durchgeführt und muss von einem zugelassenen Laboratorium vorgenommen werden:

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
pH	7 - 12		NBN EN ISO 10523
Leitfähigkeit	6 000	µS/cm	ISO 7888
Metalle			
S	0,2	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Al	2 000	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
As (tot)	0,1	mg/l	ISO 17378-2
Cd	0,1 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Co	0,1	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Cr (VI)	0,1 (*)	mg/l	ISO 11083 NBN EN ISO 18412
Cu	2,0 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Hg	0,02 (*)	mg/l	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	0,2 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Mo	0,15	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Ni	0,2 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Ti	2,0	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Zn	0,9 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Verfahren zur Herstellung in Verbindung mit ISO15587-1 und 15587-2
Stickstoffverbindungen			
NO22-	3,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1 ISO 15923-1 NBN EN ISO 13395
NH4+	50,0	mg/l	NBN EN ISO 11732 ISO 15923-1
Salze			
Cl-	500,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
CN-	0,46	mg/kg T.S. (1)	NBN EN ISO 14403-2
F-	5,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
SO42-	1 000,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
Sonstige Parameter (4)			

(\*) Die Summe der Konzentrationen dieser Metalle muss unter 5 mg/l liegen  
B. Prüfung betreffend die Zusammensetzung der rohen Probe

Parameter	Schwellenwert	Einheiten	Analytische Methode
Organische Verbindungen (2)			
Extrahierbare Kohlenwasserstoffe (C10 bis C40)	1 500	mg/kg T.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (3)	7	mg/kg T.S.	NBN 6979
Sonstige Parameter (4)			

Bemerkungen:

(1) T.S.: Trockenstoff.

(2) Nur durchzuführen, wenn ihr Vorhandensein durch eine Abtastung in Gaschromatographie mit einem Massenspektrometer nachgewiesen wird (GC-MS).

(3) Extrahierbare Halogenkohlenwasserstoffe.

(4) Die Ermittlung von besonderen anorganischen oder organischen Elementen oder Verbindungen kann von der Verwaltung bei der Übersuchung des Antrags beantragt werden.“.

Art. 49 - In demselben Erlass wird Anlage V, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, durch Folgendes ersetzt:

## "Anlage V

1. FORMULAR ZUR BEANTRAGUNG EINER REGISTRIERUNG  
FÜR DIE VERWERTUNG VON ABFÄLLEN, DIE IN ANLAGE I ZUM EWR VOM 14. JUNI 2001  
ZUR FÖRDERUNG DER AUFWERTUNG BESTIMMTER ABFÄLLE AUFGEFÜHRT SIND

VERWENDUNGSGEBIET: STRASSEN-, HOCH- UND TIEFBAUARBEITEN.

### **Identität des Antragstellers:**

#### **Natürliche Person:**

Für einen Antrag auf "ERNEUERUNG": Sind Sie bereits registriert JA/NEIN

Wenn JA, Nummer der bisherigen Registrierung angeben: .....

Name, Vorname:

.....

Geburtsdatum und -ort:

.....

Staatsangehörigkeit:

.....

#### **Anschrift:**

Straße:

.....

Nr.: ..... BFK: .....

Postleitzahl:

.....

Gemeinde:

.....

Land:

.....

Tel. Büro:

.....

Fax Büro: .....

E-Mail:

.....

Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:

.....

**Juristische Person:**

Für einen Antrag auf "ERNEUERUNG": Sind Sie bereits registriert JA/NEIN

Wenn JA, Nummer der bisherigen Registrierung angeben: .....

Bezeichnung: ..... Rechtsform (AG/PGmbH/ ...): ..... Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen: .....	
<b><u>Anschrift des Gesellschaftssitzes:</u></b> Straße: ..... Nr.: ..... BFK: ..... Postleitzahl: ..... Gemeinde: ..... Land: ..... Tel.: ..... Fax: ..... ...	
<b><u>Anschrift der Betriebsitze:</u></b> Straße: ..... Nr.: ..... BFK: ..... Postleitzahl: ..... Gemeinde: ..... Tel. Büro: ..... Fax Büro: ..... .	
Straße: ..... Nr.: ..... BFK: ..... Postleitzahl: ..... Gemeinde: ..... Tel. Büro: ..... Fax Büro: ..... .	

**IDENTIFIZIERUNG DER ABFÄLLE:**

Das Feld neben dem/den betreffenden Abfallcode(s) ankreuzen

<u>Antragsgegenstand</u>	<u>Code Verwertung</u>	<u>Art der Abfälle</u>
Verwendungsgebiet: Straßen-, Hoch- Und Tiefbauarbeiten		
	170504	Aushuberde
	170504-VO	Wegebauerde
	191302-TD	Dekontaminierte Erde
	020401- VEG1	Erde von pflanzlichen Erzeugungen, die für eine landwirtschaftliche Benutzungsart bestimmt ist
	020401- VEG2	Erde von pflanzlichen Erzeugungen
	010102	Gestein im natürlichen Zustand
	010409I	Sand aus Natursteinen
	010408	Steinaggregate
	170101	Mischgut aus Beton
	170103	Mischgut aus Abfällen von Mauerarbeiten
	170302A	Mischgut von bituminösen Straßenbelägen
	190307(*)	Bituminöser Belag, bestehend aus Misch- oder Fräsgut von Straßenbelägen
	170302B	Misch- oder Fräsgut von bituminösen Straßenbelägen
	190112	Schlacken
	100202	Unverarbeitete Hochofenschlacken
	100202LD	Nicht verarbeitete LD-Schlacken
	100202EAF	Nicht verarbeitete EAF-Schlacken
	100202S	Nicht verarbeitete Schlacken aus der Entschwefelung
	170506A1	Produkte aus Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten (Sand, Steine, Schlamm)
	170506A2	Produkte aus Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten (Sand, Steine, Schlamm)
	010413I	Abfälle aus dem Sägen von Gestein
	170201	Eisenbahnschwellen
	100998	Sand aus Gießereien

(\*) Die Registrierung gilt hier dem Produzenten von Belägen

Jährliche zur Verwertung veranschlagte Abfallmenge: .....Tonnen

Ggf. den verwendeten Umrechnungsfaktor der m<sup>3</sup> in Tonnen angeben:**LISTE DER ANLAGEN, DIE ZU LIEFERN SIND**Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist:

Auszug aus dem Strafregister.

Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist:

Namenliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die befugt sind, für die Gesellschaft Verpflichtungen einzugehen, mit einer Abschrift der Urkunde, durch die diese Personen benannt werden.  
 Auszug aus dem Strafregister für die in der Namensliste aufgenommene(n) Person(en).  
 Auszug aus dem Strafregister der juristischen Person, als Handelsgesellschaft gegründet oder nicht

....., den .....

Handschriftlich abzuschreibender Vermerk:  
 "Ich bestätige ehrenwörtlich, dass die vorstehenden Auskünfte richtig sind"

.....  
 .....

.....

Name, Vorname  
 (in GROSSBUCHSTABEN) **Unterschrift**

**2. FORMULAR ZUR BEANTRAGUNG EINER REGISTRIERUNG  
 FÜR DIE VERWERTUNG VON ABFÄLLEN, DIE IN ANLAGE I ZUM EWR VOM 14. JUNI 2001  
 ZUR FÖRDERUNG DER AUFWERTUNG BESTIMMTER ABFÄLLE AUFGEFÜHRT SIND**

VERWENDUNGSGEBIET: BESTANDTEILE IN DER HERSTELLUNG VON ENDPRODUKTEN.

**Identität des Antragstellers:**

**Natürliche Person:**

Für einen Antrag auf "ERNEUERUNG": Sind Sie bereits registriert JA/NEIN

Wenn JA, Nummer der bisherigen Registrierung angeben: .....

Name, Vorname:  
 .....

Geburtsdatum und -ort:  
 .....

Staatsangehörigkeit:  
 .....

Anschrift:  
 Straße: ..... Nr.: ..... BFK: .....  
 .....

Postleitzahl: ..... Gemeinde: .....  
 .....

Land:  
 .....

Tel. Büro: ..... Fax Büro: .....  
 .....

E-Mail:  
 .....

Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:  
 .....



**Juristische Person:**

Für einen Antrag auf "ERNEUERUNG": Sind Sie bereits registriert JA/NEIN

Wenn JA, Nummer der bisherigen Registrierung angeben: .....

Bezeichnung:

.....

Rechtsform (AG/PGmbH/ ...):

.....

Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:

.....

**Anschrift des Gesellschaftssitzes:**

Straße:

..... Nr.: ..... BFK: .....

...

Postleitzahl:

Gemeinde:

.....

Land:

.....

Tel.:

..... Fax: .....

...

**Anschrift der Betriebsitze:**

Straße:

..... Nr.: ..... BFK: .....

.....

Postleitzahl:

Gemeinde:

.....

Tel. Büro:

..... Fax Büro: .....

.....

Straße:

..... Nr.: ..... BFK: .....

Postleitzahl:

Gemeinde:

.....

Tel. Büro:

..... Fax Büro: .....

.....

**IDENTIFIZIERUNG DER ABFÄLLE:**

Das Feld neben dem/den betreffenden Abfallcode(s) ankreuzen

<u>Antragsgegenstand</u>	<u>Code (Verwertung)</u>	<u>Art der Abfälle</u>
Verwendungsgebiet: Herstellung von Endprodukten		
	160117	Eisen-Metalle
	170405	Eisen-Metalle aus Bau- und Abbrucharbeiten
	190102	Eisen-Metalle aus der Enteisung der Schlacken
	191001	Eisen-Metalle, die bei der Zerkleinerung von Abfällen anfallen
	160118	Nichteisen-Metalle
	170407	Nichteisen-Metalle aus Bau- und Abbrucharbeiten
	191002	Nichteisen-Metalle aus der Zerkleinerung von Abfällen
	100202B	Unverarbeitete Hochofenschlacken
	100102	Flugasche
	010413IIA	Kalkhaltige Füller
	010413IIB	Kalkhaltige Füller
	010409IIA	Natursande
	010409IIB	Natursande aus Kalk/Dolomit
	010410IIA	Kalkstaub
	010410IIB	Kalkstaub
	060904IIA	Phosphor- und Zitrinhaltiger Gips
	060904IIB	Phosphor- und Zitrinhaltiger Gips
	010409	Tonschlamm
	100202B2	Unverarbeitete Hochofenschlacken
	100202LD2	Nicht verarbeitete LD-Schlacken
	100202EAF2	Nicht verarbeitete EAF-Schlacken
	100201S2	Nicht verarbeitete Schlacken aus der Entschwefelung
	190112II	Behandelte Schlacken
	170506AII	Natürliches Gestein und natürliche Steinaggregate
	100998II	Mit gegossenem Bentonit gebundener Sand aus Gießereien

Jährliche zur Verwertung veranschlagte Abfallmenge: ..... Tonnen

Ggf. den verwendeten Umrechnungsfaktor der m<sup>3</sup> in Tonnen angeben:**LISTE DER ANLAGEN, DIE ZU LIEFERN SIND**Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist:

Auszug aus dem Strafregister.

Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist:

Namenliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die befugt sind, für die Gesellschaft Verpflichtungen einzugehen, mit einer Abschrift der Urkunde, durch die diese Personen benannt werden. Auszug aus dem Strafregister für die in der Namensliste aufgenommene(n) Person(en).

Auszug aus dem Strafregister der juristischen Person, sei sie in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet oder nicht

....., den .....	
Handschriftlich abzuschreibender Vermerk: "Ich bestätige ehrenwörtlich, dass die vorstehenden Auskünfte richtig sind"	
.....	
Name, Vorname (in GROSSBUCHSTABEN)	<b>Unterschrift</b>

».

Art. 50 - In demselben Erlass wird Anlage VI, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, durch Folgendes ersetzt:

**"Anlage VI**

FORMULAR ZUR BEANTRAGUNG EINER REGISTRIERUNG  
 FÜR DIE VERWERTUNG VON ABFÄLLEN IN ANWENDUNG VON ARTIKEL 13 DES EWR  
 VOM 14. JUNI 2001 ZUR FÖRDERUNG DER AUFWERTUNG BESTIMMTER ABFÄLLE

**Identität des Antragstellers:**

**Natürliche Person:**

Für einen Antrag auf "ERNEUERUNG": Sind Sie bereits registriert JA/NEIN

Wenn JA, Nummer der bisherigen Registrierung angeben: .....

Name, Vorname:		.....
Geburtsdatum und -ort:		.....
Staatsangehörigkeit:		.....
<u>Anschrift:</u>		
Straße:		Nr.: ..... BFK: .....
Postleitzahl:	Gemeinde:	
.....	.....	
Land:		
.....		
Tel. Büro:		Fax Büro:
.....		.....
E-Mail:		
.....		
Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:		
.....		

**Juristische Person:**

Für einen Antrag auf "ERNEUERUNG": Sind Sie bereits registriert JA/NEIN

Wenn JA, Nummer der bisherigen Registrierung angeben: .....

Bezeichnung:	.....
Rechtsform (AG/PGmbH/ ...):	.....
Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:	.....

<b><u>Anschrift des Gesellschaftssitzes:</u></b>	
Straße: .....	Nr.: ..... BFK: .....
Postleitzahl: .....	Gemeinde: .....
Land: .....	
Tel.: .....	Fax: .....
<b><u>Anschrift der Betriebsstätte:</u></b>	
Straße: .....	Nr.: ..... BFK: .....
Postleitzahl: .....	Gemeinde: .....
Tel. Büro: .....	Fax Büro: .....
<b><u>Anschrift des Vertreters:</u></b>	
Straße: .....	Nr.: ..... BFK: .....
Postleitzahl: .....	Gemeinde: .....
Tel. Büro: .....	Fax Büro: .....

**IDENTIFIZIERUNG DER ABFÄLLE:**

<b><u>Antragsgegenstand</u></b>	<b><u>Art der Abfälle</u></b>
<b><u>Abfallcode (*)</u></b>	

(\*) Bitte auf die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs festgehaltenen Codes verweisen

Jährliche zur Verwertung veranschlagte Abfallmenge: .....Tonnen  
Ggf. den verwendeten Umrechnungsfaktor der m<sup>3</sup> in Tonnen angeben:

Merkmale und Zusammensetzung der betroffenen Abfälle  
Physikalische, chemische, biochemische Eigenschaften der betroffenen Abfälle  
Produktionsumstände  
Bitte einen Analysebericht beifügen

Beschreibung der betroffenen Verwertungswege

**Identität des bzw. der Produzenten** (im Falle mehrerer Produzenten, bitte die Daten zu diesen Produzenten in der gleichen Form wie unten als Anlage beifügen):

**Natürliche Person:**

Name, Vorname:		
.....		
Geburtsdatum und -ort:		
.....		
<u>Anschrift:</u>		
Straße:		Nr.: ..... BFK: .....
.....		.....
Postleitzahl:	Gemeinde:	
.....	.....	
Land:		
.....		
Tel. Büro:		Fax Büro:
.....		.....
E-Mail:		
.....		
Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:		
.....		

**Juristische Person:**

Bezeichnung:		
.....		
Rechtsform (AG/PGmbH/ ...):		
.....		
Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen:		
.....		
<b><u>Anschrift des Gesellschaftssitzes:</u></b>		
Straße:		Nr.: ..... BFK: .....
.....		.....
Postleitzahl:	Gemeinde:	
.....	.....	
Land:		
.....		
Tel.:		Fax:
.....		.....
.....		
<b><u>Anschrift des Betriebssitzes:</u></b>		
Straße:		Nr.: ..... BFK: .....
.....		.....
Postleitzahl:	Gemeinde:	
.....	.....	
Tel. Büro:		Fax Büro:
.....		.....

**Verantwortliche Person:**

Name, Vorname:

.....

Straße:

..... Nr.: ..... BFK: .....

Postleitzahl:

Gemeinde:

.....

Tel. Büro:

Fax Büro: .....

.....

**Einwilligung des Produzenten (1):**

Name, Vorname der verantwortlichen Person:

.....

Datum:

Unterschrift:

Nur dann auszufüllen, wenn der Produzent nicht der Antragsteller ist

**LISTE DER ANSONSTEN ZU LIEFERNDEN ANLAGEN**Wenn der Antragsteller eine natürliche Person ist:

Auszug aus dem Strafregister.

Wenn der Antragsteller eine juristische Person ist:

Namenliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die befugt sind, für die Gesellschaft Verpflichtungen einzugehen, mit einer Abschrift der Urkunde, durch die diese Personen benannt werden.  
 Auszug aus dem Strafregister für die in der Namensliste aufgenommene(n) Person(en).  
 Auszug aus dem Strafregister der juristischen Person, sei sie in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet oder nicht

....., den .....

Handschriftlich abzuschreibender Vermerk:

"Ich bestätige ehrenwörtlich, dass die vorstehenden Auskünfte richtig sind"

.....

.....

.....

Name, Vorname

(in GROSSBUCHSTABEN)

**Unterschrift**

Abschnitt 4 - Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten

**Art. 51** - In Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Es wird eine Rubrik 14.91 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
14.91 Aufschüttung, in den Gebieten für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne des GRE, mit exogener Erde und natürlichem Gestein(*). Unter Aufschüttung ist der Verwertungsvorgang zu verstehen, durch den Erde und natürliches Gestein zu Wiederinstandsetzungszwecken in ausgeschachteten Zonen oder, im Bereich der technischen Planung, für landschaftbauliche Arbeiten verwendet werden.						
14.91.01 in den Fällen, die nicht unter die Rubrik 14.91.02 fallen	2		DSD- DNF			
14.91.02 wenn die Aufschüttung ganz oder zum Teil unter dem natürlichen Grundwasserspiegel vorgenommen wird oder 500.000 m <sup>3</sup> überschreitet.	1	x	DSD- AWAC - DESO - DNF			

[Fußnote:] "(\*) Betroffen sind die folgenden verwertbaren Abfälle:

Erde:

bis zum 30. Oktober 2019, die nicht kontaminierte Erde und die Erde von Rüben und anderen Feldgemüseproduktionen, die den in Anlage 1 zum Erlass vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle vorgesehenen Aufwertungsumständen, Merkmalen und Anwendungsarten entsprechen;

ab dem 1. November 2019, die Erde, die den im EWG vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen festgelegten Verwendungsbedingungen entspricht;

nicht verschmutztes, nichtmetallhaltiges natürliches Gestein, das keine Reaktion mit der Umwelt bzw. Umgebung hervorbringen wird und in der Grundstoffgewinnungsindustrie, bei der Einrichtung von Geländen, oder Straßen-, Hoch- und Tiefbauarbeiten anfällt, gemäß Anlage 1 des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle (Code 010102);

Sand, der bei der Be- und Verarbeitung von Natursteinen erzeugt wird, gemäß Anlage 1 des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle (Code 010409)"

2° Es wird eine Rubrik 90.28 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
<b>90.28</b> Aufschüttung, in allen Gebieten des Sektorenplans mit Ausnahme des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne des GRE, mit Erde und natürlichem Gestein aus exogener Herkunft. Unter Aufschüttung ist der Verwertungsvorgang zu verstehen, durch den Erde und natürliches Gestein (**) zu Wiederinstandsetzungszwecken in ausgeschachteten Zonen oder, im Bereich der technischen Planung, für landschaftbauliche Arbeiten verwendet werden. 90.28.01. Aufschüttung mit Erde und natürlichem Gestein, die der Benutzungsart des Grundstücks entsprechen.						
90.28.01.02 wenn das Gesamtvolumen größer als 1.000 m <sup>3</sup> und kleiner oder gleich 10.000 m <sup>3</sup> ist	3					
90.28.01.03 wenn das Gesamtvolumen größer als 10.000 m <sup>3</sup> und kleiner oder gleich 500.000 m <sup>3</sup> ist	2		DSD			
90.28.01.04 wenn die Aufschüttung ganz oder zum Teil unter dem natürlichen Grundwasserspiegel vorgenommen wird oder 500.000 m <sup>3</sup> überschreitet.	1	x	DSD- AWAC - DESO - DNF			



Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
90.28.02 Von den allgemeinen Regeln zur Verwendung von Aushuberde für die Benutzungsart abweichende Aufschüttung mit Erde und natürlichem Gestein (**) innerhalb einer Zone mit der Benutzungsart I, II oder IV, in Anwendung von Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen (***).						
90.28.02.01 wenn das Gesamtvolumen kleiner oder gleich 100.000 m <sup>3</sup> ist	2		DSD			
90.28.02.02 wenn die Aufschüttung ganz oder zum Teil unter dem natürlichen Grundwasserspiegel vorgenommen wird oder 100.000 m <sup>3</sup> überschreitet.	1	x	DSD- AWAC - DESO - DNF			

[Fußnote:] "(\*\*)

Betroffen sind die folgenden verwertbaren Abfälle:

Erde:

bis zum 30. Oktober 2019, die Erde, die den in Anlage 1 zum Erlass vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle vorgesehenen Verwertungsbedingungen, Merkmalen und Verwendungsarten von Erde entspricht

ab dem 1. November 2019, die Erde, die den im Erlass vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen festgelegten Verwendungsbedingungen entspricht;

Nicht verschmutztes, nichtmetallhaltiges natürliches Gestein, das keine Reaktion mit der Umwelt bzw. Umgebung hervorbringen wird und in der Grundstoffgewinnungsindustrie, bei der Einrichtung von Geländen, oder Straßen-, Hoch- und Tiefbauarbeiten anfällt, gemäß Anlage 1 des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle (Code 010102);

Sand, der bei der Be- und Verarbeitung von Natursteinen erzeugt wird, nach Anlage 1 des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle (Code 010409I).

(\*\*\*) *Sobald irgendeine Abweichung von der Benutzung notwendig ist, dann fällt der gesamte Standort unter die Rubrik 90.28.02*.

Abchnitt 5 - Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

**Art. 52** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf die unter den Rubriken 14.91 oder 90.28 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Verwertung von Erde und natürlichem Gestein bezieht, enthält er außer den im in Absatz 1 erwähnten Formular verlangten Auskünften die in Anlage XXXVI zum vorliegenden Erlass angegebenen Informationen."

**Art. 53** - Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf die unter den Rubriken 14.91 oder 90.28.01 oder 90.28.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten erwähnte Verwertung von Erde und natürlichem Gestein bezieht, enthält er außer den im in Absatz 1 erwähnten Formular verlangten Auskünften die in Anlage XXXVI zum vorliegenden Erlass angegebenen Informationen."

**Art. 54** - In denselben Erlass wird eine Anlage XXXV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anlage XXXV

Informationen bezüglich der unter den Rubriken 14.91, 90.28.01 oder 90.28.02 erwähnten Verwertung von Erde und natürlichem Gestein.

Bemerkungen:

1° Der in der vorliegenden Anlage genannte Antrag auf Abweichung von den allgemeinen Regeln zur Verwendung von Erde beruht auf Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen;

2° "Aufschüttungsmaterial" und "Gefahrenstudie" sind im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung zu verstehen.

A. Aufschüttung mit Erde und natürlichem Gestein aus exogener Herkunft in Gebieten für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne des GRE, wie in Rubrik 14.91 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuftten Anlagen und Tätigkeiten angeführt.

Der Antrag enthält außer den im allgemeinen Formular bezüglich der Anträge auf eine Umweltgenehmigung und auf eine Globalgenehmigung verlangten Auskünften die folgenden Informationen:

1° Verwertungscode der betroffenen Abfälle aus den folgenden Codes: 170504; 191302-TD; 020401-VEG2; 010102 und 010409I;

2° Pläne des Verwertungsstandorts im passenden Format unter Angabe der tatsächlichen und rechtlichen Benutzungsarten sowie die Zusammenfassung mit der restriktivsten Benutzungsart, Lokalisierung der geplanten Aufschüttungen;

3° die topographischen Profile, die es ermöglichen, sich ein gutes Bild des tatsächlichen und geplanten Reliefs zu machen;

4° geplantes aufzuschüttendes Volumen;

5° Höhenmessung des ruhenden Grundwassers;

6° voraussichtliche Ströme (Verkehrsaufkommen, Strecken);

7° Zwecke des Vorgangs;

8° im Falle eines Antrags auf Abweichung von den allgemeinen Regeln zur Verwendung der Erde für die Benutzungsart, eine Gefahrenstudie für jede von der Abweichung betroffene Zone.

B. Aufschüttung mit Erde und natürlichem Gestein, die der Benutzungsart der Zone entsprechen, in allen Gebieten des Sektorenplans außer dem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne des GRE, wie in Rubrik 90.28.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten angeführt.

Der Antrag enthält außer den im allgemeinen Formular bezüglich der Anträge auf eine Umweltgenehmigung und auf eine Globalgenehmigung verlangten Auskünften die folgenden Informationen:

1° VerwertungsCodes der betroffenen Abfälle aus den folgenden Codes: 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 und 010409I;

2° Zweckbestimmungen im Sektorenplan;

3° im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle aufgeführte Abfallcodes;

4° Pläne des Verwertungsstandorts im passenden Format unter Angabe der tatsächlichen und rechtlichen Benutzungsarten sowie die Zusammenfassung mit der restriktivsten Benutzungsart, und Lokalisierung der geplanten Aufschüttungen;

5° die topographischen Profile, die es ermöglichen, sich ein gutes Bild des tatsächlichen und geplanten Reliefs zu machen;

6° geplantes aufzuschüttendes Volumen;

7° Höhenmessung des ruhenden Grundwassers;

8° voraussichtliche Ströme (Verkehrsaufkommen, Strecken);

9° Zwecke des Vorgangs.

C. Von den allgemeinen Verwendungsregeln für die Benutzungsart abweichende Aufschüttung mit Erde und natürlichem Gestein, mit Ausnahme des Gebiets für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne des GRE, unter Einsatz von Aufschüttungsmaterial, wie in Rubrik 90.28.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten angeführt.

Der Antrag enthält außer den im allgemeinen Formular bezüglich der Anträge auf eine Umweltgenehmigung und auf eine Globalgenehmigung verlangten Auskünften die folgenden Informationen:

1° Zweckbestimmungen im Sektorenplan;

2° VerwertungsCodes der betroffenen Abfälle aus den folgenden Codes: 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 und 010409I;

3° Pläne des Verwertungsstandorts im passenden Format unter Angabe der tatsächlichen und rechtlichen Benutzungsarten sowie die Zusammenfassung mit der restriktivsten Benutzungsart, und Lokalisierung der geplanten Aufschüttungen;

4° die topographischen Profile, die es ermöglichen, sich ein gutes Bild des tatsächlichen und geplanten Reliefs zu machen;

5° geplantes aufzuschüttendes Volumen;

6° Höhenmessung des ruhenden Grundwassers;

7° voraussichtliche Ströme (Verkehrsaufkommen, Strecken);

8° Zwecke des Vorgangs;

9° eine Gefahrenstudie für jede von der Abweichung betroffene Zone."

**Art. 55** - In demselben Erlass wird die Überschrift der Anlage V um die Wortfolge "(in den Rubriken 90.21 bis 90.28 erwähnten Anlagen und Tätigkeiten)" ergänzt.

Abschnitt 6 - Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen

**Art. 56** - In Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler, Makler, Händler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Ziffer 5 wird die Wortfolge "des Zwischenlagerungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Aufwertungs-zentrums" durch die Wortfolge "der Zwischenlagerungs-, Vorbehandlungs-, Beseitigungs- oder Aufwertungsanlage und, im Falle von Erde, der Aufwertungsstandorte" ersetzt;

b) es wird ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wird der Transport von Erde gemäß dem Erlass vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde notifiziert, so wird der Transportunternehmer von der Pflicht zur jährlichen Erklärung, was diese betrifft, befreit. Er stellt der Verwaltung und dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten die Notifizierungen der Erdbewegungen und die Erdtransportdokumente zur Verfügung."

Abschnitt 7 — Abänderung des Erlasses vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren

**Art. 57** - In Artikel *1bis* des Erlasses vom 18. März 2004 zur Untersagung der Zuweisung bestimmter Abfälle in technische Vergrabungszentren und zur Festlegung der Kriterien für die Annahme der Abfälle in technischen Vergrabungszentren, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird Ziffer 5 durch Folgendes ersetzt:

“5) gebundener Asbest: an einen inerten und nicht brüchigen Träger gebundener Asbest, wie z.B. Asbestzement;”

**Art. 58** - Anlage I desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird um eine Tabelle mit folgendem Inhalt ergänzt:

Grenzwert für den Gesamtgehalt an Asbestfasern	
Parameter	Einheit: mg / kg TS
Gesamtgehalt an Asbestfasern	$T_c + 10 T_L < 500$ $T_c$ = Gehalt an gebundenen Asbestfasern $T_L$ = Gehalt an nicht gebundenen Asbestfasern Die Beseitigung von Abfällen, die mehr als 100 mg und weniger als 500 mg Asbestfasern / Kilo Trockenstoff enthalten - Gehalt, der nach der oben angegebenen Formel berechnet wird - unterliegt der folgenden ergänzenden Bestimmung: diese Abfälle müssen täglich mit einer mindestens 0.5 m dicken Schicht aus anderen zulässigen Abfällen oder Materialien bedeckt werden

**Art. 59** - In Anlage IIIbis, Buchstabe A, Absatz 2, Punkt 1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Oktober 2010, wird die Wortfolge „, die gebundenen Asbest enthalten, und“ durch die Wortfolge „mit gebundenem Asbest und höchstens 1.000 mg/kg TS nicht gebundener Asbestfasern, die“ ersetzt und die Wortfolge „; diese Abfälle werden in Kunststoff verpackt.“ nach der Wortfolge „werden angenommen“ eingefügt.

#### Abschnitt 8 - Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches

**Art. 60** - In Artikel R.90 des Buches I des Umweltgesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Die Wortfolge „unter Ziffern 1 bis 6 genannten“ wird durch die Wortfolge „unter Ziffern 1 bis *6bis* genannten“ ersetzt;

b) er wird um eine Ziffer *6bis* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“*6bis* das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;”;

**Art. 61** - In Art. R.93 desselben Buches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, wird die Wortfolge „und dessen Durchführungserlasse“ durch die Wortfolge „, Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und deren Durchführungserlasse“ ersetzt.

#### Abschnitt 7 - Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung

**Art. 62** - In Artikel R.II.33-1 des verordnungsrechtlichen Teils des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 2 wird die Wortfolge „oder der Rubrik 90.22.01“ nach der Wortfolge „der Rubrik 90.21.01“ eingefügt;

2° in § 1 wird Absatz 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Zulassungsfähig für die Verwertung sind:

- die Erde, die die im Erlass vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen vorgesehenen Verwendungsbedingungen erfüllt;

- das natürliche Gestein nach Anlage 1 des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle (Code 010102);

- der Sand, der bei der Be- und Verarbeitung von Natursteinen erzeugt wird und die in Anlage 1 zum Erlass vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle vorgesehenen Verwendungsbedingungen erfüllt (Code 010409I)“

- beschränkte mechanische Aktivitäten wie das Sortieren, das Sieben und/oder Klassieren sind zulässig, sofern sie notwendig für die vor Ort zugelassene Verwertung sind und einen nebensächlichen Charakter haben.“

3° in § 2 wird Ziffer 3 um folgende Wortfolge ergänzt: „, es sei denn, es wurde vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches eine Genehmigung ausgestellt, die die Zusammenstellung oder Vorbehandlung von inerten Abfällen, oder die Änderung des Bodenreliefs mit exogenen Materialien zulässt“.

## KAPITEL VIII - Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 63** - Die Verwendungszeugnisse, die in Anwendung des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle für die Verwertung von Erde und dekontaminierter Erde erteilt worden sind, bleiben bis zum 30. Oktober 2019 gültig.

**Art. 64** - Gemäß Artikel 127 § 2 des Dekrets tritt Artikel 5 des Dekrets am 1. September 2018 in Kraft.

Die Artikel 29 bis 33, 44, 45, 47 Ziffer 2, 48 und 51 des vorliegenden Erlasses treten am 1. September 2018 in Kraft.

Die sonstigen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses treten am 1. November 2019 in Kraft.

In den Fällen, in denen in Anwendung von Artikel 51 eine Umweltgenehmigung erforderlich ist, gelten die vor dem 1. September 2018 ausgestellten Städtebaugenehmigungen bis deren Verfall im Sinne von Artikel D.IV.84 des GRE als Globalgenehmigung.

Bis zum 30. Oktober 2019 befolgen die in Artikel 51 genannten Anlagen oder Tätigkeiten zur Verwertung von Erde und natürlichen Grundstoffen die Verwertungsumstände, Merkmale und Verwendungsarten für Erde, die in Anlage 1 zum Erlass vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle vorgesehen sind.

**Art. 65** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

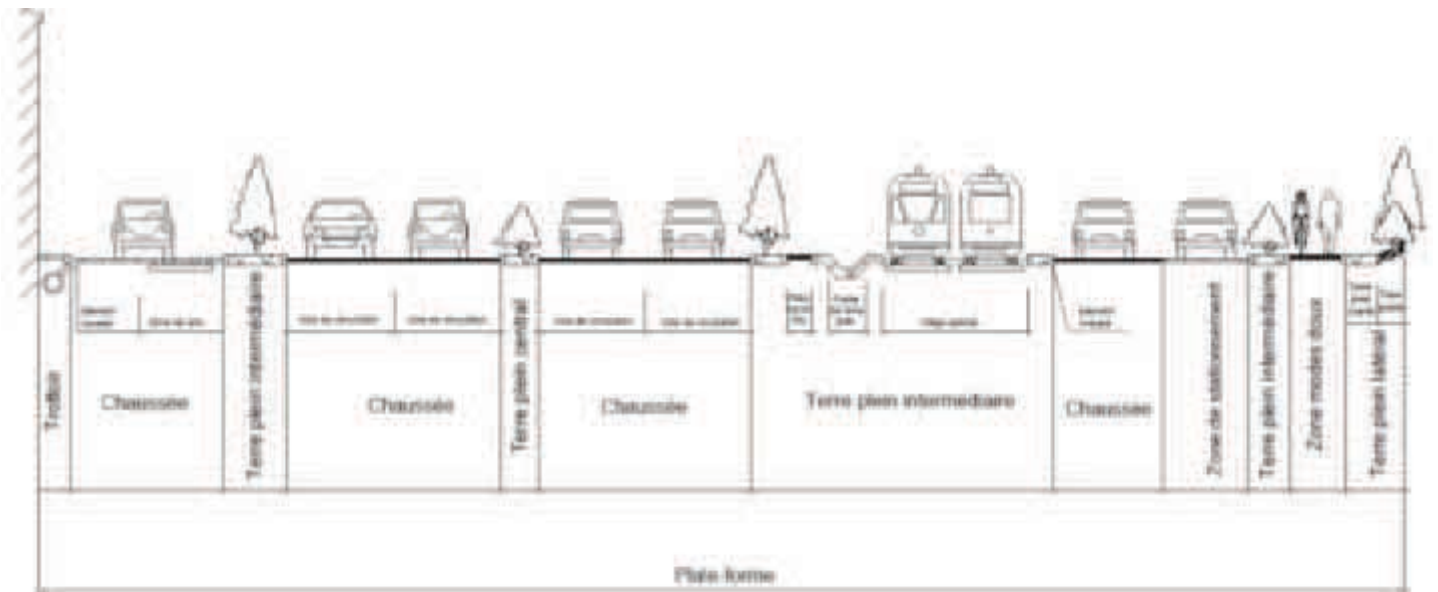
Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

---

## Anhang 1

Schema des in Artikel 1 Ziffer 21 genannten Verkehrswegsplanums



Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang 2

Parameter, die im Rahmen der Erdequalitätskontrolle zu analysieren sind

1) Parameter, die im Rahmen der Erdequalitätskontrolle zu analysieren sind:

Die Erde, die in Anwendung von Artikel 6 zu charakterisieren ist, wird einer Analyse unterzogen, die sich zumindest auf die in Anhang 1 zum Dekret vom (Datum) aufgeführten Parameter bezieht + ggf.:

1° den Gehalt an gebundenem und nicht gebundenem Asbest nach Tabelle 1;

2° jeden sonstigen verdächtigen Parameter über eine erwiesene oder mutmaßliche Verschmutzung.

Tabelle 1: Parameter, die zu analysieren sind, falls der Verdacht besteht, dass auf dem HerkunftsGrundstück Asbest vorhanden ist, und entsprechende Verwertungsnormen

<b>Parameter</b>	<b>Einordnung-Schwellenwert I, II, III und IV (mg/kg Trockenstoff)</b>	<b>Einordnung-Schwellenwert V (mg/kg Trockenstoff)</b>
Gehalt an Asbestfasern <sup>1</sup>	100	500

<sup>1</sup>Der Asbestgehalt (T) wird nach der Formel  $T = T_c + 10T_l$  berechnet, wobei  $T_c$  dem Gehalt an Asbestfasern entspricht, die an einen inerten und nicht brüchigen Träger gebunden sind, - etwa Asbestzement - und  $T_l$  dem Gehalt an Asbestfasern entspricht, die nicht an einen inerten und nicht brüchigen Träger gebunden sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang 3

Mindestinhalt des in Artikel 9 genannten Erdequalitätsberichts (EQB)

Identifizierung:

Eigentümer	Name	Vorname	Firmenname	Land	PLZ	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Bauherr	Name	Vorname	Firmenname	Land	PLZ	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Sachverständiger	Name	Zulassungsnummer	Firmenname	Land	PLZ	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Probenehmer	Name	Firmenname	Land	PLZ	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Labor	Name	Zulassungsnummer	Firmenname	Land	PLZ	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

**Projekt:**

Sind für die auszuführenden Arbeiten eine oder mehrere Genehmigungen* erforderlich?	JA/NEIN - Art der Genehmigungen
Ggf. Verwaltungsreferenzen der projektbezogenen Genehmigung(en)	
Kurze Beschreibung des Projekts, das die Aushubarbeiten mit sich bringt	
Geplanter Termin für die Erdbewegung	

\* Unter Genehmigung versteht man: die Städtebaugenehmigung, Umweltgenehmigung, Globalgenehmigung, integrierte Genehmigung und Verstärkungsgenehmigung.

**Herkunftsstandort:**

Katasterreferenz	Identifizierungsnummer der Parzelle zu Berichtszwecken	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Anschrift	Minimale, maximale und mittlere Lambert-Koordinaten 72 des Standorts (oder gleichwertiges)

Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Verdächtiges Grundstück im Sinne des Erlasses?	Zusätzlich zu berücksichtigende Parameter
	JA/NEIN - Begründung und Erläuterung	JA/NEIN - Begründung und Erläuterung

**Bildung der Partien:**

Referenznummer der Partie	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Fläche des Erdbaus oder des Erdschwadens (m <sup>2</sup> )	Abstand der Oberkante des Erdschwadens oder des Aushubs zur Geländeoberfläche (m-Go)	Abstand der Unterkante des Aushubs zur Geländeoberfläche (m-Go)	Volumen (m <sup>3</sup> )

**Beschreibung der Untersuchungsarbeiten:**

Referenznummer der Partie	Datum der Probenahme	Methode zur Probenahme	Konformität mit dem RHBE und dem WKPA: JA/NEIN	Bemerkung und Begründung

Referenznummer der Partie	Referenz Bohrungen	Referenz Proben (Referenz Bohrung + Entnahmetiefe)	Analysearten	Konformität mit dem RHBE und dem WKPA: JA/NEIN	Bemerkung und Begründung

Referenznummer der Partie	Allgemeine Beschreibung der Merkmale der Partie (Beschaffenheit, Farbe, besondere in der Bodenmatrix vorhandene Elemente mit Einschätzung des prozentualen Anteils (Schutt, Ziegelsteine, Wurzeln, Asbest, Schotter, usw.), Verschmutzungsindex, Vorhandensein von Fortpflanzungskeimen invasiver Pflanzen, ...)



**Ergebnisse:**

			Identifizierungsnummer der Parzelle
			Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts
			Referenznummer der Partie
			Referenz Bohrungen
			Referenz Proben
			Referenz Analysebescheinigung
			Beschreibung der Probe
Analysierte Parameter	Einheiten	Berücksichtigte Normen	
			Analyseergebnisse (unter Anwendung einer eindeutigen Farbcode zum Vergleich mit den Normen)

**Schlussfolgerung: Beschreibung der Untersuchungsarbeiten:**

Referenznummer der Partie	Volumen (m <sup>3</sup> )	Allgemeine Merkmale der Partie	Für die Verwertung geeignete Benutzungsart

**Pläne:**

- 1° Pläne im passenden Format, vor dem Hintergrund einer Katasterkarte, die es ermöglichen, die Lose und den Herkunftsstandort dreidimensional und eindeutig zu identifizieren
- 2° Pläne im passenden Format, die es ermöglichen, sich die Vorgehensweise zur Probenahme, die Analyseergebnisse und den Vergleich mit den relevanten Normen anhand eines eindeutigen Farbcodes zur Anzeige der Überschreitungen der berücksichtigten Werte zu vergegenwärtigen
- 3° Die letzten zwei Pläne umfassen mindestens:
  - a) einen graphischen Maßstab
  - b) die geographischen Himmelsrichtungen
  - c) die Katastergrenzen und -referenzen
  - d) die vorhandenen Gebäude:
  - e) das Projektgebiet und die Abgrenzung des Herkunftsstandorts;
  - f) die Identifizierung der Lose.

**Anlagen**

- 1° Bohrungsbezeichnung
- 2° Analysebescheinigungen
- 3° beglaubigter Auszug aus der Datenbank für den Bodenzustand, der mindestens 3 Monate alt ist

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 5. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang 4

Mindestinhalt des in Artikel 10 § 3 genannten Erdequalitätskontrollscheins (EQKS)

Identifizierung:

Datum der Ausstellung des Erdequalitätsscheins
Verwaltungsreferenz des Erdequalitätsberichts
Verwaltungsreferenz des Erdequalitätsscheins

Falls die Erde aus einer zugelassenen Anlage oder aus einer Anlage stammt, die Erde aus pflanzlichen Erzeugnissen produzierte

Zugelassene Anlage (Art)	Name	Firmenname	Land	PL Z	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Falls die Erde aus dem Herkunftsstandort stammt

Katasterreferenz	Identifizierungsnummer der Parzelle	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Anschrift	Minimale, maximale und mittlere Lambert-Koordinaten 72 des Standorts (oder gleichwertiges)

Lose:

Referenznummer der Partie	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Volumen (m <sup>3</sup> )	Minimales optisches Merkmal (Matrix, Beschaffenheit, Farbe, besondere in der Matrix vorhandene Elemente)	Für die Verwertung geeignete Benutzungsart

Spezifische, im vorliegenden Erlass oder im RHBE vorgesehene Verwendungsbedingungen im Falle des Vorhandenseins von nicht einheimischen invasiven Pflanzenarten, von Asbestfasern oder anderen besonderen Merkmalen der Erde.

Rechtsmittelbelehrung zur Anfechtung des Beschlusses.

Dem Antragsteller sowie jeder Person, die Inhaber eines dinglichen Rechts am Herkunftsgrundstück ist, steht es offen, gegen den Beschluss eine Beschwerde einzureichen. Unter Gefahr der Unzulässigkeit ist die Beschwerde innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang des Beschlusses per Einschreiben mit Rückschein bei der Verwaltung einzureichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang 5

Mindestinhalt der in den Artikeln 17 und 20 genannten Notifizierungen einer Erdbewegung und der Abnahme von Erde

1. Falls ein Erdequalitätskontrollschein erforderlich ist:

Referenznummer des Erdequalitätsscheins
Identität und Anschrift des Bauherrn des Herkunftsstandorts
Identität, Anschrift und Registrierungsnummer des/der Transporteur(s)/e
Identität, Anschrift und Registrierungsnummer des/der Verwerter(s)

Herkunft der Erde:

Falls die Erde aus einer zugelassenen Anlage oder aus einer Anlage stammt, die Erde aus pflanzlichen Erzeugnissen produzierte

Zugelassene Anlage (Art)	Name	Firmenname	Land	PL Z	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Falls die Erde aus einem Herkunftsstandort stammt

Katasterreferenz	Identifizierungsnummer der vom Erdequalitätsbericht betroffenen Parzelle	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Anschrift	Minimale, maximale und mittlere Lambert-Koordinaten 72 des Standorts (oder gleichwertiges)

Lose:

Referenznummer der Partie	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Volumen (m <sup>3</sup> )	Minimales optisches Merkmal (Matrix, Beschaffenheit, Farbe, besondere in der Matrix vorhandene Elemente)	Für die Verwertung geeignete Benutzungsart

## Bestimmung der Erde:

Falls die Erde für eine zugelassene Anlage oder ein zugelassenes TVZ bestimmt ist

Zugelassene Anlage (Art)/TVZ	Name	Firmenname	Land	PL Z	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Falls die Erde für einen Empfängerstandort bestimmt ist:

Katasterreferenz	Identifizierungsnummer der Parzelle	Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Anschrift	Minimale, maximale und mittlere Lambert-Koordinaten 72 des Standorts (oder gleichwertiges)

Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Eigentümer	Name	Vorname	Firmenname	Land	PL Z	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Rechtliche Zweckbestimmung nach Anhang 2 des Dekrets	Sachlage nach Anhang 3 des Dekrets	Natura 2000-Gebiete oder Gebiete, die über einen Schutzstatus im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verfügen ?	Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme, die aufgrund des Artikels R.156 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ausgewiesen wurde ?	Benutzungsart, die zu berücksichtigen ist



Falls die Erde aus einem Herkunftsstandort stammt:

Katasterreferenz	Identifizierungsnummer der Parzelle	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Anschrift	Minimale, maximale und mittlere Lambert-Koordinaten 72 des Standorts (oder gleichwertiges)

Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Verdächtiger Standort im Sinne des Erlasses?
	JA/NEIN – Begründung und Erläuterung

Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Rechtliche Zweckbestimmung nach Anhang 2 des Dekrets	Sachlage nach Anhang 3 des Dekrets	Natura 2000-Gebiete oder Gebiete, die über einen Schutzstatus im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verfügen ?	Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme, die aufgrund des Artikels R.156 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ausgewiesen wurde ?	Benutzungsart, die zu berücksichtigen ist

Referenznummer der Partie	Identifizierungsnummer des Herkunftsstandorts	Fläche des Erdbaus (m <sup>2</sup> ) oder des Erdschwadens	Abstand der Oberkante des Aushubs oder des Erdschwadens zur Geländeoberfläche (m-go)	Abstand der Unterkante des Aushubs zur Geländeoberfläche (m-Go) (wenn relevant)	Volumen (m <sup>3</sup> )

Referenznummer der Partie	Minimales optisches Merkmal (Matrix, Beschaffenheit, Farbe, besondere in der Matrix vorhandene Elemente)	Für die Verwertung geeignete Benutzungsart



## Bestimmung der Erde:

Falls die Erde für eine zugelassene Anlage oder ein zugelassenes TVZ bestimmt ist:

Zugelassene Anlage (Art)/TVZ	Name	Firmenname	Land	PL Z	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Falls die Erde für ein Empfängerstandort bestimmt ist:

Katasterreferenz	Identifizierungsnummer der von der Notifizierung betroffenen Parzelle	Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Anschrift	Minimale, maximale und mittlere Lambert-Koordinaten 72 des Standorts (oder gleichwertiges)

Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Eigentümer	Name	Vorname	Firmenname	Land	PL Z	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Rechtliche Zweckbestimmung nach Anhang 2 des Dekrets	Sachlage nach Anhang 3 des Dekrets	Natura 2000-Gebiete oder Gebiete, die über einen Schutzstatus im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verfügen ?	Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme, die aufgrund des Artikels R.156 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ausgewiesen wurde ?	Benutzungsart, die zu berücksichtigen ist



Referenznummer der Partie	Volumen (m <sup>3</sup> )	Minimales optisches Merkmal (Matrix, Beschaffenheit, Farbe, besondere in der Matrix vorhandene Elemente)	Annahme der Partie (ja/nein)

Falls die Erde an einem Empfängerstandort abgenommen wird:

Identität und Anschrift des Bauherrn des Empfängerstandorts
Identität, Anschrift und Registrierungsnummer des registrierten Verwerters

Katasterreferenz	Identifizierungsnummer der von der Notifizierung betroffenen Parzelle	Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Anschrift	Minimale, maximale und mittlere Lambert-Koordinaten 72 des Standorts (oder gleichwertiges)

Identifizierungsnummer des Empfängerstandorts	Eigentümer	Name	Vorname	Firmenname	Land	PLZ	Ort	Straße und Nr.	Telefon	Ansprechpartner

Lose

Referenznummer der Partie	Volumen (m <sup>3</sup> )	Minimales optisches Merkmal (Matrix, Beschaffenheit, Farbe, besondere in der Matrix vorhandene Elemente)	Für die Verwertung geeignete Benutzungsart	Annahme der Partie (ja/nein)

Falls die Erde für einen Empfängerstandort bestimmt ist: Plan des Empfängergrundstücks, der es ermöglicht, die dreidimensionale Lokalisierung der Erdeverwertung auf dem Grundstück eindeutig zu bestimmen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 5. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## Anhang 6

## Mindestinhalt des Erdtransportdokuments im Falle der Notifizierung einer Erdbewegung

- Datum der Ausstellung des Erdtransportdokuments;
- einmalige Identifizierungsnummer des Erdtransportdokuments;
- Identität und Anschrift des Bauherrn;
- Identität, Anschrift und Registrierungsnummer des Transporteurs;
- ggf. Referenznummer des Erdequalitätskontrollscheins;
- Referenznummer des transportierten Loses;
- Angaben zur Identifizierung des Herkunftsstandorts;
- Angaben zur Identifizierung des Empfängerstandorts;

Ein dem Transporteur vorbehaltenes Feld zur Eintragung der Uhrzeit der Abfahrt vom Herkunftsstandort bzw. von der Anlage und der Uhrzeit des Eintreffens vor Ort  
Erläuterung der möglichen Beschwerdemöglichkeiten gegen den Beschluss

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 5. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14221]

**5 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 3, 5, 9, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, en artikel 19, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 3, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, artikel 17, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2012, en artikel 83, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.66, § 2, gewijzigd bij het decreet van 24 mei 2018, en artikel D.140, § 1, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling, artikel D.II.33;

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, de artikelen 4, 5 en 127, § 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2017;

Gelet op het rapport opgesteld op 11 januari 2018 overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 63.146/4 van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonië" (Unie van de steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 1 september 2017;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, gegeven op 26 september 2017;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, gegeven op 29 september 2017;

Gelet op het geheel van de raadplegingen;

Gelet op het advies van het Technisch comité van de Sectorovereenkomst tussen de "Confédération Construction wallonne" en de Regering, gegeven op 4 september 2017;

Gelet op het advies van de "Confédération Construction wallonne" en de Regering, gegeven op 14 september 2017;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières", (Gewestelijke adviescommissie voor de uitbating van de groeven) gegeven op 2 oktober 2017;

Overwegende dat het beheer van grond in een optiek van geïntegreerde aanpak van preventie en vermindering van de verontreinigingen georganiseerd moet worden;

Overwegende dat een samenhang verzekerd moet worden tussen de normen en methodologieën die van toepassing zijn op valorisatie van aarde op en in de bodem, en de normen die zijn vastgesteld bij het decreet betreffende bodembeheer en bodemsanering;

Overwegende dat de gevallen waarin een analyse van de grond en/of traceerbaarheid van de grond vereist is, alsmede de modaliteiten nader bepaald moeten worden;

Gelet op het grote aantal interveniënten in het kader van afgravings- en opvullingswerken van sites en de noodzaak om de respectievelijke rechten en plichten van de verschillende partijen vast te stellen;

Gelet op de noodzaak om een drempel vast te stellen waaronder de vrijstelling van milieuvergunning voorzien voor de nuttige toepassing van afvalstoffen overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen van toepassing is, en waarboven een milieuverklaring of -vergunning daarentegen gerechtvaardigd is voor opvullingsactiviteiten;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Onverminderd de begripsomschrijvingen van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering wordt, voor de toepassing van dit besluit, verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 1 maart 2008 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

2° "CWEA" het « Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse » (Waalse compendium van de staalnemings- en analysemethoden) bedoeld in artikel 18 van het decreet;

3° invaderende niet-inheemse plantensoort: de invaderende niet-inheemse plantensoort waarvan de introductie, de handhaving of de verspreiding in de natuur een bedreiging vormt voor de instandhouding van de biodiversiteit en de werking van ecosystemen of voor andere aspecten van de milieubescherming in de zin van Verordening (EU) nr. 1143/2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

4° "GRGT" de "Guide de Référence relatif à la Gestion des Terres" (Referentiehandleiding betreffende het Bodembeheer);

5° vergunde installatie: de installatie voor de tijdelijke opslag, voor de sortering-verzameling, voor de voorbehandeling en/of de behandeling van grond, die toegelaten is overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen of elke gelijkwaardige wetgeving van een ander gewest of van een ander land;

6° referentielaboratorium: het "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) opgericht bij het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut) in het Waalse Gewest (I.S.S.E.P.);

7° opdrachtgever : de natuurlijke of rechtspersoon die de werken onder of op de bodem opstart en uitvoert of laat uitvoeren;

8° grondverzet: de verplaatsing van grond vanaf de site van oorsprong, de installatie voor de productie van vegetale dekaarde of de toegelaten installatie naar een ontvangende site of een toegelaten installatie;

9° kennisgeving: de geformaliseerde communicatie van gegevens betreffende de hergroepering, de beweging of de ontvangst van grond overeenkomstig hoofdstuk 5;

10° opvolgingsorganisme : het organisme of de organismen waaraan één of meerdere opvolgingsopdrachten in het beheer van de grond toevertrouwd zijn overeenkomstig artikel 29, tweede lid;

11° wegplatform: het in bijlage 1 geschematiseerde platform;

12° verslag over de bodemkwaliteit: het in artikel 9, tweede lid, bedoeld verslag dat de gegevens omvat, waarmee de herkomst en de kwaliteit van uitgegraven bodem die gebruikt moet worden, geïdentificeerd kunnen worden, met inbegrip van de analyses waarvan bedoelde bodem het voorwerp heeft uitgemaakt;

13° samenbrengen van grond: verzameling op de site van oorsprong van partijen van afgegraven grond die van tevoren het voorwerp heeft uitgemaakt van afzonderlijke getuigschriften voor de controle op de grondkwaliteit of verzameling van partijen van afgegraven grond, van ontsmette grond of van grond van de plantaardige productie binnen een toegelaten installatie;

14° opvulling: behandeling voor nuttige toepassing waarbij grond en natuurlijke steenachtige stoffen gebruikt worden voor herstellingen in uitgegraven gebieden of, in engineering, voor werken voor landschappelijke inrichting;

15° site van oorsprong: terrein waar de afgegraven grond wordt uitgegraven;

16° ontvangende site: terrein waarop de grond wordt gebruikt. De site bestemd voor meerdere gebruiken wordt verdeeld volgens de gebruiken;

17° verdachte site: terrein waarvoor de databank betreffende de toestand van de bodem gegevens van 1ste, 2de en 3de categorie in de zin van artikel 12 van het decreet omvat of waarvoor een verontreiniging, met inbegrip van de asbestaanwezigheid, in de zin van artikel 80 van het decreet ontdekt wordt of waarvoor een installatie of een activiteit die een risico voor de bodem vertoont, wordt uitgeoefend;

18° grond: de vaste stof die de bodem vormt, die gebruikt wordt bij het afgraven, groeperen, voorbehandelen, behandelen of wassen;

19° afgegraven grond: de grond gebruikt in het kader van de inrichting van sites, van opbouwwerken en werken inzake civiele bouwkunde en van de sanering van terreinen;

20° grond van plantaardige producties; grond uit het wassen of de mechanische behandeling op vibrerende tafel van suikerbieten, aardappelen en andere producties van akkerbouwmatig geteelde groenten;

21° wegrond: de afgegraven grond gebruikt tijdens werken betreffende een weg of tijdens werken uitgevoerd op de bedding of op de voormalige bedding van spoorlijnen of van onverharde spoorlijnen of de berm van een dergelijke bedding;

22° soort gebruik; het gebruik dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 wordt bepaald;

23° het minder gevoelig gebruik: het gebruik wanneer de grond van een soort gebruik I naar een soort gebruik II, III, IV of V, van een soort gebruik II naar een soort gebruik III, IV of V, van een soort gebruik III naar een soort gebruik IV of V, of van een soort gebruik IV naar een soort V overgaat;

24° gebruik van grond: opvulling en elke andere bekleding van oppervlakten van een terrein met grond, met uitzondering van de toepassing van kruidige tapijten bestemd voor de inzaaiing met gras, en van planten in container;

25° verwerker: persoon die zorgt voor de nuttige toepassing van de afvalstoffen overeenkomstig het besluit van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt;

26° weg: de weg van het Waals gemeentelijk of gewestelijk openbaar domein die bestemd is voor het landverkeer, met inbegrip van degene die bestemd is om opgenomen te worden in het openbaar domein en bestaande uit ruimtes en wegen bestemd voor het openbaar verkeer via enigerlei verplaatsingswijze, alsook de aanhorigheden en de desbetreffende ondergrondse ruimte;

27° Administratie: het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

28° Minister : de Minister bevoegd voor Leefmilieu.

Wat 15° betreft, wordt de site van oorsprong geografisch afgebakend door de omtrek van het project toegelaten bij een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning. Indien geen vergunning wordt vereist, wordt de afbakening door het project bepaald.

Wat 17° betreft, vormt de installatie of de activiteit vermeld in de lijst die overeenkomstig artikel 24 van het decreet door de Regering wordt bepaald, of bij gebrek aan een dergelijke lijst, de installatie of de activiteit vermeld in bijlage 6 bij het decreet, een risico voor de bodem. Bij wijze van uitzondering zijn de percelen niet verdacht, waarvoor een getuigschrift van controle op de bodem of een getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit is toegekend en niet wijst op een residuele verontreiniging voor het(de) betrokken gebruik(en) voor zover:

1° geen bodemverontreiniging zich na de afgifte van het getuigschrift heeft voorgedaan;

2° geen activiteit die een risico voor de bodem vormt, meer dan vijf jaar na de afgifte van het getuigschrift is uitgeoefend;

3° alle verontreinigingen onderzocht zijn.

Wat 18° betreft, omvatten de voorbehandeling en de behandeling verschillende verrichtingen zoals de sortering, het zeven of de ontsmetting van gronden of de behandeling van de plantaardige productie onttrokken aan de grond.

Wat 23° betreft, is de strengste norm van toepassing op de twee soorten gebruik indien normen voor een parameter strenger zijn voor een minder gevoelige soort gebruik dan voor een meer gevoelige soort gebruik.

Wat 27° betreft, betreffen de aanhorigheden alle gedeelten van de wegen en bermen, met inbegrip van de taluds of bermen in het wegplatform; ze kunnen in het "GRGT" nader bepaald worden.

De bepalingen van dit besluit worden aangevuld met de volgende bijlagen:

Bepalingen	Bijlagennummer	Voorwerp
artikel 1, § 1, 11°	1	Schema van het wegplatform
artikel 7	2	In het kader van de controle op de grondkwaliteit te analyseren parameters
artikel 9	3	Minimale inhoud van het verslag van de grondkwaliteit
artikel 10, § 3	4	Minimale inhoud van het getuigschrift van de controle op de grondkwaliteit
artikelen 17 en 20	5	Minimale inhoud van de kennisgevingen betreffende een grondverzet en de grondontvangst
artikel 17, § 2	6	Minimale inhoud van het document m.b.t. het vervoer van grond in geval van kennisgeving van grondverzet

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de afgegraven grond, de grond van plantaardige producties, de wegegrond en de ontsmette grond.

Aan de hoofdstukken 2 tot 4 worden niet onderworpen:

1° de afgegraven grond hergebruikt op de site van oorsprong, in een gebied van hetzelfde soort gebruik of een minder gevoelig gebruik dan het gebied waarvan de grond afkomstig is en voor zover de site van oorsprong niet verdacht is;

2° de afgegraven grond afgevoerd vanaf de site van oorsprong wanneer de totale hoeveelheid uitgravingen niet hoger is dan 10 m<sup>3</sup> en voor zover deze site niet verdacht is;

3° de winningsafvalstoffen en de afvalstoffen van de grond voortvloeiend uit de afdekking van steengroeven gebruikt op de site van oorsprong of binnen eenzelfde instelling, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de groeven en hun bijhorigheden;

4° de afgegraven grond uitgegraven in het kader van de saneringshandelingen en -werken voor een terrein dat het voorwerp uitmaakt van een saneringsproject goedgekeurd overeenkomstig het decreet of een verhelpingsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid, en hergebruikt op het terrein overeenkomstig de bepalingen van het saneringsplan of het verhelpingsplan;

5° de grond van plantaardige producties die rechtstreeks op het landbouwbedrijf worden geproduceerd, en hergebruikt op landbouwpercelen van het bedrijf.

**Art. 3.** De in dit besluit bedoelde elektronische modaliteiten voor de kennisgeving, de zending en de ontvangst waarborgen een vaste datum.

**Art. 4.** De verzending gebeurt uiterlijk op de vervalddag van de in dit besluit bedoelde termijnen.

De datum van ontvangst, die de begindatum is, wordt niet meegerekend.

De vervalddatum wordt meegerekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

**Art. 5.** § 1. De Minister kan op voorstel van de administratie en na advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, van de "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" en van het in artikel 33 bedoelde technisch comité een referentiegids goedkeuren dat bestemd is om de praktische en wetenschappelijke aspecten van het grondbeheer te regelen: de "referentiegids" (Franse afkorting "GRGT").

Genoemde referentiegids bepaalt de minimale regels die de kwaliteit van de expertiseprocedure garanderen en die het mogelijk maken de volgende doelstellingen te bereiken :

- een representatieve kwaliteit van de grond bepalen;
- verschillende types uit te graven grond naar gelang van hun macroscopische samenstelling of hun oorsprong onderscheiden;
- zorgen voor een representativiteit in coherentie met de procedures m.b.t. het onderzoek van de gronden volgens de procedures van het decreet;
- zorgen voor een representativiteit in coherentie met de procedures van de andere Belgische Gewesten en de gelijkwaardigheden bepalen;
- de gevallen en voorwaarden bepalen waarin de grond besmet door een invaderende niet-inheemse plantensoort verplaatst of gebruikt kunnen worden.

Om de doelstellingen van dit besluit te bereiken kan de referentiegids overigens:

- de vorm bepalen en de inhoud aanvullen van het verslag van de grondkwaliteit bedoeld in artikel 9 en in bijlage 3;
- de vorm bepalen en de inhoud aanvullen van het controlecertificaat aangaande de grondkwaliteit bedoeld in artikel 10 en in bijlage 4;
- de vorm bepalen en de inhoud aanvullen van de kennisgevingen van grondverzet, -verzameling en ontvangst bedoeld in de artikelen 17, 18 en 19 en in bijlage 5;
- de methodes bepalen voor de meting van en de controle op de gehalten bedoeld in de artikelen 13, § 1, en 14, en de maximale afmeting van de materialen en afbraakafval;
- de bepalingen nader bepalen die moeten worden vermeld in de in artikel 27 bedoelde contractdocumenten;
- de bijzondere maatregelen bepalen, die getroffen moeten worden in geval van toevallige ontdekking bedoeld in artikel 28, rekening houdende met de eisen van dit besluit en van de bouwplaatsen;
- de in artikel 3, tweede lid, 3°, bedoelde communicatiemiddelen bepalen;



— indicatieve onderwijselementen bevatten, voor zover het toepassingsgebied duidelijk wordt aangegeven.

#### HOOFDSTUK II. — *Controle op de grondkwaliteit*

**Art. 6.** § 1. De afgegraven grond bestemd om gebruikt te worden, maakt het voorwerp van een kwaliteitscontrole alvorens de site van oorsprong te verlaten.

De in artikel 1 bedoelde verplichting is niet van toepassing in de volgende gevallen:

1° de totale hoeveelheid afgegraven grond op de site van oorsprong is niet hoger dan 400m<sup>3</sup> en

a) de site van oorsprong is niet verdacht;  
b) de ontvangende site heeft een gelijk soort gebruik of een minder gevoelig soort gebruik dan het soort gebruik van de site van oorsprong;

2° de wegengrond wordt hergebruikt in het wegplatform en

a) de grond is afkomstig van een niet-verontreinigde bodem, onafhankelijk van een normaal gebruik van de weg;  
b) de ontvangende site wordt door de openbare opdrachtgever aangewezen;  
c) het gebruiksgebied:

i. bevindt zich niet in een preventiegebied van een grondwaterwinning bepaald krachtens artikel R.156 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt;

ii. valt niet onder de milieus beschermd bij of krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

iii. Is niet blootgesteld aan een natuurrisico of zware geotechnische drukfactoren bedoeld in artikel D.IV.57 van het Wetboek Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals de overstroming begrepen in de gebieden onderhevig aan het overstromingsrisico in de zin van artikel D.53 van het Waterwetboek, de instorting van een rotswand, de aardverschuiving, de karst, de mijnverzakkingen, de verzakkingen te wijten aan mijnwerken, winningen van ijzererts en of ondergrondse holtes of aardbevingsgevaar;

iv. is geen bospad, geen landbouwweg, geen weg van het autonoom net voor traag verkeer (Ravel) grenzend aan een weg, geen bospad of geen weg waarvan de rijstrook een breedte van 2 meter of minder heeft;

d) in de voor het publiek toegankelijke gebieden die niet voorzien zijn van een bedekking, wordt de oorspronkelijke afdeklaag van grond opnieuw aangebracht op een dikte van minimum 20 centimeter of, in geval van technische onmogelijkheid, is een afdeklaag met dezelfde dikte die voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 13 en 14 toegepast;

3° de afgegraven grond is afkomstig van een site waarvan het gebruik van het type I of II is en

a) de site van oorsprong is niet verdacht;  
b) de ontvangende site heeft hetzelfde soort gebruik als het betrokken gebied van de site van oorsprong;  
c) het gebruiksgebied wordt aangewezen door de opdrachtgever die tot de uitgraving overgaat;  
d) de opdrachtgever beschikt over een zakelijk recht op de ontvangende site.

4° de afgegraven grond wordt uitgegraven in het kader van de saneringshandelingen en -werken voor een terrein dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een saneringsproject goedgekeurd overeenkomstig het decreet of een verhelpingsplan goedgekeurd door de bevoegde overheid, en wordt vervoerd naar een toegelaten installatie voor de behandeling van verontreinigde grond.

5° de afgegraven grond is afkomstig van een ander Gewest of een ander land. In dit geval is de kwaliteitscontrole vóór hun introductie op het grondgebied volgens de bepalingen van dit besluit verricht.

§ 2. De controle op de kwaliteit van de afgegraven grond heeft betrekking op de in bijlage 2 bedoelde parameters alsook op de kenmerken vermeld in artikel 13, § 1.

De resultaten van de analyses verricht overeenkomstig de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen of de uitvoeringsbesluiten ervan kunnen geldig hergebruikt worden voor de karakterisering van de gronden voor zover ze relevant en huidig zijn en voor zover geen andere verontreiniging verdacht wordt of de geïdentificeerde concentraties van verontreinigende stoffen heeft doen toenemen. Meer bepaald zijn de resultaten verkregen ten gevolge van het onderzoek van de opvullingen in het kader van een oriënterings-, een karakteriseringsonderzoek of, in voorkomend geval, van een gecombineerd onderzoek, geldig en voldoende om de kwaliteit van de grond in de zin van dit besluit te karakteriseren.

**Art. 7.** § 1. De afgegraven grond maakt het voorwerp van een kwaliteitscontrole uit alvorens de toegelaten installatie voor de behandeling van verontreinigde grond te verlaten.

Deze kwaliteitscontrole heeft betrekking op de in bijlage 2 bedoelde parameters alsook op de kenmerken vermeld in artikel 13, § 1.

§ 2. De grond van plantaardige producties maakt het voorwerp van een kwaliteitscontrole alvorens de toegelaten installatie voor de productie van die grond te verlaten.

Wanneer deze grond gebruikt wordt op een ontvangende site waarvan het soort gebruik landbouwkundig is, wordt de kwaliteitscontrole uitgeoefend overeenkomstig de registratiebeslissingen gegeven in uitvoering van het besluit van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

In de gevallen die niet bedoeld zijn in het tweede lid, wordt de kwaliteitscontrole overeenkomstig artikel 6, § 2, verricht wordt.

**Art. 8.** De minimale regels van de "GRGT" bedoeld in artikel 5, § 2, gaan vergezeld van het "CWEA".

Bij gebrek aan behandelings-, staalnemings- en analysemethodes in het "CWEA" of bij gebrek aan technische procedures in de "GRGT" worden de methodes of procedures vastgelegd of gevalideerd door de administratie na advies van het referentielaboratorium.

**Art. 9.** § 1. De kenmerken van de grond onderworpen aan de kwaliteitscontrole worden vastgelegd door een door de opdrachtgever van de winningssite aangewezen deskundige of wanneer de stoffen van een toegelaten installatie afkomstig zijn, door die installatie.

De deskundige of de installatie maakt een verslag op over de grondkwaliteit, dat hierna "verslag van de grondkwaliteit" genoemd is en waarvan de minimum inhoud in bijlage 3 bepaald wordt.

§ 2. Het in § 1 bedoelde verslag van de kwaliteit van de afgegraven grond omvat alle gegevens die het mogelijk maken:

1° de site van oorsprong, de identiteit van de opdrachtgever en van de houder van het zakelijk recht over deze site te identificeren;

2° de inachtneming van de staalnemingsregels na te gaan;

3° het volume en de kenmerken van de grond te kennen, met inbegrip van de onderzoeksresultaten;

4° de theoretische gebruiksmogelijkheden te kennen in functie van hun karakteristieken.

§ 3. Het grondkwaliteitsverslag voor grond van een vergunde installatie bevat alle gegevens waarmee:

1° de vergunde installatie geïdentificeerd kan worden;

2° de inachtneming van de staalnemingsregels nagegaan kan worden;

3° het staalnummer, het volume en de kenmerken van de grond gekend kunnen worden, met inbegrip van de onderzoeksresultaten;

4° de theoretische gebruiksmogelijkheden gekend kunnen worden in functie van hun karakteristieken.

§ 4. Wanneer de bepalingen van artikel 6, § 2, lid 2, toegepast worden, verantwoordt de deskundige, of de installatie, het hergebruik van de resultaten in het verslag.

**Art. 10.** § 1. Het grondkwaliteitsverslag wordt ter goedkeuring elektronisch verstuurd naar de administratie of naar de opvolgingsinstelling voor een concessie.

Er wordt binnen de twee dagen te rekenen van de ontvangst een bericht van ontvangst van het verslag elektronisch verstuurd.

Binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het verslag wordt de beslissing elektronisch aan de aanvrager gericht, met afschrift aan de houder van een zakelijk recht op de site van oorsprong. Uit die beslissing wordt één van de volgende conclusies afgeleid:

1° ofwel wordt het verslag geweigerd, wanneer het onvolledig is of niet met de geldende bepalingen overeenstemt. De redenen voor de weigering of de onvolledigheid worden in de beslissing opgegeven;

2° ofwel wordt tot de volledigheid en de conformiteit van het verslag geconcludeerd, en wordt een certificaat verstrekt, "certificaat grondkwaliteitscontrole" genoemd overeenkomstig paragraaf 3.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het derde lid van deze paragraaf, kan de aanvrager elektronisch een herinneringsschrijven versturen. Als de aanvrager geen beslissing gekregen heeft bij verstrijken van een nieuwe termijn van vijftien dagen, wordt het certificaat geweigerd geacht.

Voor een concessie licht de opvolgingsinstelling de administratie over de aan haar gerichte herinneringen in.

§ 2. Er staat een beroep tegen de beslissing, bedoeld in paragraaf in, open voor de aanvrager, alsook voor elke persoon, houder van een zakelijk recht op het terrein van oorsprong.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing of, in het geval bedoeld in paragraaf 1, lid 4, van uitblijven van beslissing aan de administratie gericht.

Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep bezorgt de administratie een bericht van ontvangst aan de eiser.

Binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep richt de administratie haar beslissing aan de eiser.

Bij gebreke van beslissing binnen de termijn bedoeld in lid 4 kan de eiser, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, een herinneringsschrijven aan de administratie richten. Als de eiser, bij verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het herinneringsschrijven, geen beslissing gekregen heeft, wordt de aanvankelijke beslissing bevestigd geacht.

§ 3. Het certificaat grondkwaliteitscontrole stelt het soort krachtens dit besluit toelaatbaar gebruik (toelaatbare gebruiken vast) of bepaalt de noodzaak nader om de grond vooraf te behandelen om ze gebruikconform te maken. Bij aanwezigheid, in de grond, van invaderende niet-inheemse plantensoorten, asbestvezels of andere bijzondere grondkenmerken worden de benuttingsvoorwaarden, voorzien bij dit besluit of de referentiegeds, opgegeven.

De minimuminhoud van het certificaat wordt in bijlage 4 omschreven. Elk certificaat is voorzien van een enig referentienummer.

Het certificaat grondkwaliteitscontrole heeft een geldigheidsduur van maximum twee jaar te rekenen van de uitgifte ervan. De geldigheidsduur kan voor een gelijke duur verlengd worden, volgens de procedure vastgesteld in paragraaf 1, als aangetoond wordt dat de grondkenmerken niet gewijzigd zijn sinds de indiening van het grondkwaliteitsverslag.

**Art. 11.** § 1. Er wordt voor de toekenning van een beslissing in verband met het certificaat grondkwaliteitscontrole een dossierrecht geheven.

Het dossierrecht is uiterlijk verschuldigd op de datum waarop de aanvraag ingediend wordt. Het wordt als volgt vastgesteld :

1° 100 euro voor een grondvolume tot 400 m<sup>3</sup>; en

2° 0,06 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume tussen 400 en 10.000 m<sup>3</sup> inbegrepen;

3° 0,03 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume tussen 10.000 en 25.000 m<sup>3</sup> inbegrepen;

4° 0,012 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume tussen 25.000 en 50.000 m<sup>3</sup> inbegrepen;

2° 0,006 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume dat de 50.000 m<sup>3</sup> te boven gaat.

Om de twee jaar wordt het bedrag van het dossierrecht automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is. Het geïndexeerd bedrag wordt naar de hogere eenheid afgerond. Het wordt bekendgemaakt op de portaalsite Leefmilieu van het Waals Gewest, en in het *Belgisch Staatsblad*.

Na advies van de administratie kan de Minister het bedrag van het dossierrecht in functie van de kosten aanpassen. Het aangepast bedrag wordt bekendgemaakt op de portaalsite Leefmilieu van het Waals Gewest, en in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van paragraaf één worden de dossierrechten elk kwartaal geheven voor de kwaliteitscontrole-verslagen uitgaande van de vergunde installaties, enerzijds, en in de gevallen bedoeld in artikel 7, § 2, derde lid, anderzijds. De dossierrechten worden op basis van de in het voorgaand kwartaal opgetelde grondvolumes berekend.

#### HOOFDSTUK III. — *Grondgebruik*

**Art. 12.** Het soort gebruik van de site van oorsprong van de grond wordt op volgende wijze bepaald:

- 1° door de toestand van rechtswege van de site op het gewestplan, op de grondbestemmingskaart of op het plaatselijk beleidsontwikkelingsplan, volgens bijlage 2 bij het decreet;
- 2° door het huidige type gebruik ten opzichte van feitelijke toestand overeenkomstig bijlage 3 bij het decreet;
- 3° door het type natuurlijk of landbouwgebruik, voor de terreinen bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet;
- 4° bij tegenstelling tussen de toestand van rechtswege volgens 1° en het type gebruik volgens 2°, door het minst gevoelige gebruik.

Het soort gebruik van de ontvangende site van de grond wordt op volgende wijze bepaald:

- 1° door de toestand van rechtswege van de site op het gewestplan, op de grondbestemmingskaart of op het plaatselijk beleidsontwikkelingsplan, volgens bijlage 2 bij het decreet;
- 2° door het huidige of overwogen type gebruik ten opzichte van feitelijke toestand overeenkomstig bijlage 3 bij het decreet;
- 3° door het type natuurlijk of landbouwgebruik, voor de terreinen bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet;
- 4° bij tegenstelling tussen de toestand van rechtswege volgens 1° en het type gebruik volgens 2°, door het minst gevoelige gebruik.

De sites die meerdere gebruiken bevatten, worden volgens de gebruiken opgedeeld voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2.

**Art. 13.** § 1. Om gebruikt te worden op een ontvangende site, bevat de grond geen gevaarlijke afvalstoffen en bevatten ze niet, in massa of in volume:

- 1° meer dan 1 % andere dan inerte ongevaarlijke bouwmaterialen of -afvalstoffen;
- 2° meer dan 5% organieke stoffen zoals hout of plantenresten;
- 3° meer dan 5% inerte bouwgruis zoals beton, baksteen, dakpannen, ceramiek, bitumenhoudende materialen;
- 4° meer dan 50% natuursteenachtige materialen zoals rotsgruis.

Voor de weggrond, gebruikt in de ondergrond van een andere weg, wordt het maximaal toegelaten gehalte aan inert bouwgruis, bedoeld in lid 1, 3°, op 10% gebracht.

Bouwgruis en bouwmaterialen die toegelaten worden tegen gehalten bedoeld in lid 1 en lid 2 zijn uitsluitend afkomstig van grond, die afgegraven wordt op de site of de weg van oorsprong.

Het asbestvezelgehalte van grond moet lager zijn dan de drempels, vastgesteld in bijlage 2. De grond waarvoor het asbestvezelgehalte de bovengrens voor de soorten gebruik I, II, III en IV overschrijdt zonder de bovengrens voor soort gebruik V overschrijdt, worden overdekt met een veiligheidsvlies en een laag van minstens één meter grond overeenkomstig artikel 14, of met een bedekking.

§ 2. De grond die niet beantwoordt aan de gebruiksvoorwaarden bedoeld in paragraaf 1 en in artikel 14, § 1, worden in een vergunde installatie voorbehandeld of behandeld om die criteria te bereiken met het oog op het gebruik ervan.

Voor, tijdens en na de voorbehandeling of de behandeling behoudt die grond zijn statuut van grond voor de toepassing van dit besluit. De eventuele restdeeltjes uit de voorbehandeling of de behandeling, zoals inert bouwgruis, de organische stoffen of de materialen van natuursteenachtige oorsprong worden verschillend van de grond behandeld, overeenkomstig het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

**Art. 14.** § 1. Afgegraven grond, ontsmette grond en, in de gevallen bedoeld in artikel 7, § 2, lid 3, grond van plantaardige producties kunnen, wanneer ze overeenkomstig hoofdstuk 2 aan een kwaliteitscontrole onderworpen worden, op een ontvangende site gebruikt worden voorzover hun parameters lager zijn dan volgende waarden:

1° ofwel 80% van de ondergrenswaarden, vastgelegd bij of krachtens het decreet, volgens het gebruik van de ontvangende site of van het betrokken perceel van de ontvangende site. Die waarden worden, in voorkomend geval, aangevuld met ondergrenswaarden vastgelegd in bijlage 2 en de ondergrenswaarden van overeenkomstig artikel 9, § 4, van het decreet niet-genormeerde parameters;

2° ofwel 80% van de bodemconcentraties van de ontvangende site of van het betrokken perceel van de ontvangende site, met inachtneming van volgende voorwaarden :

a) de grond wordt op een site gebruikt met dezelfde soort gebruik of een minder gevoelig gebruik dan de site van oorsprong;

b) de site van oorsprong vertoont gelijkwaardige bodemconcentraties aan die van de ontvangende site en vertoont banden met natuurlijke geochemische anomalieën.

§ 2. Grond van plantaardige producties die onderworpen worden aan een kwaliteitscontrole overeenkomstig artikel 7, § 2, kunnen, onverminderd de bepalingen voorzien in het gebruikscertificaat, op een ontvangende site van het soort landbouwgebruik worden gebruikt.

**Art. 15.** Wanneer de activiteit van grondbenutting wordt uitgevoerd op een site gelegen in een gebruiksgebied van type I, II of IV, kan, tegen hiernavolgende voorwaarden, afgeweken worden van de waarden vermeld in artikel 14 voor het soort gebruik:

1° de grond vertoont de waarden die van toepassing zijn op het soort gebruik V of een lager soort gebruik;

2° een milieuvergunning machtigt specifiek de benutting van grond in afwijking van het soort gebruik overeenkomstig dit besluit;

3° de toplaag van de grond stemt overeen met de waarden die van toepassing zijn op het soort gebruik overeenkomstig artikel 14, § 1, 1°. De dikte van deze laag wordt in de vergunning bepaald, rekening houdend met het toekomstig gebruik van het terrein.

**Art. 16.** Niemand kan een ontwerp bedenken of uitvoeren met het voornemen om de kwaliteitscontrole of de traceerbaarheid van grond kunstmatig te beperken of de betaling van de dossierrechten te vermijden.

Het is verboden, grond van verschillende kwaliteit in of met elkaar en in of met andere stoffen op te lossen dan wel te vermengen om aan de gebruikscriteria voor grond te voldoen, om aan de kwaliteitscontrole of de traceerbaarheid van grond te ontkomen of de betaling van dossierrechten te vermijden.

HOOFDSTUK IV. — *Vervoer en traceerbaarheid van grond*

**Art. 17.** § 1. Van grondverzet wordt vooraf elektronisch kennis gegeven aan de administratie of aan de opvolgingsinstelling voor een concessie.

De kennisgeving voor grondverzet, bedoeld in lid 1, bevat:

- 1° de informatie om de oorsprong van de grond en de bestemmingen te kunnen identificeren;
- 2° de identiteit van de titularis van een zakelijk recht op de ontvangende site;
- 3° de identificatiegegevens van de vervoerders en de grondverwerkers;
- 4° de data voorzien voor het vervoer;
- 5° de referentiegegevens van het certificaat grondkwaliteitscontrole, indien dat vereist is;
- 6° het vergunningsnummer van de installatie, wanneer de grond bestemd is voor een vergunde installatie.

§ 2. De kennisgeving geeft aanleiding, binnen een termijn van vierentwintig uur te rekenen van de ontvangst, wanneer de grond naar een vergunde installatie vervoerd wordt, en van drie dagen te rekenen van de ontvangst in de andere gevallen, tot één van de volgende beslissingen, die elektronisch aan de aanvrager, met kennisgeving van:

- 1° een weigering wanneer de kennisgeving onvolledig is of niet overeenstemt met de geldende bepalingen.

De redenen voor de weigering of de onvolledigheid worden in de beslissing opgegeven;

2° het uitreiken van een document voor grondvervoer dat de verenigbaarheid aantoont van de ontvangende site met de grondkwaliteit vermeld in het grondkwaliteitscertificaat;

3° het uitreiken van een document voor grondvervoer dat de verenigbaarheid aantoont tussen het soort gebruik van de site van oorsprong en het soort gebruik van de ontvangende site in de gevallen waarin een grondkwaliteitscertificaat niet vereist is;

- 4° het uitreiken van een document voor vervoer van grond naar een gemachtigde installatie.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, kan de aanvrager elektronisch een herinneringsschrijven versturen. Als de aanvrager bij verstrijken van een nieuwe termijn, die overeenstemt met lid 1, geen beslissing gekregen heeft, wordt het vervoersdocument geweigerd geacht.

Voor een concessie licht de opvolgingsinstelling de administratie over de aan haar gerichte herinneringen in.

§ 3. Er staat voor de persoon die de kennisgeving verricht, een beroep open tegen de beslissing bedoeld in paragraaf 2.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de beslissing, aan de administratie gestuurd.

Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep bezorgt de administratie een bericht van ontvangst aan de eiser.

Binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep richt de administratie haar beslissing aan de eiser.

Bij gebreke van beslissing binnen de termijn bedoeld in lid 4 kan de eiser, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, een herinneringsschrijven aan de administratie richten. Als de eiser, bij verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het herinneringsschrijven, geen beslissing gekregen heeft, wordt de aanvankelijke beslissing bevestigd geacht.

**Art. 18.** § 1. De grondstalen waarvoor een kwaliteitscontrolecertificaat is uitgereikt kunnen samengebracht worden voor zover ze bruikbaar zijn voor éénzelfde soort gebruik overeenkomstig hoofdstuk 3.

Wanneer geen enkel kwaliteitscontrolecertificaat vereist is, kunnen de grondstalen, bruikbaar voor éénzelfde type gebruik, samengebracht worden in één gemachtigde installatie.

Van het samenbrengen van grond wordt vooraf elektronisch kennis gegeven aan de administratie of aan de opvolgingsinstelling voor een concessie.

§ 2. De kennisgeving van het samenbrengen bedoeld in paragraaf 1 bevat :

- 1° de informatie om de oorsprong van de grond te kunnen identificeren;
- 2° de referentiegegevens van het certificaat grondkwaliteitscontrole, wanneer het vereist is, of, wanneer het niet vereist is, de informatie waarbij het soort gebruik van de terreinen van oorsprong omschreven kan worden.

§ 3. De kennisgeving van het samenbrengen geeft aanleiding, binnen een termijn van vierentwintig uur te rekenen van de ontvangst ervan, één van volgende beslissingen, elektronisch medegedeeld:

1° een weigering wanneer de kennisgeving onvolledig is of niet met de geldende bepalingen overeenstemt. De redenen voor de weigering of de onvolledigheid worden in de beslissing opgegeven;

2° het uitreiken van een document voor het samenbrengen van grond in het geval waarin de samen te brengen stalen verenigbaar zijn in functie van oorsprong en gebruik wanneer een grondkwaliteitscertificaat niet vereist is;

3° het uitreiken van een nieuw certificaat grondkwaliteitscontrole in het geval waarin de kwaliteitscontrolecertificaten voor de samen te brengen minsters erop wijzen dat de grond bruikbaar is op een ontvangend terrein met hetzelfde soort gebruik.

Bij gebreke van beslissing binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, kan de aanvrager elektronisch een herinneringsschrijven versturen. Als de aanvrager bij verstrijken van een nieuwe termijn, die overeenstemt met lid 1, geen beslissing gekregen heeft, wordt het samenbrengen geweigerd geacht.

Voor een concessie licht de opvolgingsinstelling de administratie over de aan haar gerichte herinneringen in.

§ 4. Er staat voor de persoon die de kennisgeving verricht, een beroep open tegen de beslissing bedoeld in paragraaf 3. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de beslissing, aan de administratie gestuurd.

Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep bezorgt de administratie een bericht van ontvangst aan de eiser.

Binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep richt de administratie haar beslissing aan de eiser.

Bij gebreke van beslissing binnen de termijn bedoeld in lid 3 kan de eiser, bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, een herinneringsschrijven aan de administratie richten. Als de eiser, bij verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het herinneringsschrijven, geen beslissing gekregen heeft, wordt de aanvankelijke beslissing bevestigd geacht.

**Art. 19.** Grondverzet van grond van plantaardige producties, vanuit de installatie waar deze grond is voortgebracht, tot aan de ontvangende sites met de status "soort: landbouwgebruik" worden aan een jaarlijkse kennisgeving onderworpen.

Uiterlijk de zestigste dag volgend op het verstrijken van het referentiejaar richt de installatie, bedoeld in vorig lid, de kennisgeving op elektronische wijze aan de administratie of aan de opvolgingsinstelling voor een concessie.

De kennisgeving voor het grondverzet bevat :

1° de informatie om de installatie van oorsprong en de ontvangende sites te kunnen identificeren;

2° de gegevens van de kwaliteitscontrole van de grondstalen, verricht overeenkomstig de registratiebeslissingen uitgereikt ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt;

3° de identificatiegegevens van de vervoerders en de grondverwerkers, per grondstalen;

4° de grondvolumes;

5° de datum waarop het vervoer verricht wordt.

**Art. 20.** De grondverwerker of de exploitant van de vergunde installatie geeft binnen de acht werkdagen volgend op de aankomst ervan, per elektronisch bericht, kennis van de ontvangst van de grond, of van de weigering tot ontvangen ervan, aan de administratie of aan de opvolgingsinstelling voor een concessie. Bij een weigering tot ontvangen van de grond, worden de motieven van de weigering in de kennisgeving opgegeven.

De kennisgeving geeft aanleiding tot het verstrekken, via een elektronisch bericht, van een bericht van ontvangst en, in voorkomend geval, tot een verzoek tot het indienen van aanvullende informatie binnen de drie dagen te rekenen van de ontvangst ervan.

**Art. 21.** De minimuminhoud van de kennisgevingen, bedoeld bij dit hoofdstuk wordt nader bepaald in bijlage 5. De minimuminhoud van het vervoersdocument en van het bericht van ontvangst, bedoeld bij deze afdeling, wordt nader bepaald in bijlage 6.

**Art. 22.** § 1. Voor het versturen van de vervoers- en samenbrengingsdocumenten wordt een dossierrecht geheven.

Het dossierrecht is uiterlijk verschuldigd op de datum van de kennisgeving, en dekt de kosten voor het beheer en het attest van gebruiksverenigbaarheid.

Het dossierrecht wordt vastgesteld als volgt.

— voor de kennisgeving van het samenbrengen van grond overeenkomstig artikel 18 : 25 euro;

— voor de kennisgeving van het verzet van afgegraven grond:

25 euro voor een grondvolume tot 400 m<sup>3</sup>;

0,17 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume tussen 400 en 10.000 m<sup>3</sup>;

0,11 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume tussen 10.000 en 25.000 m<sup>3</sup>;

0,09 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume tussen 25.000 en 50.000 m<sup>3</sup>;

0,05 euro per m<sup>3</sup> op het deel van het grondvolume dat de 50.000 m<sup>3</sup> te boven gaat.

Om de twee jaar wordt het bedrag van het dossierrecht automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is. Het geïndexeerd bedrag wordt naar de hogere eenheid afgerond. Het wordt bekendgemaakt op de portaalsite Leefmilieu van het Waals Gewest, en in het *Belgisch Staatsblad*.

De Minister kan het bedrag van het dossierrecht in functie van de kosten aanpassen. Het aangepast bedrag wordt bekendgemaakt op de portaalsite Leefmilieu van het Waals Gewest, en in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van paragraaf één worden de dossierrechten elk kwartaal geheven voor de vergunde installaties en voor de installaties die grond van plantaardige producties in de gevallen bedoeld in artikel 7, § 2, lid 3. De dossierrechten worden op basis van de in het voorgaand kwartaal opgetelde grondvolumes berekend.

In afwijking van paragraaf één worden de dossierrechten jaarlijks geheven voor de grond van plantaardige producties in de gevallen bedoeld in artikel 7, § 2, lid 2. De dossierrechten worden op basis van de in het voorgaand kwartaal opgetelde grondvolumes berekend.

**Art. 23.** Elk voertuig dat grond vervoert, beschikt over het grondvervoersdocument bedoeld in artikel 17, minstens in tweevoudig exemplaar, ingevuld met het registratie- en erkenningsnummer van de vervoerder, vertrekuur vanuit de site van oorsprong of van de installatie, en aankomstuur bij bereiken van bestemming.

De vervoerder verstrekt een exemplaar van het grondvervoersdocument, gedagtekend en ondertekend, aan de bestemming van de grond, en bewaart, minstens vijf jaar, een exemplaar van het grondvervoersdocument, gedagtekend en onderkend door de bestemming.

Na advies van de administratie en van de ambtenaar belast met het toezicht kan de Minister elektronische toepassingen opleggen of erkennen die uitgerust zijn met de functionaliteiten en de garanties om de doelstellingen van dit artikel te bereiken en een opvolging in werkelijke tijd en een a posteriori traceerbaarheid van het grondverzet te garanderen.

**Art. 24.** Het samen bewaren van de certificaten, de kennisgevingen, de vervoersdocumenten en de berichten van ontvangst dient als register voor wat de grond betreft, wanneer een persoon een register of een boekhouding van de afvalstoffen moet houden ter uitvoering van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning of van de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK V. — *Verantwoordelijkheden in het grondbeheer*

**Art. 25.** De uitvoering van de kwaliteitscontrole voor afgegraven aarde en het verkrijgen van het kwaliteitscontrolecertificaat voor grond is een verplichting die in onderstaande volgorde aan volgende personen wordt opgelegd:

1° de aannemer, in geval van overeenkomst vallend onder de wet van 9 juli 1971 tot regeling van de woningbouw en de verkoop van te bouwen of in aanbouw zijnde woningen;

2° bij gebreke van een aannemer, de projectontwikkelaar voor een projectontwikkeling;

3° bij gebreke van een aannemer en een projectontwikkelaar, de bouwheer.

**Art. 26.** De kennisgeving van het verzet van afgegraven grond vanuit de site van oorsprong is een taak die opgelegd wordt aan de persoon, verantwoordelijk voor het afvoeren van de grond is de persoon, die beslist over de bestemming ervan en het vervoer ervan verricht of laat verrichten.

De kennisgeving van het verzet van grond vanuit een vergunde installatie is een taak die opgelegd wordt aan de persoon, verantwoordelijk voor het afvoeren van de grond.

De kennisgeving van het verzet van grond vanuit een installatie die grond van plantaardige producties voortgebracht heeft, is een taak die opgelegd wordt aan genoemde installatie.

**Art. 27.** § 1. De offerteaanvraag en het bestek voor de aanneming van werken, met inbegrip van het beheer van de afgegraven grond, bevatten één of meerdere posten die verband houden met het beheer van af te voeren of in ontvangst te nemen grond, rekening houdend met de bepalingen van dit besluit.

Het kwaliteitscontrolecertificaat voor grond wordt bij iedere offerteaanvraag, ieder bijzonder bestek voor de uitvoering van de werken gevoegd of, in het geval van kadercontracten, uiterlijk medegedeeld bij de bestelling van werken.

§ 2. De offerte en de factuur die verband houden met de uitvoering van werken, met inbegrip van het beheer van afgegraven grond, vermelden de kosten voor dat beheer.

Het afschrift van de document, medegedeeld of uitgereikt ter uitvoering van dit besluit, wordt bij de factuur gevoegd.

**Art. 28.** Onverminderd de bepalingen die krachtens dit decreet genomen moeten worden, moet de persoon die de werken uitvoert, bij het aantreffen van bodemverontreiniging tijdens de kwaliteitscontrole of bij het aantreffen of zich voordoen ervan tijdens de duur van de werf, onmiddellijk de bouwheer, de exploitant of degene die het terrein bewaakt, verwittigen. De site wordt als verdacht beschouwd.

HOOFDSTUK VI. — *Administratieve en financiële bepalingen*

**Art. 29.** De administratie verricht de certificering inzake de kwaliteitscontrole en de opvolging van het grondbeheer.

De Regering kan de taken, omschreven in artikel 5, § 3, lid 1, van het decreet, geheel of ten dele in concessie geven aan één of meerdere opvolgingsinstellingen die handelen onder de controle van de administratie.

**Art. 30.** De opvolgininstelling beantwoordt minstens aan volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° zijn maatschappelijke zetel of minstens een vestigingseenheid in het Waalse Gewest hebben;

3° het taalgebruik in acht nemen in alle betrekkingen met de administratie en met de personen, betrokken bij de in concessie gegeven opdracht(en);

4° op homogene wijze het gehele Waalse grondgebied dekken en gelijke en niet-discriminerende voorwaarden toepassen;

5° noch rechtstreeks noch onrechtstreeks activiteiten uitoefenen inzake productie, kwaliteitscontrole of grondbeheer, geen bouwheren en ondernemingen, of hun personeel, betrokken bij zulke activiteiten, tellen in zijn structuren en algemeen onafhankelijkheids- en onpartijdigheidsgaranties vertonen die voldoende zijn voor de zorgvuldige uitvoering van zijn taak;

6° onder de stichters en de personen die voor de concessiehouder verbintenissen mogen aangaan, enkel personen tellen die hun burgerlijke en politieke rechten genieten en niet zijn veroordeeld voor inbreuken op de leefmilieuwetgeving in de Europese Unie;

7° een analytische boekhouding voeren, eigen voor de uitvoering van de in concessie gegeven taak (taken), volgens de regels die naar Belgisch recht gelden;

8° beschikken over voldoende middelen om zijn in concessie gegeven taak (taken) uit te voeren;

9° een borgstelling samenstellen ten bate van het Waalse Gewest, ter hoogte van een bedrag dat overeenstemt met zes maanden omzet tot stand gekomen wegens de in concessie gegeven taak (taken);

10° gedekt zijn door een aansprakelijkheidsverzekeringscontract voor de in concessie gegeven taak (taken);

11° bij machte zijn, om binnen de zes maanden na de toewijzing van de concessie, de in concessie gegeven taak (taken) uit te voeren, en met name het oprichten van de vereniging zonder winstoogmerk, de ontwikkeling van de noodzakelijke informaticatools en gegevensbanken, de beschikking over gedetailleerde procedures en typedocumenten die ten uitvoer worden gebracht;

12° de administratie vooraf ter goedkeuring voorleggen: de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk, de noodzakelijke informaticatools en gegevensbanken, de gedetailleerde procedures en typedocumenten die ten uitvoer worden gebracht, evenals iedere wijziging daarin;

13° ervoor zorgen dat over alle vragen waarbij zij betrokken zijn, een regelmatige dialoog onderhouden wordt met de vertegenwoordigers van de sectoren en instellingen bedoeld in artikel 33;

14° zich ertoe verbinden, de Administratie iedere overtreding inzake leefmilieu, en meer bepaald het grondbeheer, waarvan hij kennis zou hebben in de uitoefening van de in concessie gegeven activiteiten, mede te delen.

Het bestek kan de bepalingen, van toepassing op de opvolgingsinstelling, nader bepalen en aanvullen om de doelstellingen van dit besluit te bereiken. Hij bepaalt de minimumduur van de concessie, die niet minder kan bedragen dan vijf jaar. Hij bepaalt de specifieke regels die van toepassing zijn wanneer meerdere opvolgingsinstellingen worden aangewezen om dezelfde taak (taken) uit te voeren.

**Art. 31.** De administratie wordt door de opvolgingsinstelling als waarnemer uitgenodigd op de vergaderingen van de statutaire organen. Op verzoek van eerstgenoemde verstrekt zij alle nadere inlichtingen en informatie ter uitvoering van haar controletaak (-taken).

De gegevens voortvloeiend uit de uitoefening van de activiteiten, toevertrouwd aan de opvolgingsinstelling, worden in werkelijke tijd ter beschikking gesteld van de administratie en van de ambtenaar belast met het toezicht, onder een formaat, goedgekeurd door laatstgenoemden. Deze gegevens worden ingevoerd in de gegevensbank betreffende de toestand van de bodems.

De instelling kan periodiek aan een evaluatie, met name van haar financiën en haar werking, worden onderworpen.

De opvolgingsinstelling stelt een jaarverslag op, met inbegrip van de statistische gegevens betreffende de behandelde dossiers en kennisgevingen, de verwerkingstermijnen, met onderscheid van, met name, de stromen en soorten grond, de productie-oorsprong en de nadere beheerswijzen, met hun evolutie en de perspectieven. Dat verslag wordt aan de Minister overgemaakt, met advies van het technisch comité.

**Art. 32.** De dossierrechten, verschuldigd ter uitvoering van dit besluit, bezoldigen voornamelijk de opvolgingsinstelling voor de uitvoering van de in concessie gegeven taken.

Vijftien percent van de dossierrechten worden door de opvolgingsinstelling als administratieve en toezichtsgebonden kosten, in het begrotingsfonds in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit gestort, genaamd "Fonds pour la gestion des déchets" (Fonds voor afvalbeheer), opgericht binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest. Het bestek voor de concessieovereenkomst gaat in op de nadere bepalingen daarvan.

**Art. 33.** Er wordt een technisch comité opgericht. Bedoeld comité brengt, binnen een maximumtermijn van veertig dagen, een technisch advies uit over ieder vraagstuk in verband met het beheer van grond en bouwafval dat aan bedoeld comité voorgelegd wordt door de Minister, de administratie of de opvolgingsinstelling. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Bedoeld comité vergadert in de lokalen van de administratie of, in voorkomend geval, van de opvolgingsinstelling en telt onder zijn leden minstens deskundigen die volgende sectoren en instellingen vertegenwoordigen:

- de bouwsector en de civieltechnische sector;
- de sector bodemsaneringen;
- de « Union des Villes et Communes de Wallonie » (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten);
- het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst;
- de sector bouwafvalbeheer;
- de extractieve sector;
- de architecten en de ingenieurskantoren;
- de referentielaboratoria;
- de SPAQuE;
- de administratie.

De voorzitter van het technisch comité wordt door de Minister aangewezen, voor een duur van drie jaar.

Het huishoudelijk reglement van het comité kan nadere bepalingen inzake werking en samenstelling bevatten; het wordt door de Minister goedgekeurd.

#### HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingsbepalingen*

##### *Afdeling 1. — Wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1982 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen*

**Art. 34.** Artikel 60 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen wordt vervangen met een lid 2, luidend als volgt:

« Voor de grond vermeldt het register de referentienummers van de grondcontrolecertificaten en de documenten voor het vervoer en/of het samenbrengen van grond, vereist ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake.

In afwijking van lid 2 dient het samen bewaren van de gezamenlijke certificaten, kennisgevingen en vervoersdocumenten bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake als register voor de grond betreft. »

**Art. 35.** Artikel 65 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 en 13 juli 2017, wordt aangevuld met een lid 2, luidend als volgt:

"In afwijking van lid 1 dient de kennisgeving van het grondverzet verricht overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen als aangifte."

*Afdeling 2. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus*

**Art. 36.** In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 7 van de inleiding worden de woorden “voldoet aan de referentiekenmerken van de niet-vervuilde grond vermeld in bijlage II, punt 1, bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt” vervangen door de woorden “overeenstemt met de gebruiksvoorwaarden vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen”;

b) in de inleiding wordt er een punt 8 ingevoegd, luidend als volgt:

“8. De classificatie van de afvalstoffen bedoeld onder 17 05 03 als gevaarlijke afvalstoffen heeft geen betrekking op het beheer van de afvalstoffen die de toepassingscriteria in acht nemen voor de aanvaarding in een ingravingscentrum van de generische klassen 2 of 5.2 vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van de afvalstoffen in technische ingravingscentra.”.

*Afdeling 3. — Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt*

**Art. 37.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° Wetboek : Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling »;

b) punt 7° wordt opgeheven;

c) het wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt:

« 8° QUALIROUTES : type-bestek QUALIROUTES, geldend op de datum van het gebruik van de afvalstoffen, bekendgemaakt op de portaal-site van Wallonië.”.

**Art. 38.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid wordt de persoon die grond en natuursteenachtige materialen verwerkt in een aangifteplichtige of milieuvergunningplichtige installatie voor grondopvulling overeenkomstig artikel 11, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen niet vrijgesteld van de aangifte of van de vergunning voor de installatie als zij een registratie verkrijgt overeenkomstig dit besluit.”.

**Art. 39.** In artikel 3 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 1°, a) en c), worden de woorden “Europese Gemeenschap” telkens vervangen door de woorden “Europese Unie”;

2° in paragraaf 1, 1°, c), worden de woorden “op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, op Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen” ingevoegd tussen de woorden “binnen de Europese Gemeenschap,” en de woorden “het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen”;

3° in paragraaf 1, 2°, wordt de zinsnede “indien het om een rechtspersoon gaat onder de vorm van een handelsvennootschap” vervangen door de woorden vervangen door de zinsnede “indien het om publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon gaat”;

4° in paragraaf 1, 2°, a), worden de woorden “Europese Gemeenschap” vervangen door de woorden “Europese Unie”;

5° in paragraaf 1, 2°, b), worden de woorden “leden van de beheersorganen ervan” ingevoegd tussen de woorden “bestuurders,” en “beheerders”, en de woorden “en de leden van zijn personeel verantwoordelijk voor de verrichtingen waarvoor de registratie wordt aangevraagd” worden ingevoegd tussen de woorden “de vennootschap” en de woorden “kunnen binden”;

6° in paragraaf 1 wordt punt 3° opgeheven;

7° in paragraaf 2, lid 2, 1°, b) en d), worden de woorden “bewijs van goed zedelijk gedrag” telkens vervangen door de woorden “uittreksel uit het strafregister”;

8° in paragraaf 2, lid 2, 1°, c) wordt het woord “handelsregisternummer” vervangen door de woorden “identificatienummer, verstrekt door de Kruispuntbank der Ondernemingen”;

9° in paragraaf 2, tweede lid, 1°, wordt d) opgeheven;

10° in paragraaf 2, lid 2, 2°, worden de woorden de zinsnede “indien het om een rechtspersoon gaat onder de vorm van een handelsvennootschap” vervangen door de woorden vervangen door de zinsnede “indien het om publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon gaat”;

11° in paragraaf 2, lid 2, 2°, wordt c) vervangen als volgt:

« c) de namenlijst van de natuurlijke personen die de rechtspersoon kunnen binden, en van de personeelsleden verantwoordelijk voor de verrichtingen waarvoor de registratie wordt aangevraagd”;

12° in paragraaf 2, lid 2, 2°, wordt e) vervangen als volgt:

“e) een uittreksel uit het strafregister van de rechtspersoon”;

13° in paragraaf 2, lid 2, 2°, wordt f) vervangen als volgt:

« f) het identificatienummer verstrekt door de Kruispuntbank der Ondernemingen of een gelijkwaardige registratie; »;



14° in paragraaf 3, worden twee leden, luidend als volgt, ingevoegd tussen het tweede lid en het derde lid:

“De aanvraag is onontvankelijk als ze twee maal onvolledig wordt geacht. De administratie licht de aanvrager in over de onontvankelijkheid van de aanvraag, overeenkomstig lid 2.

De administratie kan aanvullende informatie opvragen tijdens de procedure van behandeling van de aanvraag. De termijn vastgesteld in lid 2 wordt verlend met de termijn waarin de aanvrager de vraag van de administratie beantwoordt.”;

15° de paragrafen 4 en 5 worden opgeheven.

**Art. 40.** In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

“§ 1. Onverminderd de beperkingen bedoeld in de artikelen R.164 tot R.168 van het Waterwetboek en de bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling kunnen de afvalstoffen bedoeld in bijlage I verwerkt worden door de personen die volgens de procedure geregistreerd zijn en met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij dit besluit.”.

**Art. 41.** In artikel 5 van hetzelfde Boek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “voorzien van een kruisje in kolom 3 van bijlage I” en “de zevende kolom van” opgeheven;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een nummer 7° luidend als volgt:

“7° voor grond, de nummers van de certificaten voor kwaliteitscontrole, vervoer en ontvangst van grond verstrekt ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen als aangifte.”;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Die informatie wordt opgetekend in registers, gedurende tien jaar bewaard ter beschikking van de ambtenaar belast met het toezicht, de administratie en de opvolgingsinstelling aangewezen ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen als aangifte.”;

4° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven;

5° paragraaf 4 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

“Het samen bewaren van de kennisgevingen van grondverzet, het samenbrengen van grond en van de grondvervoersdocumenten bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake als register voor de grond betreft, geldt als register voor wat betreft de grond bedoeld bij dit besluit.”.

**Art. 42.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

« §. 1. Onverminderd de verplichting tot registratie vereisen de verwerking van de afvalstoffen gevolgd door een kruisje in de kolom « gebruikscertificaat » van bijlage I en de verwerking van ongevaarlijke afvalstoffen die de Minister bepaalt overeenkomstig artikel 13 een gebruikscertificaat voor die afvalstoffen, verstrekt door de Minister.

De aanvraag voor het gebruikscertificaat wordt, in enkelvoudig exemplaar, per aangetekend schrijven ingediend of tegen ontvangstbewijs overgemaakt overeenkomstig het model vermeld in bijlage IV.

Het certificaat, verstrekt aan de exploitant van de installatie die de afvalstoffen produceert, komt eveneens ten goede aan de gebruiker van die afvalstoffen voor zover laatstgenoemde overeenkomstig dit besluit geregistreerd is.

De gebruikscertificaten worden bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, overeenkomstig artikel 3, § 3, lid 4.”.

**Art. 43.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

« Onverminderd de beperkingen bedoeld in de artikelen R.164 tot R.168 van het Waterwetboek en onverminderd de bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening kan de Minister, voor iedere persoon die een registratieaanvraag indient volgens de procedure vastgesteld bij dit besluit, de verwerking van in bijlage I onvermeld gelaten ongevaarlijke afvalstoffen begunstigen, evenals andere verwerkingen van ongevaarlijke afvalstoffen dan die bepaald in bijlage I. Die registratie wordt toegekend voor een maximumduur van vijf jaar.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “bij aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij aangetekende zending”;

3° paragraaf 6 wordt aangevuld met de twee volgende leden :

« De beslissing gaat nader in op de bijzondere in acht te nemen voorwaarden.

Ze wordt, overeenkomstig artikel 3, § 3, lid 4, bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.”.

**Art. 44.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. § 1. Op basis van een proces-verbaal tot vaststelling van een overtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, van het fiscaal decreet van 22 maart 1997 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen, van Verordening (EG) nr.1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende het bodembeheer en de bodemsanering en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten of van elke andere gelijkwaardige wetgeving van een Lid-Staat van de Europese Unie of als de verplichtingen voortvloeiend uit de registratie niet in acht genomen worden, kan de erkenning geschrapt of geschorst worden nadat de drager van de verplichtingen de mogelijkheid heeft gekregen om zijn verweermiddelen te laten gelden en om binnen een bepaalde termijn orde op zaken te stellen. In geval van bijzonder gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de registratie opgeschort of geschrapt worden zonder enige termijn.

De beslissing tot opschorting of schrapping wordt door de administratie genomen als het een registratie betreft, verstrekt krachtens artikel 2, en nadat het advies is ingewonnen van de ambtenaar belast met het toezicht. De beslissing wordt door de Minister genomen als het een registratie betreft, verstrekt krachtens artikel 13, en nadat het advies is ingewonnen van de ambtenaar belast met het toezicht.

§ 2. De overheid, bevoegd voor het verstrekken van de registratie en het gebruikscertificaat, kan, in onderstaande gevallen, te allen tijde de bijzondere voorwaarden die gepaard gaan met de registratiebeslissing en het gebruikscertificaat, aanvullen of wijzigen:

1° de voorwaarden zijn niet meer geschikt om de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken voor mens of leefmilieu te voorkomen of te beperken;

2° dit blijkt nodig om te zorgen voor de inachtneming van de door de Regering bepaalde immissienormen;

3° dit blijkt nodig voor het toezicht en de traceerbaarheid van de verrichten van de afvalstoffenverwerking;

4° de verwerking blijkt in te druisen tegen de hiërarchie van de behandelingswijzen, bepaald in artikel 1, § 2, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

§ 3. Elke beslissing genomen krachtens de paragrafen 1 of 2 wordt per aangetekende zending aan betrokkene meegedeeld.

De wijziging, de opschorting of de schrapping van de registratie of het gebruikscertificaat wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. ».

**Art. 45.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 14/1, luidend als volgt :

« Art. 14/1. Bij ieder vervoer van afvalstoffen, verwerkt overeenkomstig een registratie verstrekt krachtens dit besluit, gaat een afschrift van de registratie en, in voorkomend geval, van het gebruikscertificaat. »

**Art. 46.** In bijlage I bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de kolom « Voorraadboekhouding » vervalt en de titellijn wordt vervangen door volgende lijn:

Code (verwerking)	Aard van de afval	Gebruikscertificaat	Omstandigheden van productie / verwerking van afvalstof	Typering verwerkte afvalstof	Gebruikswijze (met inachtneming Wetboek Ruimtelijke Ordening en Waals Regeringsbesluit van 5 juli 2018 beheer en traceerbaarheid grond)
-------------------	-------------------	---------------------	---	------------------------------	---

b) wat betreft het eerste gebruiksdomein :

1° de lijnen betreffende codes 170504, 191302 en 020401 worden vervangen door de volgende lijnen :

170504	Afgegraven grond		Grond van ontginningsindustrie, inrichting en aanleg van sites of civieltechnische bouwwerken	Grond die voldoet aan besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake	Gebruik in overeenstemming met besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake
191302-TD	Ontsmette grond		Grond die (voor)behandeling onderging, en uit een vergunde installatie voor de behandeling van verontreinigde grond	Grond die voldoet aan besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake	Gebruik in overeenstemming met besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake
020401-VEG1	Grond van plantaardige producties		Grond uit wassen of mechanische behandeling op vibrerende tafel voor bieten, aardappelen en andere producties van veldgroenten	Grond in overeenstemming met registratiebeslissingen	Gebruik als landbouwsoort in overeenstemming met besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake

020401-VEG2	Grond van plantaardige producties		Grond uit wassen of mechanische behandeling op vibrerende tafel voor bieten, aardappelen en andere producties van veldgroenten	Grond die voldoet aan besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake	Gebruik als landbouwsoort in overeenstemming met besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake
-------------	-----------------------------------	--	--	--	---

2° een lijn, luidend als volgt, wordt tussen de lijn met code 170504 en de lijn met code 191302 ingevoegd :

170504-VO	Grond van wegen		Grond van wegen die voldoet aan besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake	Grond die voldoet aan besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake	Gebruik voor wegen in overeenstemming met besluit Waalse Regering 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake
-----------	-----------------	--	--	--	--

3° voor code 010102 worden de woorden "PTV401" vervangen door de woorden "PTV411" in de kolom betreffende de kenmerken van de benutte afvalstof;

4° voor codes 010409I en 170506AII worden de woorden "PTV400" telkens vervangen door de woorden "PTV411" in de kolom betreffende de kenmerken van de benutte afvalstof;

5° voor codes 190307, 170302B, 100202, 100202LD, 100202EAF, 100202S en 100998 worden de woorden "RW99" telkens vervangen door de woorden "Hoofdstuk C van Qualiroutes" in de kolom betreffende de kenmerken van de benutte afvalstof;

6° de lijn betreffende code 190112 wordt vervangen als volgt:

190112	Bodemas	X	Vaste materialen, voortgebracht door een installatie voor zeven, scheiding van metalen en rijping van ongereinigde bodemassen uit vergunde eenheden voor afvalverbranding en die niet gemengd zijn met vlieg-as of assen onder verbrandingsketels en die de kwaliteitsgarantietest in bijlage III in acht nemen	Stoffen die voldoen aan hoofdstuk C van Qualiroutes en aan de conformiteitstest bedoeld in bijlage II.3	- Gebruik in het kader van wegwerkzaamheden, in onderfunderingen en funderingen van wegen - Inrichting en rehabilitatie van technische ingravingscentra overeenkomstig de milieuvergunning van de site
--------	---------	---	---	---	---

7° voor code 170506A2 worden, in de laatste kolom, de woorden "wet van 12 juli 1976" vervangen door de woorden "wet van 12 juli 1973";

c) Wat betreft het tweede gebiedsdomin :

1° voor codes 100202B2, 100202LD2, 100202EAF2, 100201S2 en 190112II, worden de woorden "RW99" telkens vervangen door de woorden "Hoofdstuk C van Qualiroutes" in de kolom betreffende de kenmerken van de benutte afvalstof;

2° de lijnen betreffende codes 100202B, 100102 en 010413IIA worden vervangen door de volgende lijnen :

100202B	Onverwerkte slakken.		Stoffen uit een vergunde conditioneringsinstallatie die slakken gebruikt, afkomstig van de productie van gietijzer als basisstof	Slakken waarmee een cement of een hydraulisch bindingsmiddel kan worden aangeemaakt, houder van een EG-certificering	Voorbereiding van cement of van een hydraulisch bindingsmiddel volgens één van de volgende normen : - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 en -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368 - NBN EN 15743
---------	----------------------	--	--	--	---

100102	Vliegas		Vliegas uit de elektriciteitsproductie van thermische centrales die steenkool als brandstof gebruiken	Vliegas met puzzolanische eigenschappen waarmee een cement of een hydraulisch verbindingsmiddel kan worden aangemaakt, houder van een EG-, BENOR, of gelijkwaardige certificering	Vorbereitung van cement of van een hydraulisch verbindingsmiddel volgens één van de volgende normen : - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 en -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368
010413IIA	Kalkfillers		Kalkstofdeeltjes uit het houwen, zagen en bewerken van natuursteen	Kalkfillers waarmee een cement of een hydraulisch verbindingsmiddel kan worden aangemaakt, houder van een EG-, BENOR, of gelijkwaardige certificering	Vorbereitung van cement of van een hydraulisch verbindingsmiddel volgens één van de volgende normen : - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 en -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368
060904IIA	Fosforgips en citrogips		Fosforgips en citrogips uit, respectievelijk, de aanmaak van fosforzuur en citroenzuur	Fosforgips en citroengips die voldoen aan de gebruikscriteria vastgesteld door de cementnijverheid	Regulator voor het harden van cement en hydraulische verbindingsmiddelen volgens één van de volgende normen : - NBN EN 197-1 - NBN EN 413-1 - NBN EN 13282-1 en -2 - NBN EN 14216 - NBN EN 15368 - NBN EN 15743

**Art. 47.** In bijlage II bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 mei 2014 en 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste en het tweede punt worden opgeheven.

2° in punt 3 worden de tabellen, opgenomen in de punten A en B, vervangen door volgende tabellen :

A. Uitlogingsproef :

«

Parameters	Drempelwaarde	Eenheden	Analytische methode
Metalen			
Sb	0,3	mg/kg D.S. (1)	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Al	2 000	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
As (tot)	0,8	mg/kg D.S.	ISO 17378-2
Cd	0,03	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Co	0,25	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Cr (tot)	0,5	mg/kg D.S.	ISO 9174
Cr (VI)	0,05	mg/l	ISO 11083 NBN EN ISO 18412

Parameters	Drempel-waarde	Eenheden	Analytische methode
Cu	5,0	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Hg	0,02	mg/kg D.S.	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	2,2	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Mo	1,8	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Ni	1,8	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Ti	2,4	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Zn	4,0	mg/kg D.S.	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Alkaline			
K	1 700	mg/kg D.S.	NBN EN ISO 11885 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Zouten			
Cl.	6 000	mg/kg D.S.	NBN EN ISO 10304-1
CN-	0,2	mg/kg D.S.	NBN EN ISO 14403-2
F-	20,0	mg/kg D.S.	NBN EN ISO 10304-1
SO42-	4 000	mg/kg D.S.	NBN EN ISO 10304-1
Overige parameters (5)			

».

B. Proeven op de samenstelling van het brutostaal:

«

Parameters	Drempel-waarde	Eenheden	Analytische methode
Organische verbindingen (2)			
Extraheerbare koolwaterstoffen (C10 à C40)	1 500	mg/kg D.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (4)	7,0	mg/kg D.S.	NBN EN 6979
MAK's (BTEX)	2,1	mg/kg D.S.	NBN EN ISO 15009 NBN EN ISO 22155
Totale APK's (6 van Borneff)	4,3	mg/kg D.S.	ISO 13877 NBN EN 15527 ISO 18287
Totale PCB's(28,52,101,118,138,153,180)	0,2	mg/kg D.S.	ISO 10382 EN 15308 EN 16167
Overige parameters (5)			

».

**Art. 48.** In hetzelfde besluit wordt bijlage III, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, wordt 1 vervangen als volgt:

« Bijlage III

Proef voor de kwaliteitswaarborg van afvalstoffen voor sommige specifieke gebruiken en voor de behandelde bodemassen en behandelde afgeleiden ervan, vermengd met een hydraulisch bindmiddel.

A. Uitlogingsproef :

Deze proef wordt uitgevoerd met norm NBN EN 12457-2 of 4 voor onderstaande parameters en moet door een erkend laboratorium worden verricht:

Parameters	Drempelwaarde	Eenheden	Analytische methode
PH	7 - 12		NBN EN ISO 10523
Geleidbaarheid	6 000	µS/cm	ISO 7888
Metalen			
S	0,2	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Al	2 000	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
As (tot)	0,1	mg/l	ISO 17378-2
Cd	0,1 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Co	0,1	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Cr (VI)	0,1 (*)	mg/l	ISO 11083 NBN EN ISO 18412
Cu	2,0 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Hg	0,02 (*)	mg/l	NBN EN ISO 12846 NBN EN ISO 17852
Pb	0,2 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Mo	0,15	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Ni	0,2 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Ti	2,0	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2

Parameters	Drempelwaarde	Eenheden	Analytische methode
Zn	0,9 (*)	mg/l	EN ISO 15586 NBN EN ISO 11885 NBN EN ISO 17294-1 NBN EN ISO 17294-2 Bereidingsmethodes in associatie met ISO15587-1 en 15587-2
Stikstofverbindingen			
NO22-	3,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1 ISO 15923-1 NBN EN ISO 13395
NH4+	50,0	mg/l	NBN EN ISO 11732 ISO 15923-1
Zouten			
Cl.	500,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
CN-	0,46	mg/kg D.S. (1)	NBN EN ISO 14403-2
F-	5,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
SO42-	1 000,0	mg/l	NBN EN ISO 10304-1
Overige parameters (4)			

(\*) som van de concentratie van deze metalen moet lager zijn dan 5 mg/l

B. Proef op de samenstelling van het brutostaal:

Parameters	Drempelwaarde	Eenheden	Analytische methode
Organische verbindingen (2)			
Extraheerbare koolwaterstoffen (C10 à C40)	1 500	mg/kg D.S.	ISO 16703 NBN EN 14039
EOX (3)	7	mg/kg D.S.	NBN 6979
Overige parameters (4)			

Opmerkingen:

(1) D. S. : droge stoffen.

(2) enkel uit te voeren als hun aanwezigheid duidelijk wordt via gaschromatografie-massaspectrometrie (GCMS).

(3) extraheerbare halogeenhoudende koolwaterstoffen.

(4) de administratie kan, bij de behandeling van de aanvraag, vragen naar de bepaling van organieke of inorganieke bijzondere elementen of verbindingen.”.

Art. 49. In hetzelfde besluit wordt bijlage III, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, vervangen als volgt:

« **Bijlage V**

**1. REGISTRATIEAANVRAAGFORMULIER  
 VOOR DE VERWERKING VAN AFVALSTOFFEN OPGENOMEN IN BIJLAGE 1 VAN HET  
 WAALSE REGERINGSBESLUIT VAN 14 JUNI 2001 WAARBIJ DE NUTTIGE TOEPASSING VAN  
 SOMMIGE AFVALSTOFFEN BEVORDERD WORDT**

GEBRUIKSDOMEIN : CIVIELTECHNISCHE WERKEN.

**Identiteit van de aanvrager :**

**Natuurlijke persoon :**

HERNIEUWINGSAAINVRAAG : Werd u reeds geregistreerd JA/NEEIndien JA, huidig  
 registratienummer opgeven: .....

Naam, voornaam :		.....
Geboortedatum en -plaats :		.....
Nationaliteit :		.....
<u>Adres:</u>		
Straat :		NR. ... Bus : .....
.....		.....
Postcode :	Gemeente:	.....
.....	.....	.....
Land:		
.....		.....
Tel. kantoor :	Fax kantoor :	.....
.....	.....	.....
Email:		
.....		
Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen :		
.....		



**Rechtspersoon :**

HERNIEUWINGSAAINVRAAG : Werd u reeds geregistreerd JA/NEE Indien JA, huidig  
registratienummer opgeven : .....

Benaming : .....	
Rechtsvorm (NV / bvba / ...) : .....	
Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen : .....	
<b><u>Adres van de maatschappelijke zetel :</u></b>	
Straat : ..... NR. ... Bus : .....	
Postcode : .....	Gemeente: .....
Land: .....	
Tel.: .....	Fax : .....
<b><u>Adressen van de bedrijfszetels :</u></b>	
Straat : ..... NR. ... Bus : .....	
Postcode : .....	Gemeente: .....
Tel. kantoor : .....	Fax kantoor : .....
Straat : ..... NR. ... Bus : .....	
Postcode : .....	Gemeente: .....
Tel. kantoor : .....	Fax kantoor : .....

**IDENTIFICATIE AFVALSTOFFEN :**

Tegenover code betrokken afvalstof(fen) kruisje zetten

<b><u>Voorwerp van de aanvraag</u></b>	<b><u>Code verwerking</u></b>	<b><u>Aard van de afvalstoffen</u></b>
GEBRUIKSDOMEIN : Civieltechnische werken.		
	170504	Afgegraven grond
	170504-VO	Grond van wegen
	191302-TD	Ontsmette grond
	020401-VEG1	Grond van plantaardige producties voor een soort landbouwgebruik
	020401-VEG2	Grond van plantaardige producties
	010102	Steenachtige materialen in natuurlijke toestand

	010409I	Natuurzandsteen
	010408	Korrelachtige steenachtige stoffen
	170101	Betongranulaat
	170103	Granulaat metselgruis
	170302A	Granulaat koolwaterstofhoudende wegbedekkingen
	190307(*)	Bitumineuze granulaatverbindingen of gefreesde delen voor wegbedekkingen
	170302B	Granulaat of gefreesde delen van koolwaterstofhoudende wegbedekkingen
	190112	Bodemas
	100202	Onverwerkte slakken.
	100202LD	Onbehandelde slakken LD
	100202EAF	Onbehandelde slakken EAF
	100202S	Onbehandelde ontzwavelingsslakken
	170506A1	Producten van bagger- en slootopruimingswerken (zand, steen, slib)
	170506A2	Producten van bagger- en slootopruimingswerken (zand, steen, slib)
	010413I	Afvalstoffen van het zagen van stenen
	170201	Spoorbielzen
	100998	Gieterijzand

(\*) registratie hier gericht aan producent van omhulde steenslag

Jaarlijkse hoeveelheid afvalstoffen voor verwerking (raming): ...ton  
Eventueel omzettingscoëfficiënt melden (gebruikte m3 ton)

#### LIJST VAN DE TE VERSTREKKEN BIJLAGEN

Als de aanvrager een natuurlijke persoon is :

Uittreksel strafregister.

Als de aanvrager een rechtspersoon is :

Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders en personen met bevoegdheid om de vennootschap te binden, samen met een afschrift van de akte waarbij die personen aangewezen worden.

Uittreksel strafregister voor de persoon vermeld op lijst op naam.

Uittreksel uit het strafregister van de rechtspersoon, al dan niet opgericht onder de vorm van een handelsvennootschap

Gedaan te ....., op .....

Volgende zin in handschrift overschrijven:

“Ik bevestig op erewoord dat navolgende gegevens juist zijn”

.....  
.....

.....  
Naam, Voornaam  
(in HOOFDLETTERS)

**Handtekening**

## 2. REGISTRATIEAANVRAAGFORMULIER

VOOR DE VERWERKING VAN AFVALSTOFFEN OPGENOMEN IN BIJLAGE 1 VAN HET  
WAALSE REGERINGSBESLUIT VAN 14 JUNI 2001 WAARBIJ DE NUTTIGE TOEPASSING VAN  
SOMMIGE AFVALSTOFFEN BEVORDERD WORDT

GEBRUIKSDOMEIN : VERBINDINGEN IN DE AANMAAK VAN AFGEWERKTE PRODUCTEN.

### **Identiteit van de aanvrager :**

#### **Natuurlijke persoon :**

HERNIEUWINGSAANVRAAG : Werd u reeds geregistreerd JA/NEE Indien ja huidig registratienummer opschrijven

Naam, voornaam :

.....

Geboortedatum en -plaats :

.....

Nationaliteit :

.....

#### **Adres:**

Straat :

..... NR. ... Bus : .....

.....

Postcode :

Gemeente:

.....

Land:

.....

Tel. kantoor :

Fax kantoor :

.....

Email:

.....

Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen :

.....

**Rechtspersoon :**

HERNIEUWINGSAAINVRAAG : Werd u reeds geregistreerd JA/NEE Indien JA, huidig  
 registratienummer opgeven : .....

Benaming : .....	
Rechtsvorm (NV / bvba / ...) : .....	
Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen : .....	
<b><u>Adres van de maatschappelijke zetel :</u></b>	
Straat : ..... NR. ... Bus : .....	
Postcode : .....	Gemeente: .....
Land: .....	
Tel.: ..... Fax : .....	
<b><u>Adressen van de bedrijfszetel :</u></b>	
Straat : ..... NR. ... Bus : .....	
Postcode : .....	Gemeente : .....
Tel. kantoor : ..... Fax kantoor : .....	
Straat : ..... NR. ... Bus : .....	
Postcode : .....	Gemeente : .....
Tel. kantoor : ..... Fax kantoor : .....	

**IDENTIFICATIE AFVALSTOFFEN :**

Tegenover code betrokken afvalstof(fen) kruisje zetten

<b><u>Voorwerp van de aanvraag</u></b>	<b><u>Verwerkingscode:</u></b>	<b><u>Aard van de afvalstoffen</u></b>
GEBRUIKSDOMEIN : Vervaardiging van afgewerkte producten		
	160117	Ferrometalen
	170405	Ferrometalen uit bouw en afbraak
	190102	Ferrometalen uit ontijzering slakken
	191001	Ferrometalen uit afvalverbrijzeling
	160118	Non-ferrometalen
	170407	Non-ferrometalen uit bouw en afbraak
	191002	Non-ferrometalen uit afvalverbrijzeling
	100202B	Onverwerkte slakken.
	100102	Vliegassen
	010413IIA	Kalkfillers
	010413IIB	Kalkfillers
	010409IIA	Natuurzand
	010409IIB	Natuurzand uit kalk/dolomietsteen
	010410IIA	Kalkstof
	010410IIB	Kalkstof
	060904IIA	Fosforgips en citrogips
	060904IIB	Fosforgips en citrogips
	010409	Kleihoudend slib
	100202B2	Onverwerkte slakken.
	100202LD2	Onbehandelde slakken LD
	100202EAF2	Onbehandelde slakken EAF
	100201S2	Onbehandelde ontzwavelingsslakken
	190112II	Verwerkte bodemassen
	170506AII	Steenachtige materialen in natuurlijke toestand en granulaat van steenachtige materialen in natuurlijke toestand
	100998II	Bentonietgebonden gieterijzand gebruikt bij gietproces

Jaarlijkse hoeveelheid afvalstoffen voor verwerking (raming): ...ton

Eventueel omzettingcoëfficiënt melden (gebruikte m3 ton)

**LIJST VAN DE TE VERSTREKKEN BIJLAGEN**

Als de aanvrager een natuurlijke persoon is :

Uittreksel strafregister.

Als de aanvrager een rechtspersoon is :

Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders en personen met bevoegdheid om de vennootschap te binden, samen met een afschrift van de akte waarbij die personen aangewezen worden.

Uittreksel strafregister voor de persoon vermeld op lijst op naam.  
Uittreksel uit het strafregister van de rechtspersoon, al dan niet opgericht onder de vorm van een handelsvennootschap

Gedaan te ....., op .....

Volgende zin in handschrift overschrijven:

“Ik bevestig op erewoord dat navolgende gegevens juist zijn”

.....

.....

naam, voornaam;  
(in HOOFDLETTERS)

**Handtekening**

».

**Art. 50.** In hetzelfde besluit wordt bijlage VI, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, vervangen als volgt:

« **Bijlage VI**

## REGISTRATIEAANVRAAGFORMULIER

VOOR DE VERWERKING VAN AFVALSTOFFEN OVEREENKOMSTIG ARTIKEL 13 VAN HET  
 BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING VAN 14 JUNI 2001 WAARBIJ DE NUTTIGE  
 TOEPASSING VAN SOMMIGE AFVALSTOFFEN BEVORDERD WORDT

**1 Identiteit van de aanvrager :****Natuurlijke persoon :**

HERNIEUWINGSAANVRAAG : Werd u reeds geregistreerd JA/NEE Zo JA, huidig registratenummer  
 opgeven: .....

Naam, voornaam :  
 .....

Geboortedatum en -plaats :  
 .....

Nationaliteit :  
 .....

Adres:

Straat :  
 ..... NR. ... Bus : .....

Postcode : .....

Gemeente : .....

Land:  
 .....

Tel. kantoor : .....

Fax kantoor : .....

Email:  
 .....

Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen :  
 .....

**Rechtspersoon :**

HERNIEUWINGSAANVRAAG : Werd u reeds geregistreerd JA/NEEZo JA, huidig registratenummer  
 opgeven: .....

Benaming :  
 .....

Rechtsvorm (NV / bvba / ...) :  
 .....

Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen : .....

**Adres van de maatschappelijke zetel :**

Straat :  
 ..... NR. ... Bus : .....

Postcode : .....

Gemeente : .....

Land:  
 .....  
 Tel.:  
 ..... Fax : .....  
 .....

**Adressen van de bedrijfszetels :**

Straat :  
 .....  
 ... NR. ... Bus : .....  
 .....  
 ...  
 Postcode : Gemeente :  
 .....  
 Tel. kantoor : Fax kantoor : .....  
 .

Straat :  
 ..... NR. ... Bus : .....  
 .....  
 Postcode : Gemeente :  
 .....  
 Tel. kantoor : Fax kantoor : .....  
 .

**2 IDENTIFICATIE AFVALSTOFFEN :**

<b><u>Voorwerp van de aanvraag</u></b> <b><u>Afvalcode (*)</u></b>	<b><u>Aard van de afvalstoffen</u></b>

(\*) Verwijzen naar de codes in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus

Jaarlijkse hoeveelheid afvalstoffen voor verwerking (raming): ...ton  
 Eventueel omzettingscoëfficiënt melden (gebruikte m3 ton)

Kenmerken en samenstelling van de betrokken afvalstoffen  
 Fysieke, chemische, biochemische eigenschappen van de betrokken afvalstoffen  
 Productieomstandigheden  
 Onderzoeksverslag bijvoegen



Omschrijving betrokken verwerkingswijzen

**3 Identiteit van de producent(en)** (als meerdere producenten betrokken zijn, als bijlage gelieve de gegevens bij te voegen met betrekking tot deze producenten, en daarbij zelfde vorm aanhouden als hieronder):

**Natuurlijke persoon :**

Naam, voornaam :

.....

Geboortedatum en -plaats :

.....

Adres:

Straat :

..... NR. ... Bus : .....

.....

Postcode :

Gemeente :

.....

Land:

.....

Tel. kantoor :

Fax kantoor :

.....

Email:

.....

Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen :

.....

**Rechtspersoon**

Benaming :

.....

Rechtsvorm (NV / bvba / ...) :

.....

Nummer Kruispuntbank der Ondernemingen : .....

**Adres van de maatschappelijke zetel :**

Straat :

.....

... NR. ... Bus :

.....

Postcode :

Gemeente :

.....

Land:

.....

Tel.:

..... Fax : .....

.....

**Adres van de maatschappelijke zetel**

Straat :

.....

NR. ... Bus : .....

...

.....

...  
 Postcode : ..... Gemeente : .....  
 Tel. kantoor : ..... Fax kantoor : .....

**Verantwoordelijke:**

Naam, voornaam : .....  
 Straat : ..... NR. ... Bus : .....  
 Postcode : ..... Gemeente : .....  
 Tel. kantoor : ..... Fax kantoor : .....

**Instemming van de producent (1) :**

Naam en voornaam van de verantwoordelijke : .....  
 Datum:  
 Handtekening  
 Enkel in te vullen als de producent niet de aanvrager is

**LIJST VAN DE TE VERSTREKKEN BIJLAGEN**

Als de aanvrager een natuurlijke persoon is :

Uittreksel strafregister.

Als de aanvrager een rechtspersoon is :

Lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders en personen met bevoegdheid om de vennootschap te binden, samen met een afschrift van de akte waarbij die personen aangewezen worden.

Uittreksel strafregister voor de persoon vermeld op lijst op naam.

Uittreksel uit het strafregister van de rechtspersoon, al dan niet opgericht onder de vorm van een handelsvennootschap

Gedaan te ....., op .....

Volgende zin in handschrift overschrijven:

“Ik bevestig op erewoord dat navolgende gegevens juist zijn”

.....

.....

naam, voornaam;  
(in HOOFDLETTERS)

**Handtekening**

».

Afdeling 4 – Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

**Art. 51.** In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° Er wordt een punt 14.91 ingevoegd, luidend als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	DEELFACTOREN		
				ZH	ZHR	ZI
14.91 Opvullen van gebieden van aanhorigheden van ontginningsinstallaties in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, met exogene grond en exogene natuursteenachtige materialen (*). Onder opvullen wordt de verwerkingsverrichting verstaan, waarbij grond en natuursteenachtige materialen gebruikt worden om uitgegraven gebieden of, bij ingenieurswerken, landschappelijke inrichtingswerken in oorspronkelijke staat te herstellen						
14.91.01 in de gevallen die niet onder rubriek 14.91.02 vallen	2		DSD- DNF			
14.91.02 Wanneer de grondopvulling geheel of gedeeltelijk onder het natuurlijk niveau van de grondwaterlaag geschiedt of de 500.000 m <sup>3</sup> te boven gaat.	1	X	DSD- AWAC - DESO - DNF			

[Voetnoot :] “(\*)\*Daarmee worden volgende verwerkbare afvalstoffen bedoeld:

Grond :

Tot 30 oktober 2019, niet besmette grond en grond van bieten en andere groenteproducties, in overeenstemming met de verwerkingsomstandigheden, de kenmerken en de gebruikswijzen van grond als bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen begunstigd wordt;

Vanaf 1 november 2019, grond die in overeenstemming is met de gebruiksvoorwaarden vastgesteld in het besluit van 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake;

Onvervuilde, niet-metaalhoudende natuursteenachtige stoffen die niet in reactie zouden kunnen treden met het omgevend milieu of de omgeving, uit de ontginningsnijverheid, uit de aanleg van sites of civieltechnische werken, overeenkomstig bijlage 1 van het besluit van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen bevorderd wordt (code 010102);

Zavel geproduceerd bij de bewerking van natuursteen, overeenkomstig bijlage 1 bij het besluit van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen bevorderd wordt (code 0104091)“.

2° Er wordt een rubriek 90.28 ingevoegd, luidend als volgt :

Nummér — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	DEELFACTOREN		
				ZH	ZHR	ZI
90.28 Opvullen in alle gebieden van het gewestplan, behoudens gebieden van aanhorigheden van ontginningsinstallaties in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, met exogene grond en exogene natuursteenachtige materialen. Onder opvullen wordt de verwerkingsverrichting verstaan, waarbij grond en natuursteenachtige materialen (**) gebruikt worden om uitgegraven gebieden of, bij ingenieurswerken, landschappelijke inrichtingswerken in oorspronkelijke staat te herstellen						
90.28.01. Opvullen middels grond en natuursteenachtige materialen, in overeenstemming met het soort gebruik van het terrein.						
90.28.01.02 Wanneer het totaalvolume hoger is dan 1.000 m <sup>3</sup> en lager is dan of gelijk is aan 10.000 m <sup>3</sup> .	3					
90.28.01.03 Wanneer het totaalvolume hoger is dan 10.000 m <sup>3</sup> en lager is dan of gelijk is aan 500.000 m <sup>3</sup> .	2		DSD			
90.28.01.04 Wanneer de grondopvulling geheel of gedeeltelijk onder het natuurlijk niveau van de grondwaterlaag geschiedt of de 500.000 m <sup>3</sup> te boven gaat.	1	X	DSD- AWAC - DESO - DNF			
90.28.02 Opvullen met grond en natuursteenachtige materialen (**) in gebruiksgebied van type I, II of IV ter afwijking van de algemene gebruiksregels van de afgegraven grond volgens het type gebruik, overeenkomstig artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake (**).						
90.28.02.01 Wanneer het totaalvolume lager is dan of gelijk is aan 100.000 m <sup>3</sup> .	2		DSD			
90.28.02.02 Wanneer de grondopvulling geheel of gedeeltelijk onder het natuurlijk niveau van de grondwaterlaag geschiedt of de 100.000 m <sup>3</sup> te boven gaat.	1	X	DSD- AWAC - DESO - DNF			

[Voetnoot :] «(\*\*)

Daarmee worden volgende verwerkbare afvalstoffen bedoeld:

Grond :

Tot 30 oktober 2019, grond in overeenstemming met de verwerkingsomstandigheden, de kenmerken en de gebruikswijzen van de grond bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt

Vanaf 1 november 2019, grond die in overeenstemming is met de gebruiksvoorwaarden vastgesteld in het besluit van 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake;

Onvervuilde, niet-metaalhoudende natuursteenachtige stoffen die niet in reactie zouden kunnen treden met het omgevend milieu of de omgeving, uit de ontginningsnijverheid, uit de aanleg van sites of civieltechnische werken, overeenkomstig bijlage 1 van het besluit van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen bevorderd wordt (code 010102);

Zavel geproduceerd bij de bewerking van natuursteen, overeenkomstig bijlage 1 bij het besluit van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen bevorderd wordt (code 0104091)\*.

(\*\*\*) wanneer een afwijking van het gebruik nodig is, valt de site in zijn geheel onder rubriek 90.28.02 ».

Afdeling 5 - Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

**Art. 52.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op de verwerking van grond en natuursteenachtige stoffen als bedoeld in de rubrieken 14.91 of 90.28 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXVI bij dit besluit. ».

**Art. 53.** Artikel 30 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de globale vergunningsaanvraag betrekking heeft op de verwerking van grond en natuursteenachtige stoffen als bedoeld in de rubrieken 14.91 of 90.28.01 of 90.28.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens opgenomen in bijlage XXXVI bij dit besluit. ».

**Art. 54.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage XXXV, luidend als volgt :

« Bijlage XXXV.

Informatie met betrekking tot de verwerking van grond en steenachtige stoffen bedoeld in de rubrieken 14.91, 90.28.01 of 90.28.02.

Opmerkingen:

1° de aanvraag tot afwijking van de algemene gebruiksregels van de grond, bedoeld in deze bijlage, is gegrond op artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake.

2° Het opvullen en het risico-onderzoek worden verstaan in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.

A. Opvullen met grond en natuursteenachtige stoffen van exogene oorsprong in de gebieden van aanhorigheden van ontginningsinstallaties in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals bedoeld in rubriek 14.91 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

De aanvraag bevat, naast de gegevens die opgevraagd worden met het algemeen formulier van de aanvragen voor milieuvergunningen en globale vergunningen, volgende informatie:

1° de codes voor de verwerking van de betrokken afvalstoffen, onder volgende codes : 170504; 191302-TD; 020401-VEG2; 010102 en 010409I;

2° de plattegronden van de site waar de verwerking wordt verricht, met aangepast formaat, waarbij de soorten gebruik in feite en in rechte nader worden bepaald, evenals de synthese met het meest restrictieve soort gebruik, de ligging van de overwogen opvullingen;

3° de topografische profielen die het reliëf, in feite en zoals overwogen, aanschouwelijk kunnen maken;

4° het overwogen, op te vullen volume;

5° de altimetrie van de grondwaterlaag in rusttoestand;

6° de voorziene stromen (verkeer, reisroutes);

7° de doeleinden van de verrichting;

8° bij aanvraag tot afwijking van de algemene regels voor grondgebruik voor het soort gebruik, een risico-onderzoek per gebied vallend onder de afwijking.

B. Opvullen met grond en natuursteenachtige stoffen in overeenstemming met het soort gebruik in het gebied, in alle gebieden van het gewestplan, uitgezonderd in de gebieden van aanhorigheden van ontginningsinstallaties in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals bedoeld in rubriek 90.28.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

De aanvraag bevat, naast de gegevens die opgevraagd worden met het algemeen formulier van de aanvragen voor milieuvergunningen en globale vergunningen, volgende informatie:

1° de codes voor de verwerking van de betrokken afvalstoffen, onder volgende codes : 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 en 010409I;

2° de bestemmingen in het gewestplan;

3° de codes vermeld in het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen begunstigd wordt;

4° de plattegronden van de site waar de verwerking wordt verricht, waarbij de soorten gebruik in feite en in rechte nader worden bepaald, evenals de synthese met het meest restrictieve soort gebruik, de ligging van de overwogen opvullingen;

5° de topografische profielen die het reliëf, in feite en zoals overwogen, aanschouwelijk kunnen maken;

6° het overwogen, op te vullen volume;

7° de altimetrie van de grondwaterlaag in rusttoestand;

8° de voorziene stromen (verkeer, reisroutes);

9° de doeleinden van de verrichting.

C. Opvullen met grond en natuursteenachtige stoffen in afwijking van de algemene gebruiksregels voor het soort gebruik, uitgezonderd in de gebieden van aanhorigheden van ontginningsinstallaties in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling met grond voor opvullingen, zoals bedoeld in rubriek 90.28.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

De aanvraag bevat, naast de gegevens die opgevraagd worden met het algemeen formulier van de aanvragen voor milieuvergunningen en globale vergunningen, volgende informatie:

1° de bestemmingen in het gewestplan;

2° de codes voor de verwerking van de betrokken afvalstoffen, onder volgende codes : 170504, 191302-TD, 020401-VEG2, 010102 en 010409I;

3° de plattegronden van de site waar de verwerking wordt verricht, waarbij de soorten gebruik in feite en in rechte nader worden bepaald, evenals de synthese met het meest restrictieve soort gebruik, de ligging van de overwogen opvullingen;

4° de topografische profielen die het reliëf, in feite en zoals overwogen, aanschouwelijk kunnen maken;

5° het overwogen, op te vullen volume;

6° de altimetrie van de grondwaterlaag in rusttoestand;

7° de voorziene stromen (verkeer, reisroutes);

8° de doeleinden van de verrichting;

9° een risico-onderzoek per gebied vallend onder de afwijking.”.

**Art. 55.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van bijlage V aangevuld met volgende woorden (installaties en activiteiten bedoeld onder de rubrieken 90.21 tot 90.28)“.

Afdeling 6 – Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval

**Art. 56.** In artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van ander afval dan gevaarlijk afval, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder 5° worden de woorden “het inzamelings-, voorbehandelings-, verwijderings- of valorisatiecentrum vervangen door de woorden” vervangen door de woorden “de installatie voor de inzameling, voorbehandeling, verwijdering of valorisatie en, in het geval van grond, verwerkingssites;

b) er wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

“Wanneer van grondvervoer kennis wordt gegeven overeenkomstig het besluit van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond, wordt de vervoerder vrijgesteld van de verplichting tot jaarlijkse aangifte wat genoemde grond betreft. Hij houdt de kennisgevingen inzake grondverzet en de documenten voor grondvervoer ter beschikking van de administratie en van de ambtenaar belast met het toezicht.”.

Afdeling 7 - Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving

**Art. 57.** In artikel 1bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 tot verbod van het storten van sommige afvalstoffen in een centrum voor technische ingraving en tot vaststelling van de criteria voor de aanvaarding van afvalstoffen in centra voor technische ingraving wordt punt 5) vervangen als volgt:

« 5) asbest in gebonden toestand : Asbest in een inerte niet verkruiembare dragende materie zoals cementasbest;”.

**Art. 58.** Bijlage I bij hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, wordt aangevuld met een tabel luidend als volgt:

Grenswaarde voor het totaalgehalte aan asbestvezels	
Parameters	Eenheid : mg / kg ms
Totaal asbestvezelgehalte	$T_c + 10 T_L < 500$ $T_c$ = gehalte asbestvezels in gebonden toestand $T_L$ = gehalte asbestvezels in ongebonden toestand De verwijdering van afvalstoffen van meer dan 100 mg en minder dan 500 mg asbestvezels per kg droge materie, gehalte berekend volgens bovenstaande formule, wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende aanvullende voorwaarde: deze afvalstoffen moeten dagelijks bedekt worden met een laag van minstens 0,5m andere aanvaardbare inerte (afval)stoffen

**Art. 59.** In bijlage IIIbis, A, tweede lid, punt 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2010, worden de woorden “en maximum 1000 mg/kg ms niet gebonden asbestvezels” ingevoegd tussen de woorden “gebonden asbest” en “bevatten” en worden de woorden “die afvalstoffen worden in plastic verpakt,” ingevoegd na de woorden “aanwezigheid van asbest”.

Afdeling 8 – Wijziging in Boek I van het Milieuwetboek

**Art. 60.** In artikel R.90 van Boek I van het Milieuwetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “bedoeld onder de punten 1 tot 6°” worden vervangen door de woorden “1° tot 6°bis”;

**b) het wordt aangevuld met een punt 6°bis, luidend als volgt:**

“6°bis het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;”.

**Art. 61.** In artikel R.93 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008, worden de woorden “en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten” vervangen door de woorden “, in artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende het bodembeheer en de bodemsanering, en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten”.

Afdeling 7 – Wijziging in het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

**Art. 62.** In artikel R.II.33-1 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 2 worden de woorden “of onder rubriek 90.21.01” ingevoegd na de woorden “onder rubriek 90.21.01”;

2° in paragraaf 1, wordt het derde lid vervangen door volgende bepaling :

« Voor de verwerking kunnen worden toegelaten :

Conforme grond tegen de gebruiksvoorwaarden bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende beheer en traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake;

Natuursteenachtige materialen in overeenstemming met bijlage 1 bij het besluit van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen bevorderd wordt (code 010102)”;

Zavel geproduceerd bij de bewerking van natuursteen, in overeenstemming met de verwerkingsvoorwaarden bedoeld in bijlage 1 bij het besluit van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen bevorderd wordt (code 010409I);

De beperkte mechanische activiteiten zoals het sorteren, het zeven en/of het fijn zeven zijn toelaatbaar voor zover ze nodig zijn en een randvoorwaarde vormen voor de ter plaatse vergunde verwerking.”;

3° in paragraaf 2 wordt punt 3° aangevuld met volgende woorden: « behoudens in het geval waarin een vergunning voor het samenbrengen en voorbehandelen van inerte afvalstoffen of tot toelating van bodemreliëfwijziging met gebruikmaking van exogene stoffen is verstrekt voor inwerkingtreding van dit Wetboek”.

#### HOOFDSTUK VIII - Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 63.** De gebruikscertificaten, verstrekt voor de verwerking van grond en ontsmette grond overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen begunstigd wordt, blijft geldig tot en met 30 oktober 2019.

**Art. 64.** Overeenkomstig artikel 127, § 2, van het decreet treedt artikel 5 van het decreet in werking op 1 september 2018.

De artikelen 29 tot 33, 44, 45, 47 2°, 48 en 51 van dit besluit treden in werking op 1 september 2018.

De andere bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 november 2019.

In de overeenkomstig artikel 51 milieuvergunningsplichtige gevallen gelden de stedenbouwkundige vergunningen, uitgereikt voor 1 september 2018, als globale vergunning tot hun vervaldatum in de zin van artikel D.IV.84 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Tot 31 oktober 2019 worden in de installaties of bij de activiteiten voor verwerking van grond en natuurlijke grondstoffen bedoeld in artikel 51, de verwerkingsomstandigheden, de kenmerken en de grondgebruikswijzen, bepaald in bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, toegepast.

**Art. 65.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

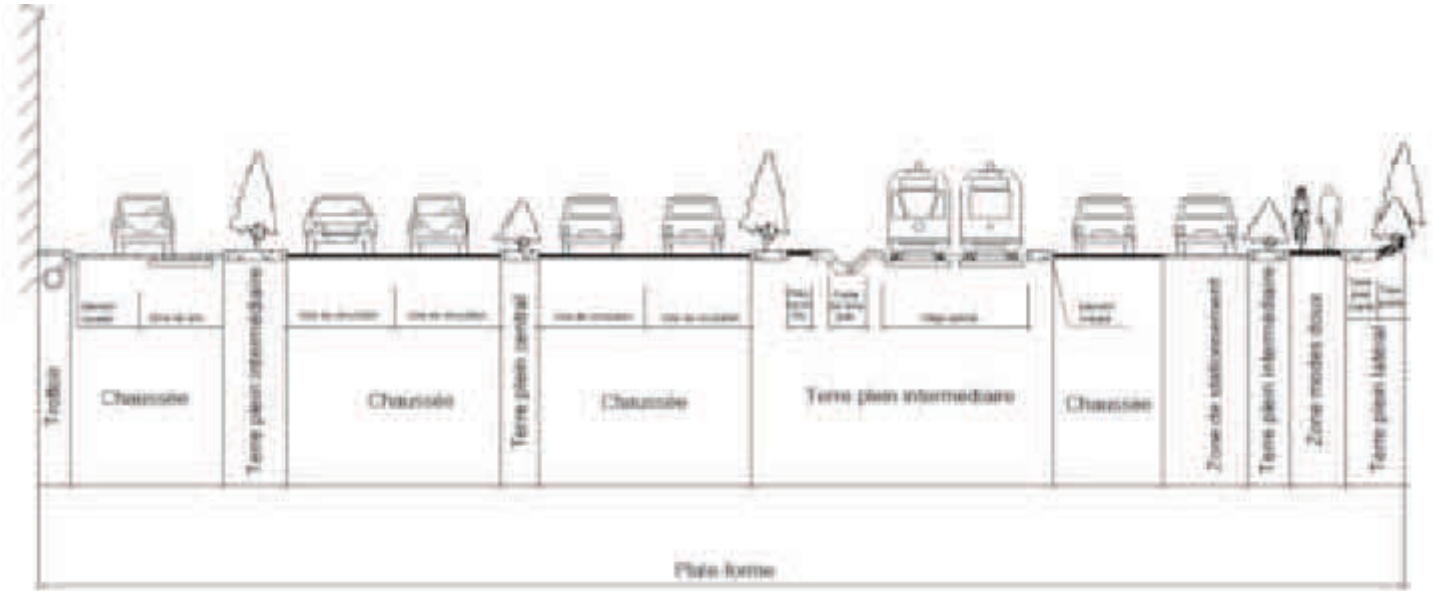
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer,  
Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 1

## Schema van Wegplatform bedoeld in artikel 1, 31°



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake

Namen, 5 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO



## BIJLAGE 2

Parameters, te onderzoeken in het kader van de grondkwaliteitscontrole

Parameters, te onderzoeken in het kader van de grondkwaliteitscontrole:

Grond waarvan de kenmerken onderzocht dienen te worden overeenkomstig artikel 6 worden minstens onderzocht op de parameters vermeld in bijlage 1 van het decreet van (datum), waarbij in voorkomend geval worden geteld:

asbestgehalte (gebonden en niet gebonden asbest), zoals vermeld in tabel 1;  
iedere andere verdachte parameter met een aangetoonde of verdachte verontreiniging.

Tabel 1: Parameters die onderzocht dienen te worden in het geval waarin de aanwezigheid van asbest vermoed wordt op het terrein van oorsprong, en dienovereenkomstige verwerkingsnormen

<b>Parameters</b>	<b>Onderste grenswaarde, bestemming I, II, III en IV (mg/kg droge stof)</b>	<b>Onderste grenswaarde bestemming V (mg/kg droge stof)</b>
Asbestvezelgehalte <sup>1</sup>	100	500

<sup>1</sup>Het asbestgehalte wordt berekend volgens de formule  $T = T_c + 10T_l$ , waarbij  $T_c$  het gebonden asbestvezelgehalte in een inerte niet verkruielbare dragende materie is, zoals cementasbest, en  $T_l$  het asbestvezelgehalte, niet gebonden aan een inerte niet verkruielbare dragende materie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake

Namen, 5 juli 2018

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 3

## Minimuminhoud van het grondkwaliteitsverslag bedoeld in artikel 9

**Identificatie**

eigenaar	Naam	Voornaam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contactpersoon

Bouwheer	Naam	Voornaam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contactpersoon

Deskundig e	Naam	Erkennings nummer	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contactpersoon

Staalafnemer	Naam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contactpersoon

Laboratori um	Naam	Erkennings nummer	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contactpersoon

**Project:**

Zijn er één of meerdere vergunningen* nodig om de werken uit te voeren?	JA/NEE – soorten vergunningen
Administratieve referentiegegevens van de vergunning(en) ivm het project, in voorkomend geval	
Bondige omschrijving van het project dat tot de afgravingswerken leidt	
Overwogen datum grondverzet	

\* Onder vergunning wordt verstaan : Stedenbouwkundige vergunning, milieuvergunning, globale vergunning, de geïntegreerde vergunning of de bebouwingsvergunning.

**Site van oorsprong :**

Kadastrale ref.	Identificatienummer perceel voor het verslag	Identificatienr. van de site van oorsprong	Adres	Lambert 72 coördinaten (of gelijkwaardig) minimum, maximum en gemiddelden van de site

Identificatienr. van de site van oorsprong	Verdacht terrein in de zin van het besluit ?	Bijkomende parameters waarmee rekening dient te worden gehouden
	JA/NEE – Motivering en uitleg	JA/NEE – Motivering en uitleg

**Samenstelling van de stalen :**

Referentienummer van het staal :	Identificatienr. van de site van oorsprong	Oppervlakte van de gebetonneerde ruimte of het zwad (m <sup>2</sup> )	Bepaling hoogste hoogteverschil tussen zwad of uitgraving en oppervlakte (m-ss)	Bepaling laagste hoogteverschil van afgraving ten opzichte van oppervlakte (m-ss)	Volume (m <sup>3</sup> )

**Omschrijving onderzoekswerken :**

Referentie nummer van het staal :	Datum staalneming	Staalnemingsmethode	Conformiteit met referentiegeds en CWEA : JA/NEE	Opmerking en verantwoording

Referentie nummer van het staal :	Referentie boringen	Referentie boringen (referentie boring + diepte staalneming)	Soorten onderzoek	Conformiteit met referentiegeds en CWEA : JA/NEE	Opmerking en verantwoording

Referentienummer van het staal :	Algemene omschrijving van de kenmerken van het staal (textuur, kleur, bijzondere elementen in de bodemstaal met een raming, in percent (gruis, gladde keien, baksteen, wortels, asbest, balast, enz.), verontreinigingscijfer, aanwezigheid van broedknoppen van invasieve planten, ...

**Resultaten:**

			identificatienr. van het perceel
			Identificatienr. van de site van oorsprong
			Referentienummer van het staal
			Referentie boringen
			Referentie stalen
			Referentie onderzoekscertificaat
			Omschrijving van het staal
Onderzochte parameters	Eenheden	Overwogen normen	
			Onderzoeksresultaten (een onbetwistbare kleurcode voor de vergelijking met de normen wordt voor de vergelijking toegepast)

**Besluit : Omschrijving onderzoekswerken :**

Referentienummer van het staal :	Volume (m <sup>3</sup> )	Algemene kenmerken van het staal	Soort verenigbaar gebruik voor de verwerking

**Plattegronden :**

Plattegronden in geschikt formaat op kadastrale achtergrondkaart om de stalen en site van oorsprong in driedimensionaal en éénduidig te onderscheiden

Plattegronden in geschikt formaat om de staalnamestrategie, de onderzoeksresultaten en de vergelijking met de relevante normen met een éénduidige kleurcode voor de overschrijding van de overwogen waarden aanschouwelijk te maken

De laatste twee plattegronden vermelden minstens :

Een grafische schaal

De oriëntatie van het plan

De grenzen en de kadastrale referenties

De aanwezige gebouwen :

De omtrek van het project en de grenzen van de site van oorsprong

De identificatie van de stalen ;

**Bijlagen**

Boringsprofiel

Onderzoekscertificaten

Eensluitend uittreksel uit de gegevensbank bodemtoestand, niet ouder dan 3 maanden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake

Namen, 5 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 4

Minimuminhoud van het controlecertificaat grondkwaliteit, bedoeld in artikel 10, § 3

**Identificatie**

Datum van afgifte van het certificaat grondkwaliteit
Administratieve referentie van het grondkwaliteitsverslag
Administratieve referentie van het certificaat grondkwaliteit

**In het geval waarin de grond afkomstig is van een vergunde installatie of van een installatie waar grond van plantaardige producties is voortgebracht**

Vergunde installatie (type)	Naam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contact persoon

**In het geval waarin de grond afkomstig is van de site van oorsprong**

Kadastrale ref.	Id-nr. van het perceel	Identificatienr. van de site van oorsprong	ADRES	Lambert 72 coördinaten (of gelijkwaardig) minimum, maximum en gemiddelden van de site

**Stalen :**

Referentienummer van het staal :	Identificatienr. van de site van oorsprong	Volume (m <sup>3</sup> )	Minimale visuele kenmerken (matrix, textuur, kleur, bijzondere elementen aanwezig in de matrix)	Soort verenigbaar gebruik voor de verwerking

**Specifieke gebruiksvoorwaarden bepaald bij dit besluit of de referentiegids bij aanwezigheid, in de grond, van invaderende niet-inheemse plantensoorten, asbestvezels of andere bijzondere grondkenmerken:**

**Informatie beroepsmogelijkheden**

Er staat een beroep tegen de beslissing, open voor de aanvrager, alsook voor elke persoon, houder van een zakelijk recht op het terrein van oorsprong. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de beslissing, aan de administratie gestuurd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake

Namen, 5 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 5

Minimuminhoud van de kennisgevingen voor grondverzet en ontvangst van grond, bedoeld in de artikelen 17 en 20

**1. In het geval waarin een controlecertificaat grondkwaliteit nodig is :**

Referentie van het certificaat grondkwaliteit
Identiteit en adres bouwheer van site van oorsprong
Identiteit, adres en registratienummer van de geregistreerde vervoerder(s)
Identiteit, adres en registratienummer van de geregistreerde verwerker(s)

**Oorsprong van de grond :**

In het geval waarin de grond afkomstig is van een vergunde installatie of van een installatie waar grond van plantaardige producties is voortgebracht

Vergunde installatie (type)	Naam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contact persoon

In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong

Kadastrale ref.	Identificatienummer perceel voor het verslag grondkwaliteit	Identificatienr. van de site van oorsprong	ADRES	Lambert 72 coördinaten (of gelijkwaardig) minimum, maximum en gemiddelden van de site

**Stalen :**

Referentienummer van het staal :	Identificatienr. van de site van oorsprong	Volume (m <sup>3</sup> )	Minimale visuele kenmerken (matrix, textuur, kleur, bijzondere elementen aanwezig in de matrix)	Soort verenigbaar gebruik voor de verwerking



**Bestemming van de grond :**

In het geval waarin de grond bestemd is voor een vergunde installatie of een vergund technisch ingravingscentrum.

Vergund(e) installatie (type) / technisch ingravingscentrum	Naam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contact persoon

In het geval waarin de grond als bestemming een ontvangende site heeft:

Kadastrale ref.	Id-nr. van het perceel	Identificatienr. van de ontvangende site	ADRES	Lambert 72 coördinaten (of gelijkwaardig) minimum, maximum en gemiddelden van de site

Identificatie nr. van de ontvangende site	eigenaar	Naam	Voornaam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contact persoon

Identificatie nr. van de ontvangende site	Bestemming van rechtswege volgens bijlage 2 bij decreet	Feitelijke bestemming volgens bijlage 3 bij decreet	Natura 2000 locaties en sites die een beschermings statuut hebben in de zin van de wet van 12 juli 1973 natuurbehoud ?	Voorkomingsgebied waterwinningswerk bepaald krachtens art. R.156 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt ?	Soort in overweging te nemen gebruik

**Gebruik :**

Referentie van het staal volgens certificaat grondkwaliteit	volume	Identificatienr. van de ontvangende site

**Planificatie van de werken :**

Overwogen datum voor aanvang van de grondverzetwerken

**Plattegrond van het ontvangend terrein, in voorkomend geval :**

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op het gewestplan

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op plaatselijk ontwikkelingsplan

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op de bodembezettingsskaart

Plattegrond in geschikt formaat met vermelding van de leefmilieugegevens, w.o. : Ligging van het terrein, de waterwinningen, de oppervlaktewateren en de bijzondere gebieden (natuurbeschermingsgebied, Natura 2000 gebied ...)

**2. In het geval waarin een controlecertificaat grondkwaliteit niet nodig is :**

Identiteit en adres bouwheer van het terrein van wegname grond
Identiteit, adres en registratienummer van de geregistreerde verwerker(s)/van het punt van bestemming
Identiteit en adres en registratienummer van de vervoerder

**Project:**

Bondige omschrijving van het project dat tot de afgravingswerken leidt	
Overwogen datum grondverzet	

**Oorsprong van de grond :**

In het geval waarin de grond afkomstig is van een installatie:

Vergunde installatie (type)	Naam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contactpersoon

In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong

Kadastrale ref.	Id-nr. van het perceel	Identificatienr. van de site van oorsprong	ADRES	Lambert 72 coördinaten (of gelijkwaardig) minimum, maximum en gemiddelden van de site



In het geval waarin de grond als bestemming een ontvangende site heeft:

Kadastrale ref.	Id-nr. van het perceel	Identificatienr. van de ontvangende site	ADRES	Lambert 72 coördinaten (of gelijkwaardig) minimum, maximum en gemiddelden van de site

Identificatie nr. van de ontvangende site	eigenaar	Naam	Voornaam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contact persoon

Identificatie nr. van de ontvangende site	Bestemming van rechtswege volgens bijlage 2 bij decreet	Feitelijke bestemming volgens bijlage 3 bij decreet	Natura 2000 locaties en sites die een beschermings statuut hebben in de zin van de wet van 12 juli 1973 natuurbehoud ?	Voorkomingsgebied waterwinningswerk bepaald krachtens art. R.156 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt ?	Soort in overweging te nemen gebruik

**Gebruik :**

Referentienummer van het staal :	volume	Identificatienr. van de ontvangende site

In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong

**Plan van de site van oorsprong :**

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op het gewestplan

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op plaatselijk ontwikkelingsplan

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op de gebruikkaart

Plattegrond in geschikt formaat met vermelding van de leefmilieugegevens, w.o. : Ligging van het terrein, de waterwinnings, de oppervlaktewateren en de bijzondere gebieden (natuurbeschermingsgebied, Natura 2000 gebied ...)

In het geval waarin de grond als bestemming een ontvangende site heeft:

**Plan van de ontvangende site :**

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op het gewestplan

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op plaatselijk ontwikkelingsplan

Plattegrond in geschikt formaat met aanduiding van de ligging van het ontvangend terrein op de gebruiksaanwijzing

Plattegrond in geschikt formaat met vermelding van de leefmilieugegevens, w.o. : Ligging van het terrein, de waterwinningen, de oppervlaktewateren en de bijzondere gebieden (natuurbeschermingsgebied, Natura 2000 gebied ...)

**In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong** Eensluitend uittreksel uit de gegevensbank bodemtoestand, niet ouder dan 3 maanden

**3. Kennisgeving van de ontvangst van grond****Identificatie**

Referentie van het certificaat grondkwaliteit
Referentie van de kennisgeving voor grondverzet
Referentie van het document grondvervoer

**Ontvangst van de grond**

In het geval waarin de grond afkomstig is van een vergunde installatie:

Vergund(e) installatie (type) / technisch ingravingscentrum	Naam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contactpersoon

Referentienummer van het staal :	Volume (m <sup>3</sup> )	Minimale visuele kenmerken (matrix, textuur, kleur, bijzondere elementen aanwezig in de matrix)	Toelating van het staal (ja/nee)

In het geval waarin de grond ontvangen wordt op een ontvangende site:

Identiteit en adres bouwheer van de ontvangende site
Identiteit, adres en registratienummer van de geregistreerde verwerker(s)

Kadastrale ref.	Id-nr. van het perceel	Identificatienr. van de ontvangende site	ADRES	Lambert 72 coördinaten (of gelijkwaardig) minimum, maximum en gemiddelden van de site

Identificatie nr. van de ontvangende site	eigenaar	Naam	Voornaam	Benaming Onderneming	Land	PC	Plaats	Straat + nr.	Telefoon	Contact persoon

**Stalen :**

Referentienummer van het staal :	Volume (m <sup>3</sup> )	Minimale visuele kenmerken (matrix, textuur, kleur, bijzondere elementen aanwezig in de matrix)	Soort verenigbaar gebruik voor de verwerking	Toelating van het staal (ja/nee)

**In het geval waarin de grond als bestemming een ontvangende site heeft:** Plattegrond van het ontvangend terrein waarmee de grondverwerking op genoemd terrein eenduidig en driedimensionaal aanschouwelijk kan worden gemaakt

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake

Namen, 5 juli 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

## BIJLAGE 6

Minimuminhoud van het document grondvervoer bij kennisgeving grondverzet

Datum van afgifte van het document grondvervoer

Enig id-nr. van het document grondvervoer

Identiteit en adres van de bouwheer

Identiteit, adres en registratienummer van de vervoerder

Referentienr. van het certificaat grondkwaliteitscontrole, indien dat vereist is ;

Referentienummer van het vervoerde staal

Gegevens die de identificatie van de site van oorsprong mogelijk maken

Gegevens die de identificatie van de ontvangende site mogelijk maken

Ruimte voorbehouden voor vervoerder ter aanduiding van vertrekkur van site van oorsprong of van de installatie en uur van aankomst ter bestemming

Informatie beroepsmogelijkheden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake

Namen, 5 juli 2018

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO